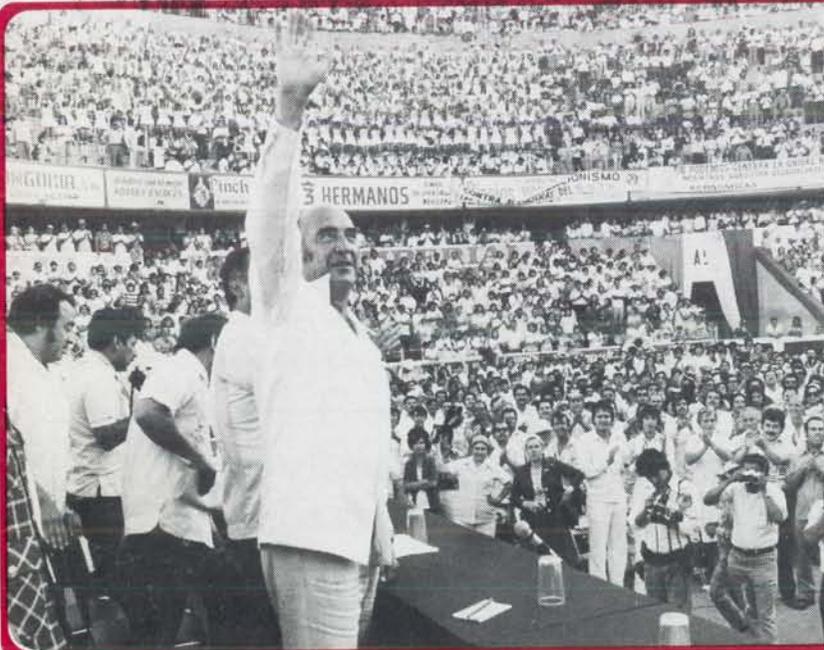
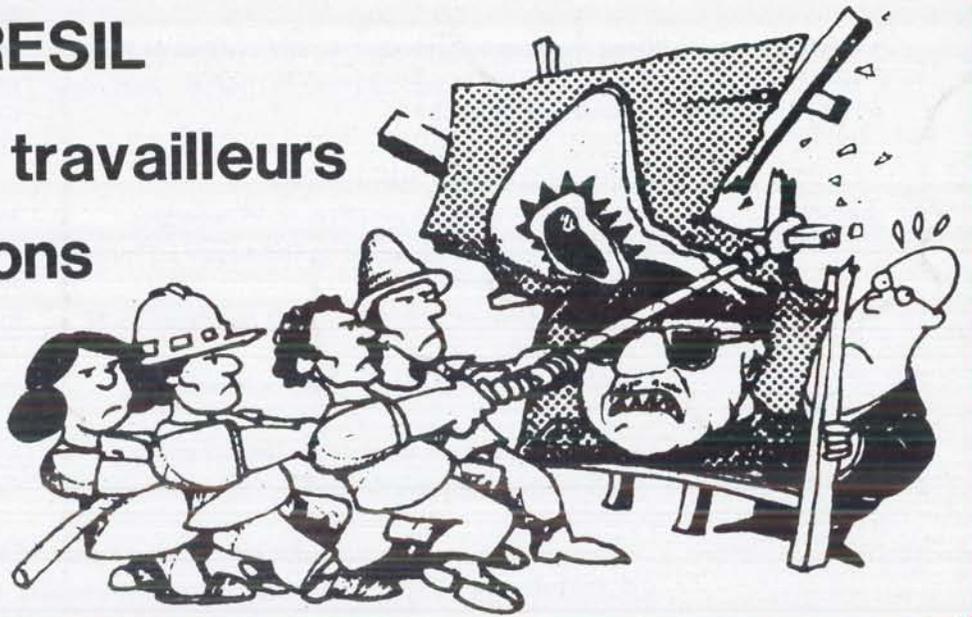


INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

DOSSIER BRESIL

**Le Parti des travailleurs
et les élections
du 15
novembre
1982**



MEXIQUE

**La nationalisation
des banques
par
Lopez Portillo**

YOUGOSLAVIE

Vers la première épreuve de force de l'après-titisme

Sommaire du numéro 136 du 8 novembre 1982

3	POLOGNE	Mis hors-la-loi, Solidarité prépare sa riposte	Claude SEVRAC Jacqueline ALLIO
4	—	Le maire travailliste de Londres appuie Solidarité	Ken LIVINGSTONE
6	—	Lettre ouverte aux syndicats et partis ouvriers de l'Ouest	Comité ouvrier interentreprises Solidarité (MRKS)
8	CHINE	Deng Xiaoping sort renforcé du XIIe Congrès du PCC	« OCTOBER REVIEW »
11	LIBAN	Entretien avec S. Jaber, dirigeant du Groupe communiste révolutionnaire (GCR)	Propos recueillis par Gerry FOLEY
DOSSIER « ELECTIONS BRÉSIL »			
14	BRESIL	A la veille des élections générales du 15 novembre	Jorge BUARQUE
17	—	Les courants qui se réclament du trotskysme à l'épreuve du Parti des travailleurs	Jorge BUARQUE
19	—	« Lula », Sandra et Perly décrivent la campagne du PT	Propos recueillis par « EM TEMPO » et « INPRECOR »
21	—	La faillite économique du « miracle » brésilien	Mauricio LEMOS
23	MEXIQUE	La nationalisation des banques par Lopez Portillo	« BANDERA SOCIALISTA »
27	YUGOSLAVIE	Vers la première épreuve de force de l'après-titisme	Catherine VERLA
32	NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE		
	COLOMBIE : IVe Congrès du Parti socialiste révolutionnaire. RFA : Solidarité avec Alexander Schubart. FRANCE : Recul gouvernemental partiel face à la mobilisation des femmes. ILE MAURICE : Première mini-crise gouvernementale. IRLANDE DU NORD : Les élections au nouveau « Stormont ». ESPAGNE : Majorité absolue pour le PSOE aux Cortes.		

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
 Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

**ABONNEMENT
 25 NUMÉROS
 PAR AN**

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108, Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179 / 90.

Virements postaux à « PEC », compte chèque postal numéro 2.322. 42. T PARIS.

Inprecor, abonnement un an, 25 numéros, pour tous pays : 200 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 225 FF ; Afrique et Amériques : 265 FF ; Asie : 290 FF.

Pli fermé : France 300 FF ; tous les autres pays (par voie de surface) 320 FF ; pli fermé par avion, écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom — Prénom |-----|

Numéro et Rue |-----|

Commune |-----|

Code Postal |-----| Pays |-----|

Réabonnement

Abonnement

Mis hors-la-loi par Jaruszelski, Solidarité prépare sa riposte

LA direction clandestine de Solidarité vient de préciser l'appel (1) qu'elle avait lancé au lendemain de la mise hors-la-loi du syndicat, en durcissant le ton : la grève nationale prévue le 10 novembre ne sera pas de quatre, mais de

huit heures. Elle sera suivie le lendemain par des manifestations dans tout le pays, marquant l'anniversaire de l'indépendance de la Pologne. Et de nouvelles manifestations de rue sont prévues du 13 au 17 décembre.

Claude SEVRAC
Jacqueline ALLIO

Cet appel est important car la grève des chantiers navals de Gdansk avait mis en lumière le manque de coordination du mouvement clandestin à l'échelle nationale. La direction régionale de Solidarité soutenait, pour sa part, l'action des ouvriers des chantiers, démarrée dès le 11 octobre au matin, mais la TKK était restée silencieuse, alors que des grèves de solidarité éclataient dans plusieurs régions du pays et que les travailleurs de la plus grande entreprise polonaise — l'aciérie Nowa Huta de Cracovie — décidaient d'organiser, le 13, une manifestation de soutien. La classe ouvrière attendait un signe de la TKK sur la conduite à suivre : étendre le mouvement de grève ? Organiser d'autres formes d'action de soutien ?

L'appel tardif lancé par Zbigniew Bujałak demandant aux travailleurs d'observer une grève sur le tas analogue à celle de Gdansk resta sans effet, car il commença à circuler alors que les ouvriers des chantiers avaient repris le travail, convaincus que leur lutte était restée isolée. La coupure des communications et la décision de la Junte de militariser l'entreprise avait eu raison de leur détermination.

Dans la plupart des régions, les travailleurs ont exprimé leur désarroi, et souvent leur colère, devant le manque de coordination du syndicat clandestin. Leurs doutes aussi, quant à la possibilité de réussir une action d'envergure le 10 novembre, si la direction se montrait aussi timorée et incohérente dans les directives qu'elle donnait.

LE REFUS DE L'INTIMIDATION

Ce n'est pourtant pas la combativité de la classe ouvrière qui est en cause. Les explosions de colère qui ont eu lieu dans tout le pays, l'assistance massive d'environ 30 000 personnes aux obsèques du jeune ouvrier tué par les ZOMO durant la manifestation du 13 octobre à Nowa Huta ont, au contraire, montré la détermination de la population laborieuse, son refus de plier et, bien souvent, sa volonté d'en découdre avec les forces de l'ordre.

On notait un saut qualitatif dans la

conscience de beaucoup de travailleurs au lendemain de la délégalisation de Solidarité. L'idée même d'« entente nationale » était explicitement remise en cause par plus d'un qui y croyait encore la veille. Comment penser qu'on pourrait jamais « s'entendre » avec cette minorité de bureaucrates en uniforme, incapables d'autre chose que d'une escalade dans la violence et la répression pour se maintenir au pouvoir ?

L'ampleur du boycott des nouveaux syndicats durant les deux premières semaines suivant l'adoption de la loi a d'ail-



« A suivre », titre d'un bulletin clandestin de Solidarité. (DR)

leurs confirmé que les travailleurs n'étaient pas prêts à se laisser intimider.

Les « ruses » des autorités soulignant que dans certains cas, comme à Nowa Huta, ce sont d'anciens membres de Solidarité qui se sont portés à la tête du nouveau syndicat, n'impressionnent pas grand monde. « Un pauvre type qui s'est fait avoir par la SB » (police secrète), tel était le genre de commentaires qui jaillissait spontanément à l'écoute du journal télévisé annonçant cette « grande nouvelle ». En revanche, c'était l'éclat de rire lorsqu'on apprenait que telle militante de Solidarité sollicitée par un de ses collègues pour adhérer au nouveau syndicat de son entreprise lui avait répondu hors d'elle-même : « Va te faire foutre et achète-moi plutôt des chaussures pour l'hiver ! »

Il y a tout à parier que le boycott sera massif — du moins durant les premiers mois — et qu'on assistera bien au « réfé-

rendum » national auquel appelait la TKK le 9 octobre, un référendum « dont les gouvernants ne seront pas en mesure de falsifier les résultats (2) ». La presse officielle se montre d'ailleurs inquiète des premiers résultats. A côté des articles apologétiques vantant à longueur de colonnes les mérites de ces nouveaux syndicats, si « démocratiques » et si « indépendants », certains éditoriaux, tel celui de *Zycie Warszawy* du 15 octobre 1982 laissent percer leur préoccupation devant la maladresse des rédacteurs qui tentent de faire croire, « tout à fait dans l'ancien style, que dans le pays tout entier, d'une façon spontanée, massive et enthousiaste, des comités fondateurs des nouveaux syndicats se mettent en place ». De telles informations « souvent fausses éveillent la méfiance et ne peuvent qu'irriter l'opinion publique ».

Toutefois, le caractère massif du rejet des nouveaux syndicats, que reconnaît implicitement l'éditorialiste de *Zycie Warszawy*, et la combativité même des travailleurs ne suffisent pas à effacer le scepticisme de nombre de ces rédacteurs quant à la capacité du syndicat clandestin de mener à bien dans l'immédiat des actions d'envergure, coordonnées à l'échelle nationale.

LA CONSTITUTION DU MKO

« Une de nos plus grandes faiblesses, c'est le manque de liens non seulement régional, mais local et de l'entreprise elle-même », affirme un militant actif de Solidarité, au lendemain de la délégalisation du syndicat. Cette situation explique notamment que le nombre de militants versant des cotisations régulières au syndicat ait notablement diminué depuis le début de l'année. Si les ouvriers contribuent généreusement aux collectes destinées à des buts spécifiques tels que l'aide aux familles des emprisonnés ou des malades, ou au paiement des amendes résultant des arres-

1. La commission provisoire (TKK) de Solidarité (direction clandestine) a publié le 9 octobre un « Appel à la grève pour le 10 novembre » (cf. *Inprecor* numéro 135 du 25 octobre 1982).

2. Voir l'Appel de la TKK du 9 octobre.

tations après les grèves ou les manifestations, le pourcentage de ceux qui comprennent l'importance de financer régulièrement les activités et l'appareil clandestin ne dépasse guère 10 % des membres de Solidarité dans une région comme Varsovie et 5 % en Silésie.

« Un des gros problèmes auxquels on est confronté, poursuit le même militant, c'est celui de la sécurité. A Varsovie, on vient à nouveau d'arrêter en une semaine une quinzaine de personnes jouant un rôle déterminant pour l'existence quotidienne de la presse clandestine et des liens interentreprises. Chacun se méfie de son voisin, car la SB a prouvé depuis des mois qu'elle faisait un travail systématique d'infiltration et qu'elle était capable de tendre des filets et de procéder à des arrestations collectives, une fois qu'elle pensait tenir un réseau. Beaucoup d'entre nous n'acceptent de travailler qu'avec des gens qu'ils ont connu avant le 13 décembre. Compte tenu des arrestations innombrables qui ont eu lieu ces derniers temps, cela restreint d'autant le champ d'action et complique le travail de coordination. »

Sans tomber dans une vision défaitiste de certains articles de la presse occidentale traçant un tableau plus que sombre de l'état du mouvement de résistance, en raison même de cette « psychose policiè-

re », il faut reconnaître que la méfiance a grandi dans les cercles de militants, ouvriers comme intellectuels. Et ce n'est pas sans implication sur les capacités d'action du mouvement dans son ensemble.

Dès lors, l'initiative d'ouvriers de grandes entreprises qui ont constitué une Commission interrégionale de défense de Solidarité (MKO) voici deux mois, pour mettre en place les structures organisationnelles permettant d'assurer la circulation des informations et l'homogénéisation des conditions de lutte, apparaît comme d'autant plus importante pour tenter de surmonter la coupure existant jusqu'ici entre les différentes régions.

Cette commission, composée de militants mandatés pour diverses instances régionales ou nationales de Solidarité en 1981, précise ne pas vouloir se substituer à la direction élue du syndicat, mais souligne la nécessité de changer de méthodes de travail et d'élaborer collectivement un programme de travail qui permettra d'avancer dans la lutte pour la satisfaction des exigences des travailleurs. Les déclarations de la MKO ont reçu un écho certain dans la presse clandestine, qui les a reproduites assez systématiquement. La mise en place d'un tel organe, à côté de la TKK qui fait l'objet de nombreuses critiques, répond à une attente évidente

de la part des ouvriers aspirant à une meilleure coordination de leurs initiatives, convaincus qu'ils ne pourront vaincre en s'engageant dans des luttes dispersées.

LE COUT DE LA RÉSISTANCE

« Si on entre en grève pour se faire militariser le lendemain sans réaction des autres entreprises, ce n'est vraiment pas la peine », affirme un ouvrier du sud du pays. La plupart des travailleurs qui s'expriment dans ce sens se montrent conscients qu'il est d'autant plus dangereux de poursuivre sur la voie des actions ponctuelles que la répression qui s'ensuit coûte cher. Trop cher. Chaque grève se solde par des dizaines ou des centaines de licenciés, comme ce fut le cas à Gdansk après la grève des 11 et 12 octobre. Chaque manifestation se traduit par des dizaines ou des centaines d'arrestations, comme à Cracovie la semaine du 11 au 17 octobre. Beaucoup sont relâchés après 48 heures, mais avec des amendes allant de 10 000 à 40 000 zlotys. Comment payer une pareille somme lorsque les salaires les plus bas se situent encore en-deçà de 6 000 zlotys ? Il faut avoir recours à la caisse syndicale ou à l'argent envoyé de l'Occident pour aider le mouvement clandestin. Mais c'est d'autant

Le maire travailliste de Londres apporte son soutien à Solidarité

L'activité de soutien aux travailleurs polonais menée en Grande-Bretagne depuis deux ans par la « Campagne de Solidarité avec l'Europe de l'Est » (EESC), affiliée au Labour Party, a porté ses fruits durant la conférence annuelle du Parti travailliste qui s'est tenue fin septembre à Blackpool.

A l'unanimité, les délégués ont adopté une résolution protestant contre la répression sanglante par la junte de Jaruzelski des manifestations de la fin août en Pologne, et contre l'annonce des procès intentés aux membres de l'ex-KOR. Ils ont réclamé la levée de l'état de guerre et le droit à l'activité légale de Solidarité, et affirmé le soutien du mouve-

ment ouvrier britannique aux ouvriers polonais luttant pour leurs droits.

Durant la conférence du Labour Party, l'EESC a tenu un meeting de soutien à Solidarité, avec la participation de deux députés du Labour au Parlement, Eric Heffer et Philip Whitehead.

Pour sa part, le maire de Londres et dirigeant du Labour Party, Ken Livingstone, a adressé un message de soutien à Zbigniew Bujak, président de la Commission exécutive régionale (RKW) de Solidarité de Varsovie, que nous reproduisons ci-dessous.

A Zbigniew Bujak, président de la Commission exécutive régionale (RKW) de Solidarité de Varsovie,

Cher ami,

Je vous envoie à vous, et à travers vous à tous les membres de Solidarité de Varsovie, mes salutations cordiales et mes vœux les plus chaleureux. Je vous souhaite la victoire dans votre lutte pour défaire le régime de loi martiale du général Jaruzelski et pour rétablir vos droits syndicaux et toutes les conquêtes démocratiques de la classe ouvrière polonaise.

En tant que représentant du mouvement travailliste à Londres, je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour développer les liens entre le mouvement ouvrier de cette ville et votre syndicat libre dans la ville historique de Varsovie. Il y va de l'intérêt de notre lutte commune pour

les droits humains, civiques et ouvriers et pour un socialisme démocratique.

La consolidation de la dictature militaire réactionnaire en Pologne constitue aussi une menace pour nous, parce qu'elle consoliderait les forces politiques qui, dans notre propre pays, attaquent aujourd'hui énergiquement les droits de la classe ouvrière, les libertés syndicales et le droit de grève.

Votre lutte contre le régime de loi martiale et pour l'établissement de la paix en Pologne va dans le même sens que la lutte du mouvement travailliste pour la paix, le désarmement nucléaire et contre le danger de guerre en Europe et dans le monde.

Nous approchons de la date du deuxième anniversaire de la victoire historique des travailleurs polonais que fut l'enregistrement légal de votre syndicat libre par la Cour suprême de Pologne, le premier syndi-

cat libre de l'Europe de l'Est. Je suis sûr que, grâce à la lutte des travailleurs polonais, dont vous êtes un des dirigeants éminents, Solidarité pourra revenir à ses activités légales et défendre avec efficacité les droits, la dignité et les intérêts des travailleurs.

Je donne cette lettre à un de vos dirigeants syndicaux, Zbigniew Kowalewski, que j'ai eu le plaisir de rencontrer lors de notre Congrès annuel du Parti travailliste qui s'est tenu à Blackpool, en lui demandant de vous la transmettre. Je serais heureux que vous puissiez publier cette lettre dans la presse clandestine de Solidarité.

Avec mes salutations
les plus amicales,

Ken LIVINGSTONE,
dirigeant du Parti travailliste du
Conseil municipal du Grand-Londres
Blackpool, mardi 28 septembre 1982.

moins d'argent pour le fonctionnement quotidien du syndicat, qui coûte très cher lui aussi, vu la nécessité de s'approvisionner au marché noir pour acquérir l'indispensable (papier, stencils, encre, etc.) En outre, combien ne seront pas relâchés, passeront en procès, écopant de peines de plusieurs années de prison pour venir grossir les rangs de ceux qui ont déjà été condamnés (plus de deux mille à la fin du mois d'août, le double peut-être aujourd'hui). Les conditions de détention sont déplorables. Un nombre incroyable d'internés relâchés cet été sont malades, souvent gravement, après neuf mois « seulement » de détention et de sous-alimentation. Les récits de sévices et même de tortures sont de plus en plus nombreux dans les colonnes de la presse clandestine.

On ne saurait donc traiter à la légère les conséquences d'actions spontanées qui témoignent certes du courage de la classe ouvrière polonaise et de son opposition absolue au régime en place, mais qui ne débouchent pas pour autant sur une victoire, même partielle.

Pourtant, les voix ouvrières ne manquent pas dans la presse clandestine pour affirmer qu'il faut passer à un stade supérieur de la lutte. « *La patience des gens est à bout, les pressions dues à la pauvreté augmentent et engendrent l'espoir qu'on en finisse avec le pouvoir. Les événements de ces derniers mois montrent que la résistance passive tend à se transformer en résistance active* », dit l'un (3). « *L'objectif du syndicat Solidarité est inscrit dans le programme adopté à Gdansk : une République autogérée. Seule l'autogestion permettra à ceux qui n'ont pas le droit à la parole aujourd'hui et qui ne sont pas chez eux, de se sentir les maîtres dans leur pays et de commencer à vivre dignement* », dit un autre (4). « *Ce n'est pas un hasard si la République autogérée a fait l'objet des attaques communistes. C'est bien d'une lutte pour le pouvoir dans ce pays qu'il s'agit, pour le pouvoir exercé par la société et non par un petit groupe d'idéologues. Un tel objectif pose immédiatement la question de l'affrontement. Quand la société parviendra-t-elle à un degré de maturité suffisant ? Quand l'ennemi sera-t-il suffisamment faible ? C'est difficile à dire aujourd'hui. Pour juger de la maturité de notre peuple, il faut se poser la question suivante : quel est le maillon faible de ce système, le point auquel il faut s'attaquer pour qu'il s'écroule enfin ? Sans aucun doute, ce point-là, c'est le pouvoir lui-même. Ce qui a représenté la menace principale pour les communistes durant toute la période depuis août, ce fut la menace de voir le pouvoir leur échapper des mains, et la grève active représentait pour eux un défi ouvert. C'est pour défendre leur pouvoir qu'ils ont eu recours à la force. Et le deuxième point important pour l'ennemi, c'est justement qu'il détient la force, tant sur le plan économique que militaire.* (5) »

Ces militants-là sont donc conscients qu'il faut préparer une telle épreuve de force, tout comme l'ouvrier affirmant, plus haut, son scepticisme sur l'efficacité de grèves ou de manifestations dispersées,

et qui ajoutait pourtant : « *Mais si on arrive à coordonner notre action, si la grève du 10 novembre ne se limite pas à quelques boîtes ici et là, si on est capable de montrer qu'on peut paralyser ce pays pour quelques heures, alors il faut y aller sans hésiter, car ce sera un premier pas pour créer un rapport de forces obligeant le pouvoir à concéder ce qu'il refuse aujourd'hui.* »

PRÉPARER L'AFFRONTEMENT

Le récent appel de la direction clandestine proposant un calendrier des initiatives en vue de la préparation d'une grève générale au printemps prochain répondra à leur attente, pour autant qu'il se double rapidement de directives et d'initiatives concrètes permettant une réelle coordination de la lutte. Car beaucoup d'ouvriers ne se satisfont plus des déclarations écrites, et les plus radicaux ont même souvent une appréciation des rythmes beaucoup plus prudente que celle de la TKK prévoyant la grève générale pour le printemps. Ils mesurent tout le chemin qui reste à parcourir pour mettre en place, dans le contexte de la clandestinité et avec tous les obstacles que cela suppose, les structures régulières du syndicat au niveau de l'entreprise, les moyens de liaison entre les entreprises, les villes et les régions, toutes choses indispensables pour faire face aux tâches les plus urgentes de l'heure : la circulation de l'information, l'organisation d'actions réussies donnant un minimum de prise aux militaires pour réprimer les « meneurs », la préparation de l'autodéfense des usines, le travail en direction de l'armée pour gagner les soldats à la cause des ouvriers, etc.

Autant d'objectifs dont il a beaucoup été question dans la presse clandestine depuis dix mois, mais qui n'ont encore trouvé que très peu de concrétisation. Ces ouvriers se disent d'autre part conscients que les conditions économiques déjà si difficiles pour la classe ouvrière ne pourront qu'empirer avec les mois d'hiver. Cela pourra susciter des explosions de colère.

Mais pour le gros de la population laborieuse, la détérioration des conditions de vie risque plutôt d'avoir un effet contraire. Car la prise de conscience que c'est bien la question du pouvoir qui est en jeu incite d'autant plus à la prudence. Savoir qu'une grève « vaut » un licenciement ou des années de prison ne peut rester sans conséquences à terme, sur un père ou sur une mère de famille qui gagne de 6 000 à 8 000 zlotys par mois et paie un œuf 25 zlotys, un kilo de viande 300 à 400 zlotys, et une paire de chaussures 3 000 zlotys sur le marché officiel (à condition d'avoir les tickets nécessaires, ce qui n'est pas le cas la plupart du temps), et 6 000 à 7 000 zlotys au marché noir.

La nécessité de se préparer à un affrontement, de savoir où l'on va, comment on y va et avec quoi en mains, est donc une question de plus en plus fréquemment soulevée par les travailleurs combattifs.

Un des autres problèmes qui revient sans cesse dans les discussions a trait au

contexte international dans lequel se déroule la lutte. La menace de l'intervention soviétique, si elle est présente dans tous les esprits, agit beaucoup moins que par le passé comme un obstacle à la discussion sur la question du pouvoir et sur la perspective d'un affrontement avec la Junte militaire. En revanche, les interrogations sur l'attitude qu'adopteront les travailleurs des autres pays de l'Est sont très présentes. Le sentiment que le destin de leur révolution tient en grande partie à l'extension de leur lutte et au soutien qu'ils recevront à l'échelle internationale est, chez les travailleurs polonais, beaucoup plus important que par le passé.

S'il est impossible de prédire aujourd'hui ce qui se passera dans les pays de l'Est, nous savons néanmoins ce que nous pouvons et devons faire au sein du mouvement ouvrier occidental. L'écho de la manifestation de 20 000 personnes à Paris et celle de 40 000 à Rome après la délégalisation de Solidarité a été immense en Pologne. L'appel des syndicats italiens aux organisations ouvrières européennes à s'engager dans une action unitaire de soutien aux ouvriers polonais — appel largement retransmis par les radios occidentales en Pologne — a, lui aussi, suscité beaucoup d'espoir chez ceux qui en ont eu connaissance.

L'appel de la Coordination des grandes entreprises de Varsovie, que nous publions ci-après, est adressé pour la première fois non seulement aux syndicats, mais aux partis ouvriers occidentaux. Nous devons tout faire pour le propager et répondre à l'attente de ceux qui nous l'ont adressé.

Les dates fixées par la direction de Solidarité pour la mobilisation en Pologne dans les semaines à venir doivent rythmer nos initiatives et représentent un levier pour impulser la solidarité la plus large. Les actions peuvent aller depuis des manifestations jusqu'à des grèves de solidarité d'une heure, en passant par la proposition de verser une heure de salaire pour soutenir Solidarité hors-la-loi, ou par l'organisation de meetings et de réunions permettant d'informer les travailleurs occidentaux des véritables buts de la lutte des ouvriers polonais, des difficultés et des progrès du mouvement clandestin dans sa bataille contre la minorité au pouvoir.

A l'occasion des 10 et 11 novembre, à l'occasion du 13 décembre, « anniversaire » du coup de force de Jaruzelski, le mouvement ouvrier occidental, et les marxistes révolutionnaires en particulier, doivent faire savoir aux travailleurs polonais qu'ils sont à leurs côtés et qu'ils les soutiendront à chaque pas du combat sans merci qu'ils ont engagé.

Claude SEVRAC
Jacqueline ALLIO
29 octobre 1982.

3. DRUK, bulletin clandestin de Varsovie, 6 octobre 1982.

4. Kierunki numéro 21, 22 septembre 1982.

5. Ibid.

"Le soutien et la solidarité, voilà ce que nous attendons de vous"

Lettre ouverte des ouvriers polonais aux organisations syndicales et aux partis ouvriers de l'Ouest

Amis,

La Junte militaire de salut national (WRON) du général Jaruzelski tente de manière systématique de détruire toute trace de la victoire ouvrière d'août 1980. Le vendredi 8 octobre 1982, les députés aux ordres des apparatchiks du département d'organisation du Comité central (CC) du Parti ouvrier unifié polonais (POUP) ont voté la « dissolution » du Syndicat indépendant autogéré Solidarité. Par là-même, la Junte a foulé aux pieds les accords d'août 1980 et toutes les conventions signées avec les organisations ouvrières et paysannes indépendantes, d'août 1980 à décembre 1981. En outre, elle a désavoué sa propre déclaration du mercredi 16 décembre 1981, selon laquelle Solidarité et les autres syndicats pourraient reprendre leur activité légale. Aujourd'hui, par la bouche du vice-Premier ministre Mieczyslaw Rakowski et de ses autres porte-parole civils, la Junte tente de faire croire à la société terrorisée et à l'opinion publique à l'étranger que Solidarité refusait tout dialogue et tout accord après le dimanche 13 décembre. C'est pour cette raison qu'il lui fallait liquider notre syndicat, au nom du « socialisme » et de la « paix dans le monde ».

Sachez qu'il s'agit là d'un mensonge éhonté. A de nombreuses reprises, les membres de Solidarité et sa direction clandestine — dont notre Comité ouvrier interentreprises Solidarité (MRKS) de Varsovie — ont fait savoir à la Junte qu'ils étaient prêts à entamer des discussions en

vue d'un accord. Notre seule exigence consistait en une condition politique et humanitaire élémentaire : la libération de Lech Walesa et des autres membres de Solidarité emprisonnés et internés. Nous étions prêts à entreprendre ce dialogue dans les conditions de l'état de guerre, sous la menace des tanks et des baïonnettes.

De la fin du mois de juin à fin août, nous avons suspendu les grèves et manifestations dans l'ensemble du pays. Au début de juillet, la direction clandestine de Solidarité avait annoncé officiellement, dans la déclaration intitulée « Cinq fois oui » — diffusée à des centaines de milliers d'exemplaires —, qu'elle était prête à la négociation et au dialogue. Durant la préparation des manifestations pacifiques du mardi 31 août encore, manifestations transformées par la police en une « corrida » sanglante, la direction de Solidarité a appelé la Junte à l'entente et à la recherche d'un accord. Quatre jours avant les manifestations pacifiques du 31 août, cinq militants de Solidarité, avec l'accord de la direction et en commun avec les représentants de la Confédération des syndicats autonomes (1), envoyaient une lettre au général Jaruzelski contenant un appel dramatique au dialogue.

La Junte a rejeté les appels de Solidarité dans la clandestinité. Elle a également ignoré les prises de position conciliatrices de l'Eglise. Les propositions des experts et de divers militants du syndicat appelant au dialogue et à l'entente se sont heurtées, elles aussi, à un mur de silence. Le mémoire du groupe d'intellec-

tuels polonais bien connus du club « Expérience et Avenir » (DIP), les thèses des membres de Solidarité sur l'entente incluses dans la brochure « Août après Décembre », tous ces écrits ont fini dans les poubelles du général.

Tous les faits mentionnés ici démontrent qu'en ce moment dramatique de notre histoire nationale, c'est le mouvement ouvrier organisé dans Solidarité qui a fait preuve de maturité politique et de patience. La Junte, au contraire, a montré qu'elle était prête à tout sacrifier — le sang des ouvriers, l'économie, la souveraineté nationale — pour se maintenir au pouvoir. Comme l'a déclaré avec cynisme le porte-parole de la Junte, Jerzy Urban : « Le gouvernement arrivera toujours à se nourrir. » Il ne faut pas non plus oublier que, durant les seize mois d'activité légale de Solidarité, l'acte de violence le plus spectaculaire de la part de ce syndicat de 10 millions de membres a été l'expulsion de deux (!) chefs des anciens syndicats corrompus, évacués de leur entreprise sur une brouette.

Le « palmarès » de la Junte, quant à lui, au cours des dix mois qui ont suivi,

1. Les syndicats autonomes ont été créés à partir de septembre 1980 par une fraction de la bureaucratie des anciens syndicats, pour faire pièce à Solidarité. Revendiquant 800 000 membres — sans doute moins de 200 000 en réalité —, ils sont surtout implantés dans les ministères et dans l'appareil d'Etat, et ont coopéré ponctuellement avec Solidarité avant le coup de force du 13 décembre 1981. Certains de leurs dirigeants et militants, en particulier parmi les magistrats, ont été ensuite réprimés.

L'une des récentes manifestations populaires en Pologne. (DR)

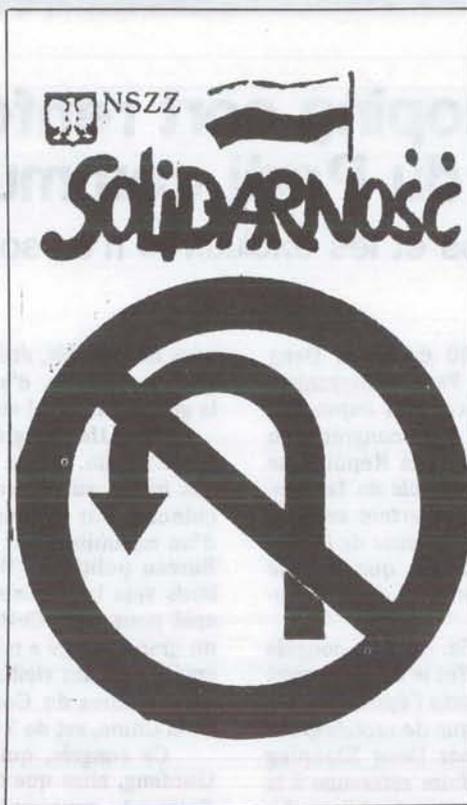


s'établit ainsi : des dizaines d'ouvriers assassinés, des centaines de personnes torturées par la police et dans les prisons, des milliers d'autres battues et licenciées, des milliers d'emprisonnés et de condamnés à de longues années de prison pour cause d'activité syndicale, des centaines de milliers de travailleurs maintenus dans la terreur quotidienne dans les entreprises militarisées. Aussi, lorsque vous entendrez les porte-parole de la Junte vous parler des « plans sanglants » de notre syndicat, souvenez-vous que ce sont les porte-parole d'assassins qui vous parlent, ceux qui peuvent se prévaloir de ce « palmarès »-là.

Aujourd'hui, la Pologne est un pays où le problème des syndicats est plus marqué par l'intérêt que leur porte la police que par le débat sur les voies de l'émancipation politique et économique de la classe ouvrière. Il faut qu'il n'y ait aucun malentendu : la Junte militaire ne lutte pas en défense du socialisme, elle lutte pour son pouvoir et ses privilèges.

C'est pour cette raison que le dialogue avec Solidarité lui est inutile, aujourd'hui comme hier. Ceux qui croient encore que ce qui est en jeu en Pologne, c'est la défense du « pouvoir populaire » ou de la « propriété sociale des moyens de production » — passez-nous l'expression — des imbéciles finis. En Pologne, la Junte essaie par tous les moyens de préserver le « socialisme pour demeurés », « socialisme » fondé sur la trique, la peur et la corruption, sur les prisons et le des-

potisme des directeurs d'usine, des commissaires politiques, des commissaires militaires, des agents de la police et des apparatchiks. Les ouvriers polonais en ont assez d'un tel « socialisme » et d'un « pouvoir populaire » de ce type-là.



La Junte croit qu'elle a « dissout » le Syndicat indépendant autogéré Solidarité. Plus d'un parmi vous se pose aujourd'hui la question : faut-il encore parler de Solidarité, cela a-t-il encore un sens de le soutenir ? Sachez qu'on ne peut dissoudre Solidarité, pas plus qu'on ne peut « dissoudre » la classe ouvrière polonaise. On peut l'écraser, mais cela impliquerait la destruction physique du monde du travail en Pologne. Il ne s'agit pas là d'exagérations de notre part. Vous dites « solidarité », nous disons « liberté ». Vous dites « socialisme », nous disons « justice et autogestion ». Posez-vous la question : peut-on maintenir longtemps en prison les aspirations à la liberté, à la justice, à une vie décente et au contrôle de l'outil de travail ? Bien évidemment non, et c'est pour cela que Solidarité n'a pas été dissout et ne peut l'être. Aujourd'hui réduit à la clandestinité, emprisonné, « dissout » sur le papier, notre syndicat se reflète dans les yeux remplis de peur des généraux et des apparatchiks.



Amis,

Nous attendons des organisations syndicales et des partis ouvriers occidentaux qu'ils entreprennent des actions unitaires et massives en défense des militants de Solidarité persécutés par la Junte. Nous attendons de vous que vous saisissez toute occasion au niveau international de faire payer la note aux gorilles militaires. Nous attirons votre attention sur le fait que la Loi syndicale votée le vendredi 8 octobre est une farce au regard de la convention de l'Organisation internationale du travail (OIT). Ses décrets d'application remettent en fait la décision de la reconnaissance des syndicats nouvellement créés entre les mains de la police secrète. Le « modèle » syndical qui nous a été imposé par la Junte pour les années à venir, n'est rien d'autre que la copie du « modèle » chilien du général Pinochet. Le complément de ce modèle, c'est la transformation — par le biais de la loi — de toute administration étatique en une « armée de surveillants » disposant de droits et de privilèges spéciaux, à l'image du système hiérarchique de l'administration tsariste.

Nous sommes convaincus que les organisations et les partis ouvriers occidentaux sont prêts à mener une lutte déterminée de solidarité en défense des droits des travailleurs polonais. Nous sommes convaincus que vous voyez dans le soutien à Solidarité une forme de défense des intérêts vitaux et des droits des travailleurs occidentaux. Le soutien et la solidarité, aujourd'hui et demain, voilà ce que nous attendons de vous. De vous avant tout. De nous, vous pouvez attendre une chose : la poursuite de la lutte contre la Junte.

Solidarité n'est pas mort !

Comité ouvrier
interentreprises Solidarité (MRKS)
Varsovie, le dimanche 17 octobre 1982.

INPREKOR EN POLONAIS

Le numéro 6 est paru!

Au sommaire : Les manifestations de rue dans la stratégie de la grève générale ; Le mouvement antiguerre en Occident ; Le mouvement ouvrier britannique face à « Solidarosc » ; Les socialistes en URSS ; Les pacifistes en RDA ; Le massacre des Palestiniens. Archives du mouvement ouvrier : Felix Morrow, l'Insurrection ouvrière en Espagne, 1936.



INPREKOR EN POLONAIS A BESOIN DE VOTRE SOUTIEN

Chèques bancaires et postaux à l'ordre de PEC (mention « Pour Inprekor en polonais »), a adresser à : Inprekor, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Mandats bancaires a adresser à : PEC, BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.

Mandats postaux a adresser à : PEC, CCP 2 322 42 T Paris.

Prix du numéro : 15 FF ; 2,5 dollars US ; 100 FB ; 7 FS ; 7 DM ; 15 SKr ; 1,5 livre sterling. Abonnement un an, six numéros : 75 FF ; 12 dollars US ; 500 FB ; 37 FS ; 37 DM ; 75 SKr ; 8 livres sterling.

Deng Xiaoping sort renforcé du XIIe congrès du Parti communiste chinois

Mais les luttes internes et les exclusives n'en sont pas à leur terme

LE 1er septembre 1982, devant 1 600 délégués, Deng Xiaoping ouvrait le XIIe congrès du Parti communiste chinois (PCC), en affirmant qu'il était « le plus important de tous ceux qui s'étaient tenus depuis le VIIe congrès » en 1945, soit quatre années avant la fondation de la République populaire de Chine (1). Et le *Quotidien du Peuple* du 1er septembre renchérisait en écrivant : « Dans un certain sens, le XIIe congrès revêt pour le développement de la cause de la modernisation socialiste la même portée historique que le VIIe congrès pour la victoire de la cause révolutionnaire de la démocratie nouvelle. (2) »

Ces proclamations ont valeur de symbole. Le VIIe congrès du PCC de Yunan (avril-juin 1945) fut en effet le dernier avant la libération de janvier 1949 et le premier après l'épuration des opposants connue sous le nom de « campagne de rectification du style de travail ». L'analogie avancée par Deng Xiaoping est donc une manière assez particulière de faire référence à la situation présente, tout en se dispensant de tirer les bilans des affrontements de cliques bureaucratiques qui l'ont précédée.

Toutefois, le rapprochement historique est douteux. Deng Xiaoping, qui a été le terrible secrétaire général du PCC de 1956 à 1966, a définitivement perdu aujourd'hui l'aureole de popularité que lui avait valu son élimination au cours de la Révolution culturelle (GRPC), et son opposition à Hua Guofeng et aux tenants du maoïsme. Il est maintenant surtout perçu comme celui qui s'est illustré dans la répression contre le Mouvement démocratique et qui n'a pas, après quatre an-

nées de pouvoir, été capable de sortir la Chine de la crise. Il ne faut pas oublier, d'autre part, qu'il a aussi été celui qui a porté la guerre sur le sol vietnamien.

Ce XIIe congrès du PCC, souvent reporté, préparé de longue main, n'aura donc pas apporté de changement notable, pas même au niveau de la composition de la haute direction chinoise. Sur ce point pourtant, la promesse faite maintes fois d'un rajeunissement des cadres laissait escompter le départ du Bureau politique (BP) du PCC d'un certain nombre de vieillards vers le « Conseil des Sages », un organisme spécialement créé pour eux. Cette pâle opération politique annoncée avec un grand tapage a néanmoins fait long feu. Le « Conseil » a été créé, mais les vieillards sont encore là, la moyenne d'âge des six membres du Comité permanent qui préside aux destinées de la Chine, est de 75 ans...

Ce congrès, qui a permis la mise à l'écart du BP de Hua Guofeng, ainsi que de certains de ses partisans d'autres organes dirigeants, représente donc avant tout l'intronisation dans les organes dirigeants du PCC de la fraction de Deng Xiaoping après plusieurs années d'affrontements au sommet. Mais cela ne met toutefois nullement fin aux luttes entre les différentes fractions au sein des instances du PCC.

L'article que nous publions ci-après et qui tire un bilan du XIIe congrès du PC chinois, a été rédigé le 15 septembre et publié dans le numéro d'octobre 1982 d'*October Review*, revue marxiste révolutionnaire de Hong Kong.

« OCTOBER REVIEW »

Le XIIe congrès du Parti communiste chinois (PCC) a confirmé la prédominance de la fraction de Deng Xiaoping, après plusieurs années de luttes fractionnelles au sommet. Hua Guofeng, qui avait accédé, il y a six ans, à la position la plus élevée dans l'appareil en tant que successeur désigné par Mao, a finalement été exclu du Bureau politique et ne reste qu'au Comité central. Ses partisans, qui occupaient des postes dirigeants dans le parti, l'Etat et l'armée, ont également été remplacés par les protégés de Deng.

Le rapport politique présenté par Hu Yaobang au congrès a offert une explication d'ensemble de la politique de la fraction de Deng. Son titre, « Créer une situation nouvelle dans tous les domaines de la modernisation socialiste », en indique l'axe fondamental. L'évolution souhaitée par ce rapport peut-elle se produire sous la direction actuelle ? Afin de répondre à cette question, il faut tout d'abord tenter de comprendre la situation présente et d'apprécier les méthodes proposées. A ce propos, le rapport de Hu a fourni une information très concrète.

DES OMBRES DANS LE TABLEAU

Le rapport estime, sans justification aucune, qu'« un grand changement historique a été réalisé ». D'un autre côté, il

admet l'existence de problèmes sérieux dans la situation économique et financière du pays, dans le comportement social et dans le style de travail du parti. Selon le rapport, cinq années seront nécessaires pour améliorer la situation.

Voyons quelques-unes des descriptions concrètes qu'il nous présente. On lit, à propos de la situation économique : « La chose la plus importante est de résoudre correctement les problèmes de l'agriculture, de l'énergie et des transports, de l'éducation et des sciences.

« Pour le moment, la productivité du travail et la quantité de produits disponibles pour le marché sont assez bas dans notre agriculture ; notre capacité de résister aux calamités naturelles est plutôt limitée ; et, plus particulièrement, la contradiction entre la population énorme et le manque de terres arables devient de plus en plus aigu. » (Le rapport ne mentionne pas le fait que la polarisation des forces à la campagne est encore plus aiguë.)

« La croissance de la production d'énergie a diminué au cours des dernières années tandis que le gaspillage reste encore très élevé. D'autre part, nos capacités de transport restent très en deçà du volume croissant du fret, et le système de postes et de télécommunications est désuet.

« Aujourd'hui, beaucoup de nos entreprises utilisent des techniques dépassées, aussi bien dans la production que

dans le fonctionnement et les méthodes de direction ; un grand nombre d'ouvriers et de membres du personnel d'encadrement n'ont pas les connaissances scientifiques, l'éducation générale et les qualifications nécessaires ; il y a une grande pénurie d'ouvriers qualifiés, de scientifiques et de techniciens.

« Dans de nombreux domaines, les résultats économiques sont loin d'être satisfaisants, et on enregistre un effroyable gaspillage dans la production, la construction et la circulation des fonds. Nous n'avons pas encore égalé nos meilleurs résultats passés pour le taux de profit des entreprises industrielles, pour le temps de construction requis pour les chantiers moyens et grands, et pour le taux de rendement des fonds circulant dans les entreprises commerciales et industrielles.

« Dans certaines zones rurales, on a constaté des dommages importants aux travaux d'irrigation des fermes, une tendance au stockage ainsi qu'à l'accumulation et à la rétention de fonds communs par les collectivités, tandis que, dans certaines entreprises industrielles et commerciales d'Etat, on a assisté à des actes de violation du Plan central, de rétention arbitraire de matériel qui aurait dû être distribué, de rétention de profits qui auraient dû être remis à l'Etat, d'évasion

1. *Le Monde*, 2 septembre 1982.

2. Cité par *le Monde* du 3 septembre 1982.

fiscale, d'inflation volontaire des prix et de blocage de la distribution des marchandises, ... ce qui endommage sérieusement l'économie publique. »

En ce qui concerne la situation financière, il faut noter que les revenus de l'Etat ont diminué au cours des dernières années, de telle sorte que des projets nationaux très urgents ne trouvent pas les fonds nécessaires et que des secteurs de l'infrastructure, comme l'énergie et les transports, ne sont pas développés.

A propos du comportement social, le rapport note que les délits criminels n'ont pas diminué et que des pratiques telles que la poursuite d'intérêts privés aux dépens de l'intérêt public, le mépris pour le travail et l'amour de l'oisiveté, la cupidité, la recherche sans scrupule du plaisir personnel et les attaques contre les éléments les plus avancés sont encore monnaie courante. Des maux sociaux qui avaient été balayés il y a longtemps réapparaissent. Les lois adoptées ne sont pas totalement respectées ni appliquées. Des éléments hostiles cherchent encore à miner ou à renverser le « système socialiste » dans les sphères économique, politique, idéologique, culturelle, etc.

Au sein du PCC, « les pratiques anti-démocratiques et les méthodes paternalistes n'ont pas encore été balayées dans de nombreuses structures, et les cas de décentralisation et de libéralisme sont encore nombreux ... Un des problèmes importants actuellement est que, dans un certain nombre d'organisations, la discipline du parti s'est relâchée, le bien et le mal se confondent, on utilise à mauvais escient les récompenses et les punitions, et on se refuse à critiquer ou à punir quand cela s'avère nécessaire.

« Il y a moins de membres du parti au niveau de la production et plus le travail est dur, plus le nombre de membres du parti est petit. (...) Dans un certain nombre de zones rurales, certains membres du parti ne s'intéressent qu'à la production pour leur consommation personnelle et négligent les intérêts du parti et des masses. Certaines sections du parti renoncent à leurs tâches de direction parmi les masses. »

Tout en soulignant que le « parti s'est nettement amélioré et que son prestige est en train de se restaurer et de s'élever », le rapport est obligé d'admettre que « des impuretés existent encore dans le domaine de l'idéologie, du style de travail et de l'organisation. (...) Dans le travail de direction, les exemples de mollesse et de manque d'unité abondent. Certaines organisations de base du parti n'ont pas la capacité militante nécessaire, et certaines sont même totalement paralysées. Un petit nombre de membres et de cadres du parti (3) sont devenus totalement irresponsables et ont adopté de graves pratiques bureaucratiques ; certains vivent une vie de privilégiés et utilisent à leurs fins personnelles les pouvoirs qui leur ont été confiés ; ou bien encore, d'autres commettent des actes anarchistes et ultra-individualistes en violant la discipline du parti ; certains persistent à se livrer à des activités fractionnelles au détriment des



Au centre, le rapporteur du XII^e congrès du Parti communiste chinois, Hu Yaobang. (DR)

intérêts du parti, et des membres ou cadres du parti ont sombré dans la corruption, les détournements et autres méfaits, commettant de graves crimes économiques. »

Le rapport reste plutôt modéré dans sa description des problèmes, et il tente de minimiser leur signification en les présentant comme des cas isolés et non représentatifs, au lieu de souligner qu'ils découlent tous du système bureaucratique.

LES REMEDES PROPOSES PAR LE RAPPORT

Face à cette situation, le rapport propose quatre tâches fondamentales dans la période à venir : « Réaliser systématiquement la réforme organisationnelle et les réformes du système économique ; aller de l'avant dans la construction d'une civilisation spirituelle socialiste ; frapper durement les activités criminelles graves qui minent notre économie et notre système socialiste ; corriger le style de travail et l'organisation du parti. »

Ces propositions sont dans la ligne de la politique suivie après la 3^e session plénière du 11^e Comité central. Elles ne s'attaquent en aucune mesure aux racines des maux constatés : la dictature bureaucratique et l'absence totale de pouvoir du peuple.

Quand la fraction de Deng a repris le pouvoir au sein de la direction centrale avec l'image d'une « fraction réformatrice », elle n'a pas offert plus de démocratie et de liberté. Bien au contraire, les éléments d'avant-garde au sein du peuple, qui demandent plus de démocratie, sont impitoyablement réprimés. La fraction de Deng a proposé de rationaliser l'appareil d'Etat, mais sa cible principale a été les dissidents ou les cadres qui ne l'acceptaient pas. Elle a délégué plus de pouvoir aux entreprises locales, mais seulement au niveau des cadres et non de la classe ouvrière.

C'est la raison principale pour laquelle la fraction de Deng a été incapable de

modifier sérieusement la situation, bien que sa politique soit suivie depuis un certain temps déjà.

Le rapport présenté au congrès garantit-il des changements sérieux ? Alors qu'il appelle à « réaliser une poussée générale de l'économie socialiste », il refuse de garantir une amélioration significative du niveau de vie des gens ; il insiste sur le fait qu'« à la ville comme à la campagne, le niveau de vie ne peut s'élever que par un accroissement de la production et non en utilisant les fonds indispensables pour la construction nationale ». C'est la poursuite d'une politique de haut niveau d'accumulation et de bas niveau de consommation.

Le rapport parle de « s'efforcer de construire une civilisation spirituelle socialiste de haut niveau », mais il n'insiste que sur l'éducation, comme si la détérioration du comportement social était le fait du bas niveau d'éducation du peuple et non du mécontentement populaire face aux inégalités sociales et aux privilèges croissants.

Tout en parlant généreusement de « lutter pour atteindre un haut niveau de démocratie socialiste », le rapport souligne que les « citoyens ne doivent pas faire de tort aux intérêts de l'Etat, de la société et de la collectivité », que « toutes les mesures prises doivent aider à consolider le système socialiste », et qu'« en aucune mesure les éléments antisocialistes hostiles ne seront autorisés à perpétrer leur sabotage ». Les citoyens qui luttent pour la démocratie socialiste sont dorénavant qualifiés « d'éléments antisocialistes hostiles », alors que sous la précédente fraction au pouvoir on les qualifiait de « contre-révolutionnaires ».

Les réformes du système de direction, de l'appareil de cadres et la décentralisation demeurent au niveau des dis-

3. Ces « cinq catégories » de méfaits sont destinées à désigner les membres du parti qui ne doivent pas recevoir de promotion. Des précisions sont données plus loin dans cet article.

cours. La fraction de Deng entend maintenir son système de *nomenklatura* en sélectionnant les cadres qui soutiennent sa politique. Le rapport au congrès affirme d'ailleurs qu'il faut retirer de tout poste dirigeant les personnes qui « se sont fait connaître pour leur rébellion, qui ont des idées fractionnelles, qui sont coupables de violences physiques, de pillage et de mise à sac, qui s'opposent à la ligne suivie par le Comité central du parti depuis sa 3e session plénière, ou qui ont gravement violé la loi ou la discipline... Ces personnes ne doivent, bien sûr, jamais plus être présentées à la candidature pour des postes de direction ». De cette façon, on maintient non seulement la dictature d'un seul parti, mais aussi la dictature d'une seule fraction.

La politique étrangère présentée par le rapport est fondamentalement identique à celle suivie jusqu'alors ; on note cependant une légère modération dans l'attitude prônée à l'égard de l'URSS. Le rapport affirme que le PCC est « internationaliste » et « profondément conscient du fait que les intérêts nationaux de la Chine ne peuvent pas être défendus sérieusement indépendamment des intérêts généraux de l'humanité ». Cependant, ses tâches internationales sont limitées à la « défense de la paix mondiale et du progrès humain ». Il déclare en même temps que la « révolution ne doit pas être exportée », pour justifier son refus d'aider les révolutions en cours dans d'autres pays. Le rapport ne se donne même pas la peine de proclamer en paroles les tâches internationalistes de défense des intérêts du prolétariat mondial et de lutte pour la révolution socialiste dans le monde. Ce tournant droitier vise essentiellement à satisfaire la bourgeoisie internationale en échange de son aide économique.

LES LUTTES DE FRACTION SE POURSUIVENT

Le rapport annonce que durant une période de trois ans à partir de la seconde moitié de 1983, un processus général de rectification du style de travail du parti, de renforcement de ses organisations, va être engagé. Les militants jugés incompétents seront expulsés ou contraints de démissionner. Il donne ainsi le signal d'une large purge des rangs du parti.

Le PC est fermement opposé à l'existence de fractions en son sein. Selon les termes des nouveaux statuts, les membres du parti doivent remplir huit tâches essentielles, dont la quatrième est de « s'opposer à toute organisation fractionnelle et à toute activité de clique », et la cinquième d'être « sincère et franc avec le parti et de ne pas cacher ses opinions politiques ». Elles visent à faciliter l'exclusion des militants qui ont des positions différentes de celles de la direction. Les manœuvres visant à écarter les militants d'opposition ont été évidentes dans la sélection des délégués du congrès et dans l'« élection » des membres du Comité central. Le présidium du congrès proposa une liste préliminaire, et après un premier vote, une lis-

te de 210 candidats fut présentée pour remplir les 210 places du Comité central. Les délégués n'eurent donc qu'à mettre la liste telle quelle dans l'urne et il est douteux que quiconque ait rayé un nom pour le remplacer par un autre.

Dans son discours au congrès, Chen Yun souligna « que l'on devait s'accrocher fermement aux critères politiques » et que les militants appartenant aux « cinq catégories » ne devaient pas être promus.

Environ 47 % des membres du Comité central sortant ont été réélus. Certains ont été transférés au « Conseil des sages » à cause de leur âge, mais ils conservent tous leurs privilèges matériels. De nombreux cadres régionaux sont entrés dans le nouveau Comité central, ce qui témoigne d'une tentative de renforcer les liens entre le centre et les provinces. Il n'y a que quatorze membres du CC qui appartiennent aux minorités nationales, et seulement 11 femmes (respectivement 6,6 et 5,2 % du total des membres). C'est une illustration ironique du rapport politique qui parlait de développer les liens avec les minorités nationales et d'insister sur le rôle essentiel des femmes.

Au sein de l'organe suprême du parti, le Secrétariat du Bureau politique, composé de 5 membres, les changements de personnes indiquent souvent l'évolution des rapports de forces entre les fractions. Au sein du Secrétariat formé lors de la 1re session plénière du 11e Comité central, Deng était minoritaire. Lors de la 3e session plénière, Chen Yun fut ajouté. Lors de la 5e session, Wang Dongxing fut exclu et Hu Yaobang et Zhao Ziyang furent nommés, ce qui renversa les rapports de forces en faveur de la fraction de Deng. A ce congrès, Hua Guofeng a été exclu, mais il n'a pas été remplacé. Cela peut indiquer l'impossibilité d'arriver à un accord entre les fractions sur un candidat. La lutte pour le pouvoir est encore intense au sein de la direction, aussi bien au sommet que dans les niveaux inférieurs de la hiérarchie.

La propagande du PCC explique que la suppression du poste de président du parti et l'instauration d'un secrétaire général vise à empêcher la dictature d'un individu. Les nouveaux statuts stipulent que le secrétaire général doit convoquer les réunions du Bureau politique et du Secrétariat et diriger le travail de cette instance. Mais cela ne représente pas un moyen efficace d'empêcher la concentration du pouvoir entre les mains d'une seule personne. Le cas de Staline est assez éloquent à ce sujet. Dans les pays burocratisés sous la dictature du parti communiste, la « direction collective », même si elle existe temporairement, n'est qu'une transition vers la dictature d'un seul individu.

L'ÉPREUVE DES FAITS

La Constitution du PCC, rédigée il y a 5 ans, annonçait que les « quatre modernisations » seraient achevées en 22 ans. Le rapport politique adopté ensuite à l'unanimité par le XIe congrès du parti

promettait de construire un tiers des entreprises du pays sur le modèle des entreprises Da qin, de construire un tiers des provinces sur le modèle de la province Da zhai, et d'achever la mécanisation complète de l'agriculture d'ici 1980 (4).

Il n'a pas fallu longtemps pour que ce « nouveau bond en avant », sur le papier, ne se brise au contact de la réalité. Le développement économique des trois années qui ont suivi le XIe congrès du parti a causé de graves dommages au pays, provoquant de sérieux déficits au cours des années suivantes, l'inflation des prix, et de plus grandes difficultés pour les masses populaires. La période de réajustement économique qui devait durer trois ans (à partir de 1979) fut donc prolongée.

Le rapport du XIIe congrès a admis que l'on ne pourrait atteindre un développement rapide de l'économie nationale avant 1990. Il a annoncé que d'ici la fin du siècle, tous les efforts devaient viser à multiplier par quatre la valeur de la production agricole et industrielle, c'est-à-dire passer de 710 milliards de yuan en 1980 à environ 2 800 milliards de yuan en l'an 2000, avec un taux de croissance annuel de 7,1 %.

Cet objectif, plus réaliste que les précédents, reflète aussi le fait que, face aux difficultés et aux crises répétées, la confiance de la fraction dirigeante est moins solide.

Cependant, avec la perspective d'une répression accrue des oppositions et d'un renforcement de la dictature, et sans amélioration significative du niveau de vie de la population, on ne peut s'attendre à une amélioration rapide de la situation. On risque au contraire de voir la déception et l'indignation populaires s'accroître. Elles tendront à s'exprimer tout d'abord par une certaine passivité face aux projets officiels avant de déboucher sur une confrontation ouverte. Et si les remèdes de Deng se montrent inefficaces dans la période à venir, les contradictions sociales ne manqueront pas de s'accroître.

On a déjà vu comment la prétention de la fraction de Deng de se présenter comme un courant libéral et réformiste a été réfutée par sa politique de répression des oppositions. Ses résultats dans la période à venir feront toute la lumière sur sa nature réelle. L'histoire jugera. ■

Kai CHANG
« OCTOBER REVIEW »,
octobre 1982

4. Da qin (autrefois transcrit en Tachin) et Da zhai (autrefois Tatchal) étaient des districts (cantons administratifs) exemplaires, le premier axé sur l'exploitation du pétrole, le second sur la production agricole. Ils devaient illustrer le développement industriel et agricole proposé pour la Chine, à l'époque. Leur vocation essentielle était, en fait, l'encadrement politique et idéologique de la population. Cela était censé permettre le décollage économique sur la base de la mobilisation des masses. Concrètement, les résultats économiques (artificiellement gonflés pendant une période) ont été des échecs. Les « campagnes d'études » de ces districts modèles furent critiquées, puis définitivement abandonnées en 1978.

"La gauche libanaise a été désarmée, mais pas détruite"

Interview de S. Jaber, dirigeant du Groupe communiste révolutionnaire

Nous publions ci-dessous une interview du camarade S. Jaber, dirigeant du Groupe communiste révolutionnaire (GCR), section libanaise de la IVe Internationale, réalisée au début du mois d'octobre par Gerry Foley. Cette interview exprime les positions du GCR, qui diffèrent sur certains points de celles qui ont été adoptées par le Secrétariat unifié (SU) de la IVe Internationale et qui sont exprimées dans la résolution du 10 octobre 1982, publiée dans le précédent numéro d'Inprecor (numéro 135, du 25 octobre 1982).

Gerry FOLEY : — Penses-tu que l'OLP n'avait d'autre alternative que de se retirer de Beyrouth-Ouest, étant donné la supériorité militaire de l'armée sioniste et la brutalité de son agression ?

S. JABER : — Non, je ne crois pas. Les sionistes n'auraient pas pu payer le prix de l'occupation militaire de Beyrouth-Ouest ni du retrait forcé des combattants à coups de bombardements aériens ou de tirs d'artillerie. La guerre a démontré que les partisans armés de matériel anti-chars

pouvaient infliger de lourdes pertes, même à une armée aussi puissante que l'armée sioniste. En particulier, afin d'occuper Beyrouth-Ouest, les sionistes se seraient vus obligés d'engager les soldats dans des opérations de nettoyage, maison par maison. Les chars ne sont pas d'une grande utilité dans les zones d'habitation. Cela aurait donc signifié de lourdes pertes, peut-être plus de 1 000 morts. Etant donnée la nature même de l'armée sioniste, elle n'aurait pas pu tenir très longtemps dans ce type de guerre.

De plus, l'OLP (Organisation de libération de la Palestine) était en bonne position pour soutenir un siège dans Beyrouth-Ouest. La majeure partie de la population libanaise, soit les 4/5 environ, avait quitté la ville. Cela réduisait le risque de pertes civiles. Cela signifiait également que les réserves alimentaires étaient à partager entre moins de bouches. Il existait de grandes quantités d'armes et de munition, de même que de substantiels dispositifs de défense. L'OLP n'a pas été défaite militairement. Beyrouth-Ouest n'a pas été prise militairement. La défaite est une défaite politique, dont la responsabilité incombe à l'aile droite de l'OLP,

essentiellement la direction droite de *El Fatah*. Elle a été l'instrument de la défaite.

— Qu'a gagné la direction de l'OLP par les négociations ?

— Elle n'a essentiellement rien gagné ! Même si l'OLP et les forces patriotiques libanaises de Beyrouth-Ouest avaient été vaincues, le plan Habib n'en serait pas moins demeuré inacceptable. La direction de l'OLP a capitulé de façon répétée devant les pressions sionistes et impérialistes. Elle a tout d'abord proposé le retrait dans les camps, puis le retrait de la ville par voie terrestre. Elle en est venue finalement à accepter le retrait par voie maritime exclusivement. Si le retrait s'était fait par voie terrestre, l'OLP aurait été à même de continuer la lutte armée dans la vallée de la Bekaa. Mais un retrait par la mer signifiait la reddition, et n'avait d'autre effet que de démoraliser le peuple palestinien.

La direction de l'OLP a accepté la dispersion des combattants dans un grand nombre de pays arabes éloignés de la zone de combat. Dès leur arrivée à destination, ils ont été placés dans ce qui s'apparente à des camps d'internement, camps situés dans des régions isolées et placés sous strict contrôle militaire.

Ensuite, la direction de l'OLP a accepté l'intervention de la prétendue Force d'interposition multinationale, qui est en fait une force impérialiste. Elle n'est même pas sous l'égide des Nations-Unies, car les impérialistes voulaient être sûrs que l'Union soviétique ne pourrait soulever aucune question. Ce que cette force d'interposition a fait, c'est abattre les systèmes de défense de Beyrouth-Ouest et déblayer le terrain pour faciliter l'invasion israélienne.

Troisièmement, la direction de l'OLP a abandonné sa demande originelle de retrait parallèle des forces sionistes jusqu'à une distance de 10 km de Beyrouth. Le retrait unilatéral de l'OLP a laissé sans défense les masses palestiniennes et libanaises demeurées dans la ville, en particulier après que la « force d'interposition » ait fini son sale boulot.

Il faut ajouter que l'élection de Bechir Gemayel à la présidence était liée à l'accord inscrit dans le plan Habib. Tout le monde le savait. Bechir Gemayel était un fasciste notoire, et il aurait suivi un plan fasciste s'il n'avait pas été assassiné. Il est

Départ des combattants palestiniens de Beyrouth. (DR)



certain qu'il aurait perpétré des massacres.

— Pourquoi, selon toi, la direction de l'OLP a-t-elle accepté un tel accord ?

— Parce que les sionistes n'ont laissé aucune marge de manœuvre politique à l'OLP. La stratégie de la direction de l'OLP, ces dernières années, ne s'est pas appuyée sur un combat sans compromis



Manifestation en Israël contre l'invasion du Liban. (DR)

avec le sionisme, mais au contraire a été faite de concessions diplomatiques et politiques, dans le but d'obtenir en contrepartie la reconnaissance de l'OLP et d'une sorte d'Etat palestinien. Ainsi, la direction n'était-elle pas prête politiquement pour mener la lutte jusqu'au bout.

— Quel type d'opposition à l'accord y avait-il au sein de l'OLP ?

— Une opposition assez large est apparue, quoique minoritaire. Nous étions en rapport très étroit avec ce courant, avec lequel nous discutons et avons de larges points d'accord. C'est sur cette base que nous avons appelé à la constitution d'un front de résistance. Le gros de l'opposition se trouvait au sein de *El Fatah*, la composante la plus importante de l'OLP.

— Pourquoi cette opposition n'a-t-elle pu empêcher l'accord ?

— Essentiellement parce que ces forces n'étaient pas préparées pour se constituer en alternative politique à la direction de l'OLP. Ils nous ont dit qu'ils ne pensaient pas formuler publiquement leurs critiques contre la direction, parce qu'ils dépendaient de cette même direction pour ce qui était des vivres, de l'argent, des armes et des munitions.

Ils ont porté des critiques très sévères et sont même allés jusqu'à menacer la direction de l'OLP. Mais leur conception se limitait à faire pression, à l'empêcher d'aller trop loin dans le compromis. Dans

une situation où il n'y avait aucune marge de manœuvre, ils n'avaient d'autre choix que d'emboîter le pas.

— Quelles perspectives s'offrent maintenant à l'OLP ?

— Cela dépend du type de discussion politique qui va se développer en son sein. Ce qui est décisif est de savoir si va émerger, ou non, une solution alternative positive, basée sur une compréhension de la nécessité d'une approche internationaliste et sur une stratégie de combat sans compromis avec le sionisme. Sinon, la démoralisation qui s'est fait jour pourrait conduire au terrorisme.

Quant à la direction, de nouvelles capitulations sont à craindre. Ainsi, Yasser Arafat a récemment rencontré le roi Hussein de Jordanie, qui a une fois encore soulevé l'idée d'une fédération jordanopalestinienne. Ce qui signifierait le contrôle par la Jordanie d'un mini-Etat palestinien. Les Israéliens sont opposés à toute forme d'Etat palestinien parce qu'ils pensent qu'ils ne peuvent faire confiance à l'OLP. Hussein, lui, a fourni la preuve de son sérieux, en 1970, en ordonnant le massacre des combattants palestiniens. Un prétendu Etat palestinien autonome sous la tutelle de la Jordanie pourrait être acceptable par Israël. Il est à signaler que la direction Arafat n'a pas rejeté la proposition, cette fois-ci.

— Qu'en est-il de la gauche libanaise ?

— Sous la pression de la guerre, le Mouvement national libanais, qui est une sorte de front populaire, s'est en gros effondré. Les staliniens et les nassériens, c'est-à-dire essentiellement les petits bourgeois nationalistes, ont combattu. Les composantes bourgeoises, surtout le parti de Walid Joumblatt, ne l'ont pas fait. Ce parti s'est retranché dans les montagnes, et c'est à peine s'il a tiré un coup de feu.

Nous avons appelé à la mise sur pied d'un gouvernement de résistance nationale, regroupant toutes les forces combattant contre l'occupation israélienne. Cela aurait signifié, en fait, un gouvernement sans la bourgeoisie, car les forces bourgeoises étaient absentes des combats.

— Dans quelle situation se trouve la gauche maintenant ?

— A la suite de l'occupation israélienne de Beyrouth-Ouest et des activités de la Force multinationale d'interposition, la gauche a été désarmée. Mais elle n'a pas été détruite politiquement. Pour cela, il aurait fallu pourchasser un très grand nombre de militants, et les Israéliens n'étaient pas prêts à se lancer dans une telle opération. De toute façon, ils préfèrent laisser ce travail à la droite libanaise.

Pour le mouvement de masse, c'est la défaite et la démoralisation. La gauche se retrouve isolée parmi la population et doit faire face à un régime bourgeois fort. Pour la première fois depuis 7 ans, l'en-

semble de la bourgeoisie s'est unie derrière Amine Gemayel.

— Qu'en est-il des droits démocratiques ?

— Aucun changement formel n'est intervenu dans les lois. Cependant, le respect pour les garanties juridiques des droits démocratiques bourgeois dépend toujours essentiellement du rapport de forces entre les classes. A l'heure actuelle, il est défavorable. En fait, l'armée libanaise a agi de façon complètement illégale. Le gouvernement n'a même pas cru bon de déclarer l'état de siège, tandis que l'armée se livre à des perquisitions sans mandat, etc. De plus, il y a déjà tout un ensemble de lois réactionnaires dans les textes, héritage du gouvernement Elias Sarkis. Elles concernent surtout la presse. Sarkis n'a pas pu les faire appliquer, mais Gemayel est dans une position bien plus forte pour y parvenir.

— Que représente le gouvernement d'Amine Gemayel ?

— Bien qu'il soit le frère de Bechir Gemayel, il représente une fraction très différente du mouvement phalangiste. Bechir était fasciste et avait un projet fasciste. Il aurait gouverné au moyen de la violence. C'était très bien compris par tout le monde, comme en témoignent les réactions à sa nomination à la présidence. Bechir Gemayel était fortement rejeté par la population musulmane, et pas un Etat arabe ne lui a envoyé de félicitations lors de la cérémonie d'investiture. Dans le cas d'Amine Gemayel, ce sont tous les Etats arabes qui ont envoyé des télégrammes de félicitations, même la Syrie. L'attitude syrienne était primordiale pour garantir la stabilité bourgeoise. Le Liban est frontalier avec la Syrie sur trois côtés, et les Syriens peuvent faire passer tout ce qu'ils veulent par la frontière, hommes, armes, fonds, etc. Comme la bourgeoisie libanaise est principalement commerçante, intermédiaire économique entre l'Ouest et les marchés arabes, de bonnes relations avec les Etats arabes sont essentielles.

La fraction de Bechir était concentrée dans les Forces armées phalangistes. Elle avait sa propre station de radio, qui était bien plus extrémiste et droitière que celle du Parti phalangiste. Le Parti phalangiste, quoique fasciste d'inspiration, a évolué dans le sens d'un parti bourgeois de droite traditionnel, comparable à certains des partis chrétiens-démocrates existants en Europe. La fraction Amine se tourne essentiellement vers l'impérialisme américain, alors que la fraction Bechir était liée à Israël. Tels étaient leurs projets respectifs.

— Le régime d'Amine peut-il résoudre le conflit existant entre les Druzes et les phalangistes, qui s'est traduit par des combats dans les montagnes du Chouff ?

— Il est en bonne position pour le faire. Une solution existe au conflit entre Chrétiens et Druzes. Les éléments droi-

tiers parmi des Druzes réclament l'intervention de l'armée libanaise qui, si elle le fait, mettra fin aux dissensions.

— Pourquoi penses-tu que l'armée libanaise peut maintenant jouer les arbitres entre les communautés, alors qu'elle en a été incapable dans le passé ?

— L'armée libanaise n'est rien d'autre qu'une armée bourgeoise. Tout comme l'Etat libanais, elle subit la domination des Chrétiens maronites. Mais la bourgeoisie musulmane ne fait entendre sa voix que lorsqu'elle juge que les Maronites agissent d'une façon qui ne prend pas leur point de vue en considération. Quand les institutions d'Etat sous domination maronite, y compris l'armée, vont clairement dans le sens des intérêts de la bourgeoisie dans son ensemble alors la bourgeoisie musulmane n'a aucune objection à formuler. Et cela a été vrai tout au long de l'histoire du Liban.

— Qu'en est-il de la possibilité d'un conflit renouvelé entre les fractions pro-Bechir et pro-Amine ? N'as-tu pas dit qu'elles représentaient des intérêts différents ?

— C'est à la fois un avantage et un désavantage pour la bourgeoisie libanaise. Si Bechir avait survécu, il aurait intégré ses phalanges à l'armée libanaise, ou plutôt, il aurait pris le contrôle direct de l'armée par leur entremise.

Le projet d'Amine Gemayel est un projet bonapartiste. Il prétend se situer au-dessus des partis et au-dessus des communautés. En fait, le régime est une dictature militaire typique ayant à sa tête un civil. Mais pour maintenir ses prétentions bonapartistes, il doit donner l'impression qu'il utilise l'armée de façon équilibrée pour garantir l'ordre dans les deux com-

munités, chrétienne et musulmane. Cela signifie l'envoi de l'armée libanaise dans les quartiers chrétiens de Beyrouth, de même que dans les quartiers musulmans, en quête de caches d'armes, etc. Dans l'est chrétien de Beyrouth, il y a eu des conflits entre les phalangistes et l'armée.

— Quel rôle ont joué l'organisation chiite Amal et le régime de Khomeini dans la situation au Liban ?

— Amal ne représente pas l'ensemble de la communauté chiite. En fait, cette communauté constitue la base la plus forte de la gauche. Amal représente simplement une tentative de mise sur pied d'une organisation confessionnelle chiite, à l'instigation de la police secrète libanaise. L'objectif en était d'exploiter le sentiment anti-OLP existant dans la population chiite qui vit principalement dans le sud du Liban. C'est elle qui a eu le plus à souffrir des représailles israéliennes contre les raids de l'OLP. L'OLP n'a développé que peu de rapports avec la population libanaise qui la considérait comme une sorte d'autorité étatique au-dessus d'elle.

Ce que la police secrète espérait faire, c'était d'utiliser Amal afin d'organiser la population chiite contre la gauche et l'OLP, contribuant ainsi à la création d'un Etat fort libanais. Les thèmes de recrutement d'Amal étaient antigauche, anticommuniste et anti-« étranger ». Ils correspondaient à ceux développés par les phalangistes, et en fait les organes de presse phalangistes ont toujours parlé avec sympathie de l'organisation Amal. Cependant, lorsque les sionistes ont envahi le pays, Amal a pris les armes. Elle aurait perdu toute crédibilité auprès de la population musulmane si elle ne l'avait pas fait.

Amal n'est pas khomeiniste, quoi qu'elle ait utilisé le prestige de la révolu-

tion iranienne. Les prises de position anti-impérialistes de Khomeini sont trop radicales pour qu'elle les reprenne à son compte. De plus, elle n'est pas une organisation intégriste islamique. Il y a peu ou pas de soutien pour l'intégrisme islamique au Liban. Une fraction khomeiniste existait au sein d'Amal. Elle a maintenant été expulsée.

— Et le rôle de l'Iran dans le conflit ?

— Au début des illusions existaient sur le régime iranien. Les déclarations de soutien de Khomeini étaient bien accueillies par les combattants. Certains groupes nourrissaient même l'espoir de voir l'Iran sauver la situation en envoyant des avions, des choses comme ça... La désillusion a vite gagné quand les gens ont vu que le gouvernement Khomeini n'envoyait qu'une poignée de combattants qui n'ont pas été très utiles dans le combat. La désillusion est allée grandissant quand le gouvernement iranien a rejeté l'appel lancé par l'Irak pour un cessez-le-feu avec l'Iran et pour une concentration des forces pour la lutte contre les sionistes.

— Pourrais-tu résumer les leçons qu'il faut tirer de la guerre du Liban ?

— Il y a trois leçons à tirer. La première est qu'on ne peut pas compter sur l'Union soviétique comme allié de la révolution coloniale. Ce qui a été clairement ressenti après la passivité dont a fait preuve le Kremlin dans une région où les illusions étaient grandes envers l'Union soviétique. Les gens espéraient au moins que les Soviétiques organiseraient le blocus de la côte, comme ils en avaient le droit dans le cadre du traité de défense signé avec la Syrie.

La seconde leçon a été la nouvelle confirmation qu'on ne peut rien attendre des régimes nationalistes bourgeois arabes, aussi radicaux qu'ils puissent être, comme la Syrie. Les forces syriennes n'ont mené que des combats défensifs.

La troisième leçon est la reconfirmation de la validité de la théorie de la révolution permanente. Cela implique tout d'abord la démonstration de la tendance qu'ont de tels conflits avec l'impérialisme à s'internationaliser, à s'étendre à toute la région. Et, plus important encore, cela a démontré l'incapacité de toutes les directions bourgeoises à lutter contre l'impérialisme.

— Quelle est l'ampleur de la résistance actuelle à l'occupation ?

— Les actions armées contre les occupants se poursuivent, bien plus qu'on ne le laisse entendre à l'étranger. Un certain nombre d'unités militaires demeurent même cachées dans le Sud. La résistance va se poursuivre et s'étendre aussi longtemps que durera l'occupation. Quant à nous, nous continuons à appeler à la constitution d'un front uni de la résistance. ■

Propos recueillis par Gerry FOLEY

Après les bombardements de Beyrouth-Ouest. (DR)



A la veille des élections du 15 novembre

La présence de candidats ouvriers illustre
l'échec du projet réformateur de la dictature

LES articles consacrés à la situation économique et politique brésilienne et à la construction du Parti des travailleurs (PT) que nous publions ci-après constituent un dossier destiné à présenter le Brésil à la veille des élections qui doivent avoir lieu le 15 novembre 1982.

Dans un premier article, Jorge Buarque précise l'importance de cette échéance électorale, qui verra le Parti des travailleurs présenter des candidats à tous les niveaux de la consultation électorale (élections des députés fédéraux, aux postes de gouverneurs et députés des Etats, de sénateurs, de maires et de conseillers municipaux) dans presque tous les Etats du pays.

Les interviews de Luis Inacio Da Silva « Lula », Sandra Starling et Perly Cipriano, tous trois candidats gouverneurs

pour le PT, respectivement dans les Etats de Sao Paulo, Minas Gerais et Espirito Santo, viennent illustrer la nature de la campagne électorale du PT.

Ensuite, l'analyse de l'attitude et de la politique des différents courants qui se réclament du trotskysme par rapport au PT éclaire la discussion en cours sur la construction d'un parti des travailleurs au Brésil.

Enfin, l'article économique de Mauricio Lemos, tiré de *Perspectiva Internacional*, revue publiée à Sao Paulo en collaboration avec *Inprecor*, définit le cadre général de la crise économique, toile de fond des présentes élections et de la montée de la combativité ouvrière dans les dernières années. ■

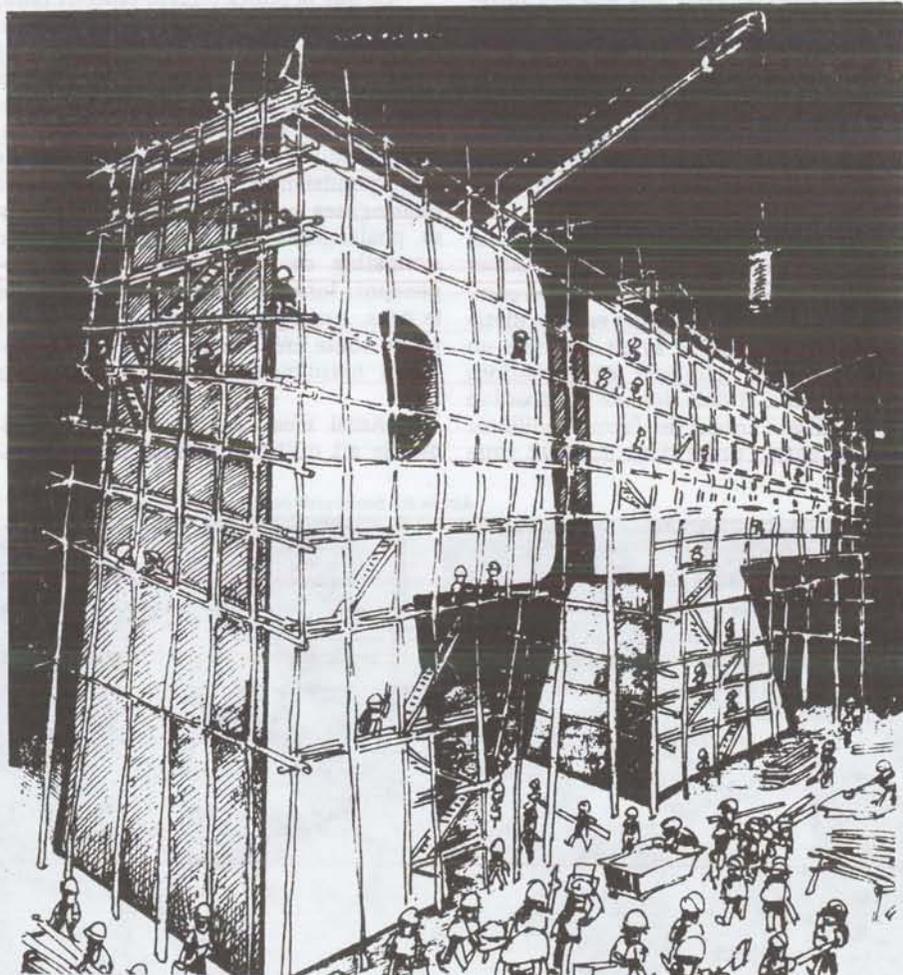
Jorge BUARQUE

Le général Tulio Chaga Nogueira, commandant de la III^e Armée, lançait il y a quelques mois, en mai 1982, un appel pressant au patronat brésilien : « *Les chefs d'entreprise doivent nommer leurs candidats pour les élections de novembre à tous les niveaux. S'ils ne le font pas, ils courront le risque de voir cette nation, qui est démocratique, qui est née pour être démocratique et mourra démocratique, souffrir d'un possible impact des visées socialistes.* » Les désirs du général sont en train d'être satisfaits, et ses pronostics de se vérifier : les patrons présentent leurs candidats et leur argent alimente la campagne électorale, mais, d'un autre côté, de nombreux candidats ouvriers et socialistes du Parti des travailleurs (PT) se présentent dans tout le pays, à l'exception de 2 Etats sur les 23 que compte la fédération.

C'est là la caractéristique la plus importante des prochaines élections du 15 novembre, qui doivent désigner les députés fédéraux ainsi que les députés d'Etat, les gouverneurs des Etats comme les sénateurs, les maires et les conseillers municipaux. Pour la première fois depuis 1946, la classe ouvrière peut présenter ses propres candidats par le biais du PT, dont la plate-forme électorale nationale, « Travail, terre et liberté », assume sans hésitation la lutte contre la dictature militaire et pour le socialisme. (1).

L'ÉCHEC DES PROJETS RÉFORMATEURS DE LA DICTATURE

Dans un célèbre discours devant l'état-major des forces armées, l'éminence grise de l'« ouverture » brésilienne, le général Goldbery Couto e Silva, avait clairement défini l'essence de son projet : stabiliser la dictature militaire en l'appuyant



sur un pluripartisme formel, qui se réduirait de fait à un bipartisme entre le parti de la dictature (le Parti démocrate-social, PDS) et l'opposition « fiable » du Parti du Mouvement démocratique brésilien (PMDB).

C'est dans cette perspective qu'ont été menées certaines manœuvres du gouvernement : favoriser le Parti du travail brésilien (PTB) fantômatique, avec à sa

tête Ivete Vargas (la fille de Getulio Vargas) et l'ancien président Janio Quadros au détriment du Parti démocratique du travail (PDT) de Lionel Brizzola, lié à la II^e

1. Cf. « Travail, terre et liberté », plate-forme nationale du Parti des travailleurs pour les élections du 15 novembre 1982, publiée dans *Inprecor* numéro 126, du 17 mai 1982.

Internationale ; l'unification du Parti populaire (PP), petit parti de banquiers, avec le PMDB pour mieux le tirer vers la droite ; et surtout, les modifications successives de la législation électorale pour faciliter la tâche aux candidats de la dictature (2).

Certaines de ces modifications parlent d'elles-mêmes. La Constitution a été réformée en catastrophe en juillet 1982, à quatre mois à peine des élections. Cela a permis d'augmenter la représentation des petits Etats à la Chambre fédérale ; d'abolir les 5 % de voix nécessaires au niveau national pour obtenir une représentation parlementaire, afin d'assurer la présence au Parlement de petits partis comme le PTB, qui joueront un rôle charnière dans les futures coalitions ; d'ajourner les élections présidentielles jusqu'au début de 1984 ; d'établir un vote par circonscription combiné et d'abolir la forme de suffrage proportionnel actuellement en vigueur ; d'imposer une majorité des deux tiers des députés comme condition à toute révision de la Constitution ; de modifier la composition du collège qui élit le président en augmentant le poids des grands électeurs des Etats, indépendamment des différences de population entre ces Etats ...

Craignant la possibilité de coalitions électorales entre les partis d'opposition, le gouvernement avait déjà institué auparavant le système du « vote lié », selon lequel ne seront validés que les votes qui vont dans leur totalité au même parti. Cela veut dire que l'électeur devra inscrire sur le bulletin en blanc édité par le gouvernement six noms, dans l'ordre correspondant aux charges de gouverneur, sénateur, député fédéral, député de l'Etat, maire et conseiller municipal, devant tous appartenir au même parti. Le résultat de cette procédure est imprévisible.

Il suffit de savoir qu'un test a été fait auprès des fonctionnaires du Tribunal électoral suprême et que plus de 50 % se sont trompés, annulant ainsi leur vote. Certains secteurs de l'opposition accusent le gouvernement de prétendre annuler les élections en faisant en sorte qu'il y ait plus de 50 % de votes nuls ...

Mais même ces grossières manœuvres, et leur caractère parfois contradictoire, sont un signe du désarroi des stratèges de la dictature. La raison de leur confusion tient à la difficulté — nous pouvons même dire à l'impossibilité — d'éviter la défaite électorale du PDS. Il est même probable que l'isolement électoral de la dictature va s'accroître, dans le prolongement d'une tendance générale qui s'est dessinée tout au long des années 1970. Pour les élections sénatoriales, l'Alliance pour la rénovation nationale (ARENA), l'ancêtre du PDS, est passée de 47,3 % en 1970 à 35 % en 1978, et aux élections à la Chambre fédérale elle a rétrogradé au cours de la même période de 48,4 % à 40 %.

Enfin, l'apparition du Parti des travailleurs et le succès que ses candidatures les plus combatives permettent d'envisager (les sondages donnent entre 15 et 20 % à Luis Inacio da Silva « Lula » à

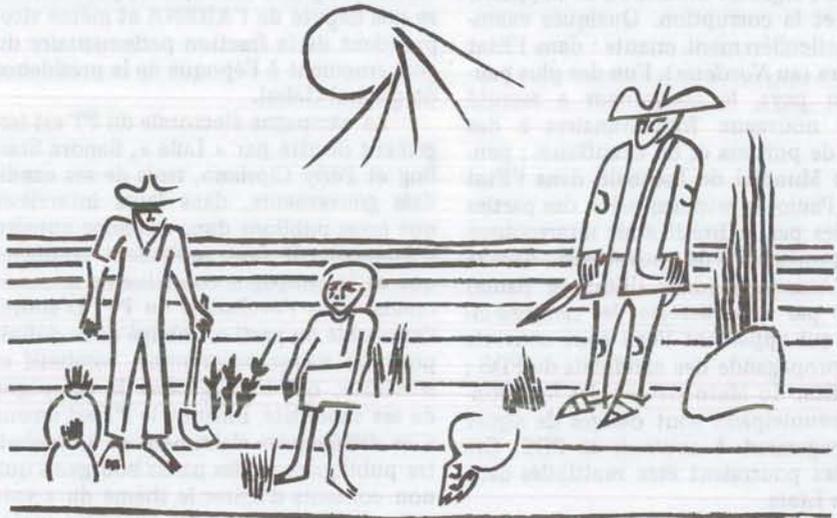
Sao Paulo), détruisent le schéma du général Goldbery Couto e Silva.

LA CRISE ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE AGGRAVE LES DIFFICULTÉS DE LA DICTATURE

La possibilité pour le PDS de se trouver en minorité dans les principaux Etats, et même à la Chambre fédérale, aggrave l'isolement de la dictature et l'oblige à préparer de nouvelles initiatives pour intégrer les oppositions. Déjà se dessinent de grandes manœuvres. Certains secteurs du PMDB (autour de Tancredo Neves, candidat gouverneur du Minas Gerais, d'autres anciens membres du Parti populaire, et les secteurs droitiers du PMDB) se sont réunis pour élaborer un projet de Parti libéral (PL) qui verrait le jour après les élections. Parti de collaboration avec la dictature, ce parti naîtrait d'une scission dans le PMDB et il s'unirait au PTB pour tenter de composer une nouvelle majorité avec le PDS. Ainsi, le PMDB, qui sera

De fait, l'économie brésilienne s'enfonce dans une crise très grave. Le produit intérieur brut (PIB), qui a encore augmenté de 8 % en 1980, est tombé cette année de 2 %. Il est possible que l'inflation batte son record annuel qui est de 113 % (les prix des cigarettes, des automobiles et de l'électro-ménager ont déjà augmenté respectivement de 130 %, 127 % et 113 % pendant le premier semestre de cette année). D'un autre côté, les entreprises impérialistes et certains secteurs du capital financier national continuent à réaliser des profits fabuleux : les bénéfices des 178 entreprises du secteur financier ont augmenté de 87,6 % cette année, ce qui équivaldrait à un salaire minimum annuel pour 8 millions de travailleurs, à près de 6 fois le budget national de l'éducation et de la culture et à 22 fois le budget de la santé.

En même temps, les maux de l'économie brésilienne empirent. La dette extérieure croît vertigineusement et doit dé-



probablement le plus fort parti d'opposition sur le terrain électoral, souffrirait-il un nouveau coup et perdrait une partie des forces gagnées au nom du combat contre la dictature ...

Ces manœuvres politiques sont projetées pour une période au cours de laquelle vont s'aggraver les difficultés en tout genre. Le PT obtiendra une fraction parlementaire substantielle, et son résultat électoral représentera un pas en avant dans la conscience et l'organisation d'un grand nombre de travailleurs. D'autre part, après les élections du 15 novembre 1982, la bourgeoisie brésilienne cherchera à imposer une sévère politique d'austérité et de récession, avec un « super-blocage » des salaires, et des licenciements qui peuvent déboucher sur des mobilisations ouvrières d'envergure.

passer cette année la somme fabuleuse de 100 milliards de dollars. Le service de la dette (amortissements et intérêts) correspondait en 1974 à 33 % des exportations, à 41 % en 1975, à 47 % en 1976, à 51 % en 1977, à 62 % en 1979, à 65 % en 1980, à 68 % en 1981 et à 71 % cette année (3). Le président de la Confédération nationale de l'industrie, Mario Garnero, résume en ces termes l'opinion du patronat sur cette crise : « Avec le taux d'inflation que nous avons atteint, et si ça continue, tout va se casser la gueule. Y compris l' "ouverture". » L'ancien ministre de l'Économie, Simonsen, a fait sa rentrée publique pour proposer dès maintenant un brutal blocage des salaires, qui représenterait une réduction immédiate des salaires réels. C'est sans aucun doute le projet de la dictature pour l'après-15 novembre.

2. Le Parti du Mouvement démocratique brésilien (PMDB) est l'héritier du MDB, seul mouvement d'opposition officiel toléré dans le cadre du système bipartite mis en place par la dictature. On trouve dans les rangs du PMDB aussi bien des courants bourgeois (dont certains ont participé au coup d'Etat de 1964) que des organisations comme le PCB ou le PC do B (pro-albanais). Récemment, le PMDB a en outre fusionné avec le Parti populaire, considéré comme un parti de banquiers.

Le PTB (Parti du travail brésilien) est l'an-

ancien parti populiste de Getulio Vargas. Au moment de la légalisation des partis en 1981, le tribunal électoral a attribué le sigle historique du parti à Ivete Vargas, la fille de l'ancien dictateur, alors qu'elle était minoritaire dans le parti. La majorité a ainsi dû former un nouveau parti, le PDT (Parti démocratique du Travail), notamment animé par Lionel Brizzola, ancien gouverneur du Rio Grande do Sul et aujourd'hui candidat gouverneur de Rio de Janeiro.

3. Chiffres donnés par la revue brésilienne *Senhor* du 28 juillet 1982.

Son application ne dépend pas seulement des résultats électoraux et du succès éventuel des manœuvres manigancées entre la dictature, le PTB et certains secteurs du PMDB. Il suppose aussi des mesures répressives, même limitées. Et on assiste déjà à certaines démonstrations de force qui vont dans ce sens. La plus claire, tant par sa rigueur que par le choix de ses victimes, réside dans la condamnation de quelques prêtres et paysans de l'Etat du Para à un total de 130 années de prison pour avoir participé à des occupations de terres.

LA CAMPAGNE ÉLECTORALE EN COURS ET L'ÉVOLUTION DU PT

Dans ce contexte, cinq partis se présentent aux élections : le PDS et le PMDB dans tous les Etats, le PT dans 21 Etats sur 23, le PDT et le PTB qui se présentent dans un petit nombre d'Etats seulement.

La campagne du PDS est basée sur la force de l'argent, l'utilisation de l'appareil d'Etat et la corruption. Quelques exemples particulièrement criants : dans l'Etat du Ceara (au Nordeste), l'un des plus pauvres du pays, le gouverneur a recruté 16 000 nouveaux fonctionnaires à des postes de portiers et de chauffeurs ; pendant le Mondial de football, dans l'Etat de Sao Paulo, la retransmission des parties disputées par le Brésil était interrompue par la propagande du gouverneur ; dans la ville d'Amargosa (dans l'Etat de Bahia) frappée par la sécheresse, les camions-citernes qui apportent l'eau sont couverts par la propagande des candidats du PDS ; dans l'Etat du Mato Grosso, les fonctionnaires municipaux sont obligés de signer un engagement à soutenir le PDS. Ces exemples pourraient être multipliés dans tous les Etats.

La campagne du PMDB met surtout l'accent sur le thème du « vote utile », afin de capitaliser le mécontentement contre la dictature et de limiter l'impact électoral du PT et aussi du PDT, qui peut obtenir de bons résultats à Rio de Janeiro et dans le Rio Grande do Sul. En réalité, au sein de l'opposition, la bataille se joue entre le PMDB et le PT, pour l'hégémonie dans la lutte pour les libertés démocratiques. La présence du Parti communiste brésilien (PCB) comme du Parti

communiste du Brésil (PC do B, pro-albano) dans les rangs du PMDB donne une certaine crédibilité à ce dernier dans ce combat. Ces partis sont les ennemis publics les plus irréductibles du PT. Le secrétaire général du PC do B, Joao Amazonas, déclarait récemment que « le PT et "Lula" sont aujourd'hui les meilleurs alliés du gouvernement ».

Les références politiques et programmatiques du PMDB créent une grande confusion dans les rangs ouvriers quant à son véritable rôle et donnent à ses candidats les plus droitiers une couverture de gauche. Pourtant, de nombreux candidats du PMDB ne parviennent même pas à se faire passer pour des adversaires de la dictature. Ainsi, Miro Teixeira, candidat gouverneur de Rio de Janeiro, n'est autre que l'héritier politique du gouverneur sortant, Chagas Freitas, champion de la corruption et seul gouverneur nommé par la dictature en dehors des rangs de l'ARENA. Ainsi Camata, le candidat gouverneur de l'Etat de Spirito Santo, a été pendant seize ans député de l'ARENA et même vice-président de la fraction parlementaire du gouvernement à l'époque de la présidence du général Geisel.

La campagne électorale du PT est largement décrite par « Lula », Sandra Starling et Perly Cipriano, trois de ses candidats gouverneurs, dans leurs interviews que nous publions dans ce même numéro d'*Inprecor*. Il faut seulement souligner que cette campagne constitue un moment crucial dans l'évolution du PT. D'abord, l'ensemble du parti est obligé de se définir pour un même programme, combatif et socialiste, qui homogénéise la campagne de ses candidats. Ensuite, le PT est amené à se différencier clairement et à combattre publiquement les partis bourgeois qui, non contents d'agiter le thème du « vote utile », recourent à des procédés moins avouables, comme la tentative de corruption de candidats. On connaît, par exemple, le cas de candidats du PT au poste de maire auxquels on a offert un million de cruzeiros (plus de 3 000 dollars US) pour se retirer dans le Minas Gerais, ainsi que des propositions analogues, à l'initiative du PMDB, dans l'Etat de Goias, mais pour 300 000 cruzeiros seulement... Enfin, et c'est le principal élément, la campagne électorale permet d'entrer en contact avec

des millions de travailleurs, de faire connaître les propositions du PT, de l'implanter et de le renforcer.

En même temps, les élections ouvrent un nouveau chapitre dans la vie du PT. Le PT aura une importante fraction parlementaire à tous les niveaux : Parlement fédéral, Parlements des Etats, conseils municipaux, et il peut même espérer gagner quelques mairies. Au total, il disposera de quelques milliers d'élus. Ses possibilités d'intervention s'en trouveront élargies, l'organisation et l'appareil améliorés, de même que sa presse. Mais il sera aussi exposé au danger de corruption parlementaire, d'autant plus que c'est fondamentalement la droite du parti qui a le plus de chances de faire élire ses candidats (grâce à un effort financier et aux pratiques clientélistes) et qui en sortira renforcée, même si ce sont les candidats les plus combatifs qui ont aujourd'hui le meilleur impact dans la campagne, y compris dans les apparitions télévisées.

D'autre part, les problèmes politiques posés après le 15 novembre seront aussi plus compliqués : les manœuvres de la dictature, les propositions du PMDB d'intégrer le PT dans certains gouvernements d'Etats, l'épuisement de la phase de « croissance spontanée » du PT, tout cela réclamera des réponses aux questions politiques et stratégiques d'ensemble.

Enfin, après les élections générales, sont prévues des élections internes pour les structures légales du PT, c'est-à-dire les directoires au niveau des municipalités, des Etats et des fédérations du PT. Ce sera probablement l'occasion d'une intense bataille entre les différents courants en son sein, dont certains vont disposer d'appuis financiers et parlementaires importants. D'ores et déjà, la droite du PT commence à déclarer la guerre aux secteurs « classistes » cohérents. L'un des éléments de cette confrontation sera l'attitude des groupes comme la Convergence socialiste (CS) et l'Organisation socialiste internationaliste (OSI) dans le PT, le premier s'orientant vers une politique de scission du PT à court terme et le second vers un « entrisme » profond (4).

Avec la participation à l'expérience électorale, le PT va affronter une nouvelle étape de son existence, dans une situation politique plus difficile, et avec davantage de contradictions internes. Le développement en son sein d'un courant « lutte de classe », défendant les principes d'indépendance de classe et le programme du parti, en tant qu'acquis décisifs pour la classe ouvrière brésilienne, sera plus nécessaire que jamais. ■

Jorge BUARQUE
Sao Paulo, septembre 1982.

C'est plus facile « d'arroser » 2 000 généraux que d'augmenter les salaires de 100 000 Brésiliens. (DR)



4. Cf. à ce sujet « Le PT et la gauche révolutionnaire », la position du comité exécutif du PT et la réponse du journal *Em Tempo* dans *Inprecor* numéro 133 du 27 septembre 1982. Voir aussi l'article concernant l'attitude au sein du PT de l'Organisation socialiste internationaliste et celle de la Convergence socialiste (CS) publiée dans le présent numéro d'*Inprecor*.

Les courants qui se réclament du trotskysme à l'épreuve de la construction du Parti des travailleurs

Jorge BUARQUE

Le Parti des travailleurs (PT) représente, depuis sa formation en 1979, la plus importante expérience de construction d'un parti ouvrier de masse indépendant de la bourgeoisie, dans toute l'Amérique latine de l'après-guerre. Depuis trois ans qu'il existe, le PT n'a cessé de progresser, tant du point de vue de son implantation sociale que de son élaboration programmatique, rejetant la collaboration avec la dictature, définissant une politique indépendante face aux oppositions libérales bourgeoises, leur disputant l'hégémonie dans la lutte pour la conquête des libertés démocratiques.

Le PT se définit actuellement comme un parti qui lutte pour le socialisme et pour le pouvoir des travailleurs, qui soutient Solidarité en Pologne et maintient des relations fraternelles et solidaires aussi bien avec les révolutionnaires d'Amérique centrale qu'avec l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). Le PT se démarque clairement du stalinisme comme de la social-démocratie. Sa formation n'est pas étrangère à l'intervention en son sein de courants qui se réclament du marxisme révolutionnaire, comme le courant du journal *Convergence socialiste* (CS), qui est aujourd'hui partie prenante de la Ligue internationale des travailleurs (LIT) animée par Nahuel Moreno, ou comme le courant qui publiait le journal *O Trabalhador* et qui a rejoint récemment les forces soutenant le bimensuel *Em Tempo* (dont *Inprecor* a souvent traduit et publié les contributions) (1).

Cette responsabilité particulière et l'importance de la conjoncture à la veille des élections, donnent toute son actualité à l'analyse de l'attitude et de la pratique de ceux qui se réclament du trotskysme vis-à-vis du PT.

LA POLITIQUE SCISSIONNISTE DE LA CS

Peu avant que les syndicalistes de la zone industrielle de l'ABC n'aient lancé l'idée du PT, l'orientation du noyau fondateur de la CS était la construction d'un Parti socialiste en collaboration avec une partie au moins de ce qu'on appelait alors « l'aile authentique » du Mouvement démocratique brésilien (MDB) (2). Il faut se rappeler qu'en 1978-1979, le Parti socialiste des travailleurs (PST) d'Argentine cherchait lui aussi à créer une « Fédération socialiste » avec des groupes locaux de la social-démocratie, et à s'introduire dans les réunions de la IIe Internationale.

La Convergence socialiste elle-même s'inscrivait dans ce projet. Il s'agissait d'une organisation qui visait à être légale et qui fut, de fait, la première organisation légale à défendre des positions socia-



Dernier numéro de *Perspectiva Internacional*, revue publiée au Brésil en collaboration avec *Inprecor*. (DR)

listes. C'est ce qui explique son succès initial : elle parvint à capter une radicalisation qui allait plus tard alimenter le PT. En 1978, la CS parvenait à regrouper plus de 500 militants et à se lier dès l'origine au mouvement pour la création du Parti des travailleurs.

Pourtant, sa politique était très pragmatique. A la fin de 1979 et au début de 1980, son intervention dans le PT était

pratiquement réduite à néant. Elle a été ensuite réanimée sur la base d'une forte adaptation à la direction de Luis Inacio Da Silva « Lula ».

Aujourd'hui cependant, à la veille des élections, l'orientation de la CS dans le PT est devenue clairement scissionniste. Le développement du PT, ses contradictions internes, la confrontation entre les courants actifs en son sein, les mauvais résultats prévisibles des candidats liés à la CS, tout cela concourt à accentuer sa pratique sectaire, qui n'est que le reflet au Brésil du cours international de Nahuel Moreno depuis l'explosion du Comité international (3).

Il ne manque pas de théorisations pour justifier cette orientation. Il s'agit en particulier de la découverte faite par Nahuel Moreno, selon laquelle une tactique de Front unique n'est applicable que dans des circonstances exceptionnelles, et qu'elle ne fut, d'après son organe *Courrier international*, pratiquée par le Parti bolchevique que pendant un court épisode de quinze jours... Mais ce cours sectaire de la CS répond surtout à une préoccupation pratique immédiate et beaucoup plus terre-à-terre. Pour la direction de la CS, il y a une contradiction entre le renforcement immédiat de son organisation et l'engagement prioritaire dans la construction loyale du PT. De plus, la CS recrute désormais principalement dans un milieu de lycéens très jeunes, en marge du courant prolétarien qui nourrit la croissance du PT, et pour lequel un virage sectaire est plus facilement acceptable que pour des militants ouvriers.

Il ne faut pas aller chercher bien loin la justification de cette orientation. « Quand nous parlons de bureaucratie "luliste", écrit la CS, nous nous référons exactement à la conception marxiste de

1. *O Trabalhador* (le Travailleur) est issu d'une rupture dans le courant qui se reconnaît dans le journal *O Trabalho* (le Travail). Ce courant est étroitement lié à l'Organisation socialiste internationaliste (OSI), qui appartient au Comité international de reconstruction de la IVe Internationale (lambertiste). En 1979, la direction de l'OSI a expulsé la quasi-totalité de ses militants ouvriers engagés à fond dans la formation du PT, qu'elle dénonçait comme « un pilier de la dictature ». Ce sont eux qui ont alors commencé la publication du journal *O Trabalhador*.

Em Tempo, qui a vu le jour en 1977, est un bimensuel qui s'est engagé à fond, dès le début du processus, dans la construction du PT. Jouant le rôle d'une tribune ouverte aux débats sur la construction du PT, *Em Tempo* a pris dans ces débats des positions qui sont celles d'un courant révolutionnaire : pour un véritable parti ouvrier de masse et non un simple cartel

électoral ; pour l'indépendance de classe, y compris au niveau électoral ; pour une Centrale unique des travailleurs (CUT) ; pour les mots d'ordre de renversement de la dictature et d'Assemblée constituante. Sur les questions internationales, *Em Tempo* exprime des positions marxistes révolutionnaires et a souvent publié des documents de la IVe Internationale.

2. Mouvement démocratique brésilien (MDB). C'était l'opposition tolérée au parti au pouvoir, l'Alliance pour la rénovation nationale (ARENA), dans le système bipartite mis en place par la dictature. Pendant les années les plus dures, des courants de gauche y ont parfois trouvé refuge.

3. Le Comité international (IVe Internationale), fondé lors de la Conférence internationale de décembre 1980, a explosé dès octobre 1981 (cf. *Inprecor* numéro 122, du 5 avril 1982).

cette notion. Nous nous référons à une caste privilégiée qui a son origine dans la classe ouvrière, qui est née en son sein, mais qui n'appartient plus à la classe ouvrière. Il s'agit d'un secteur uni à la bourgeoisie nationale et impérialiste pour freiner un processus de mobilisation permanente des masses, d'un secteur qui considère le trotskysme comme son ennemi fondamental, et que les trotskystes considèrent comme leur propre ennemi dans la classe ouvrière. Parce que, définir un courant comme bureaucratique veut dire qu'il a construit un appareil bourgeois au sein des institutions ouvrières et que, s'il peut jouer à certains moments un rôle progressiste que les trotskystes peuvent utiliser, il est — historiquement — contre-révolutionnaire. » (Document préparatoire au Congrès de la CS, deuxième partie, p. 3).

D'une certaine manière, l'histoire se répète. C'est ce qu'il faut prendre en compte pour caractériser les courants sectaires. Il y a trois ans, le Comité international s'est formé dans l'attente d'une défaite rapide de la révolution sandiniste au Nicaragua, qui devait lui « donner raison » dans son attaque contre la IVe Internationale. A présent, la CS agit en misant sur le fait que le projet d'indépendance de classe incarné par le PT va subir une défaite, au lieu de lutter dans le PT, loyalement, pour la défense des principes sur lesquels il a été créé. Comme la révolution nicaraguayenne, la révolution brésilienne a tout à gagner de la défaite politique de ces conceptions sectaires.

LES VIRAGES DE L'OSI

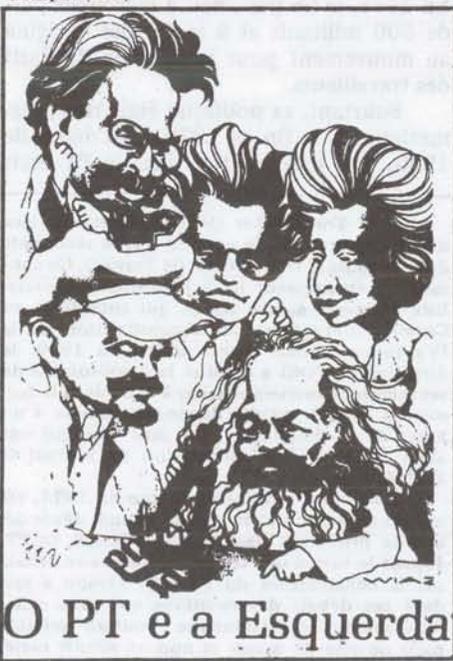
Organisation plus forte numériquement, l'OSI a opéré des virages politiques encore plus brutaux que ceux de la CS. Alors qu'elle représentait, déjà en 1977, la principale direction combative du mouvement étudiant à Sao Paulo, l'OSI avait comme orientation centrale la construction d'un « Parti ouvrier indépendant ». Mais il s'agissait d'une simple proclamation propagandiste et non d'une compréhension concrète de l'évolution de la lutte des classes. Ainsi, les premières réactions face aux mouvements grévistes de Sao Bernardo et à l'émergence de la direction « luliste » furent marquées d'un profond sectarisme : « Naissant à l'intérieur d'un syndicat corporatif, regroupant des bureaucrates jaunes anciens et plus jeunes, le PT démontre à chaque grève son véritable rôle : maintenir la structure syndicale corporative, briser le mouvement gréviste. (...) Il s'agit d'une structure bourgeoise qui joue, aux côtés du Parti communiste brésilien (PCB), un rôle de soutien à la dictature. » (Lutte de classe numéro 2, septembre 1979, p. 27). Les résolutions du Congrès de l'OSI, qui eut lieu à cette époque, étaient encore plus catégoriques : elles qualifiaient le PT de « dernier rempart de la dictature » ; il n'était donc plus « aux côtés du PCB », mais constituait une entrave encore plus forte et dangereuse aux progrès de la classe ouvrière sur la voie de l'indépendance de classe ...

Le tournant a été aussi brutal que ces affirmations étaient étrangères à la réalité. Il a été imposé par la voie de la discipline internationale au nom des impératifs du rapprochement avec le courant animé par Nahuel Moreno à l'époque de l'idylle éphémère du Comité international. Environ un an après la publication de l'article de Lutte de classe que nous venons de citer se réunissait à Paris, en décembre 1980, la « Conférence mondiale ouverte ». Son but réel était de parachever le changement de position de l'OSI, avec une véhémence qui n'exclut pas les définitions ambiguës : « Un PT sans patrons pose donc, de fait, la nécessité de l'indépendance de classe, qui est la condition pour la construction d'un parti révolutionnaire, vers lequel le PT peut être une transition. » (Résolution de la commission Brésil, Lutte de classe, numéro 8, p. 37.)

L'OSI obtint. Mais sa direction inventa alors une version intermédiaire entre la première appréciation du PT et celle qui finit par l'amener à participer à sa construction. Cette version n'a pas seulement une fonction interne, visant à esquiver les autocritiques : elle donne une cohérence à une politique sectaire dont la forme seule varie.

En janvier 1980, la revue Lutte de classe, numéro 13, publiait la caractérisation suivante : « Le PT constitue une réponse au mouvement ouvrier dans le sens de son organisation indépendante. (...) Le PT naît comme une structure d'agents de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier, mais il ne s'est pas comporté comme un pilier de la dictature. La force motrice de son organisation ne réside ni dans les partis bourgeois ni dans la dictature militaire, mais dans la lutte des travailleurs. La question de savoir si le mouvement ouvrier se servira du PT comme instrument transitoire ou s'il se construira sur ses ruines est une question que nous ne pouvons pas résoudre par avance. » (P. 10-11.) Comme on le voit, la notion

Le PT et la gauche, un dessin paru dans Em Tempo. (DR)



de « transition » figure ici, reprise avec un contenu différent.

La diplomatie politique a ses raisons : la formule suffit à convaincre les militants de l'OSI, qui ne furent d'ailleurs pas consultés en Congrès sur l'abandon de la ligne antérieure, et pour ouvrir le processus d'unification entre l'OSI et la CS. Mais elle ne suffit pas pour orienter l'intervention dans la lutte de classe. Comme l'ont illustré plusieurs articles publiés dans Inprecor, le PT a évolué au cours de ces années. Il s'est défini politiquement. Il s'est implanté dans le mouvement de masse. Malgré certaines contradictions et certains reculs, surtout en 1980, son évolution générale a été positive et lui a permis de répondre aux nécessités de la lutte contre la dictature et pour l'indépendance de classe. Cette réalité est un facteur qui a agi puissamment sur tous les courants qui militent dans les rangs du PT. Elle a eu pour effet, jusqu'à présent, de démanteler la majorité des courants centristes (qui concevaient le PT comme un simple front d'organisations d'avant-garde et non comme un authentique parti de masse) et d'affaiblir les courants sectaires (comme l'OSI et, dans la dernière période, la CS). Leur implantation dans le PT et leur présence dans ses organes de direction est très réduite, et les militants du PT considèrent avec beaucoup de défiance des courants capables de virages aussi brutaux qu'obscurs.

L'opportunisme de la politique de l'OSI apparaît clairement dans son double langage. De façon interne, elle se définit comme une organisation « entriste », « Notre objectif, avec l'entrisme, est de construire le parti révolutionnaire ; l'entrisme est une tactique appliquée pour une durée limitée, et le moment précis pour y mettre fin sera déterminé en fonction de la construction du parti révolutionnaire ; la construction du PT comme parti ouvrier indépendant n'est pas contradictoire avec la construction du parti révolutionnaire. » (Bulletin de préparation au Ve Congrès de l'OSI, 30 octobre 1981, p. 30.) Publiquement, le langage est très différent : « Nous, militants trotskystes, nous combattons loyalement à l'intérieur du PT pour sa construction et son renforcement comme parti ouvrier indépendant. » (Résolution du Ve Congrès, Lutte de classe, numéro 8, mars 1982.)

Sur cette base, alors que la CS tend à la scission, l'OSI s'adapte aux courants les plus droitières du PT (avec lesquels ses candidats font systématiquement alliance dans la campagne électorale), adopte une position « officialiste » envers les directions en place, et développe une pratique d'« entrisme profond ».

NI ENTRISME NI SCISSION

Dans le contexte déjà évoqué des élections brésiennes, deux constats s'imposent : le progrès du PT et de la classe ouvrière créent des conditions excellentes pour la construction d'un parti révolutionnaire avec une large influence et des cadres trempés dans le travail de masse ;

et il est tout aussi évident qu'après les élections, le développement du PT va être plus contradictoire que jusqu'à présent. Une compréhension politique et tactique de son rôle, de ses limites et de ses possibilités, sera plus nécessaire que jamais.

Les politiques de la CS et de l'OSI sont des obstacles à cette intervention, qui ne peut être assurée que par une forte organisation marxiste révolutionnaire, travaillant loyalement à construire le PT comme parti, participant pleinement à cette expérience aux côtés des plus larges secteurs du prolétariat brésilien, participant aussi à son élaboration programmatique, regroupant un large courant « lutte de classe » capable de s'opposer aux déviations réformistes ou parlementaristes qui peuvent se manifester dans la droite du parti et se renforcer à l'issue des élections.

Une politique scissionniste signifierait une démission dans ce combat. Une politique entriste reviendrait de même à considérer — par avance — que ce combat est perdu et qu'il s'agit simplement, dans un avenir plus ou moins rapproché, de détruire ce parti. Les deux positions partent d'une incompréhension profonde de la réalité du PT.

C'est cette différence de conception politique et d'activité pratique qui explique l'implantation plus importante qu'a conquis le courant regroupé autour du journal *Em Tempo*, qui constitue une partie significative de la Direction nationale du PT. Ce courant, qui est majoritaire dans la direction de certains Etats déterminants, est partie prenante des directions syndicales classistes, et constitue désormais le courant le plus important dans la tendance étudiante liée au PT. Cette tendance est en position de remporter la direction de l'Union nationale des étudiants (UNE) (4) dans les mois qui viennent.

Une lutte cohérente des marxistes révolutionnaires dans le PT ne peut se développer qu'en se concevant comme les constructeurs les plus résolus, les plus militants, les plus clairs politiquement, les plus définis du point de vue programmatique, du point de vue national et international, les plus « pétistes », car la construction du parti révolutionnaire est aujourd'hui inséparable des progrès dans la construction de ce parti ouvrier de masse, avec ses 400 000 affiliés, ses millions d'électeurs, et dans la défense de ses définitions initiales comme parti sans patrons, socialiste, et animé par une large démocratie interne.

Jorge BUARQUE
Sao Paulo, octobre 1982.

4. L'Union nationale des étudiants (UNE) est, au Brésil, une véritable organisation de masse, dans la mesure où tous les étudiants sont censés participer à l'élection de ses structures. Elle est actuellement dirigée par une coalition de courants animée par le Parti communiste du Brésil (PC do B, pro-albanais). Une forte opposition s'est développée, qu'une référence commune au PT a contribué à unifier. Le courant lié à *Em Tempo*, particulièrement fort au Rio Grande do Sul et au Minas Gerais, y joue un rôle déterminant.

Lula, Sandra, Perly décrivent la campagne électorale du PT

Trois candidats gouverneurs, respectivement pour les Etats de Sao Paulo, Minas Gerais et Espirito Santo, décrivent ci-après le développement de la campagne électorale du PT et ses problèmes. L'entrevue avec Luis Inacio Da Silva « Lula » a été publiée par le bimensuel Em Tempo le 14 juillet 1982, et celle de Sandra Starling dans l'édition du 25 août de cette même revue, tandis que l'interview de Perly Cipriano a été réalisée par le correspondant d'Inprecor.

« LULA » : « NOUS PARTICIPONS POUR GAGNER »

« EM TEMPO » : — La plate-forme nationale du PT comme sa plate-forme pour Sao Paulo parlent de « conseils populaires » dans l'administration du PT. Comment envisages-tu cette question ?

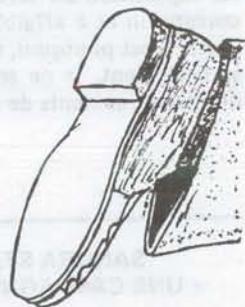
« LULA » : — Nous devons encore préciser ce que nous entendons par là. Je crois que ces conseils auront pour fonction la délibération sur tout ce qui sera entrepris dans la municipalité et l'Etat, et

qu'on lui donne (nous devons éviter un nom qui soit « brûlé »), et ce sera l'organe qui devra déterminer réellement les mandats du gouvernement de l'Etat.

Dans notre conception, en tant que parti, gouverner à quelque niveau que ce soit n'a de sens que si c'est avec le peuple, et non en considérant l'exécutif comme la propriété privée des gouvernants, comme c'est la tradition dans ce pays. Les choix politiques, généraux et particuliers, comme la nomination des autorités, tout doit passer par une délibération collective de la population.

— Certains secteurs de l'opposition commencent à parler de gouvernements de large coalition démocratique après les élections de novembre, regroupant tous les partis d'opposition. Quelle est ton opinion sur ce que devra faire le PT, qu'il gagne ou qu'il soit battu ?

— Ecoute, à mon avis, dans la mesure où le PT n'a pas encore discuté de la question, quel que soit le parti d'opposition qui gagne les élections, il n'aura



aussi le contrôle sur l'exécution des décisions. A la différence de ceux qui parlent beaucoup de « participation » sans aucune proposition concrète, pour le PT, ces conseils devront avoir un pouvoir de décision et ne seront pas de simples organes consultatifs servant à légitimer a posteriori des décisions déjà prises en petit comité. Ils devront intégrer aussi bien des représentants de quartier que de catégories professionnelles et d'entreprises. Au niveau des Etats, ils devront être structurés à partir des municipalités. Nous aurons donc, au niveau de l'Etat, une Assemblée populaire, quel que soit le nom

pas les moyens de gouverner seul (dans l'Etat de Sao Paulo) et il aura donc besoin du soutien politique de l'ensemble des oppositions. En ce qui concerne le PT, je crois que la contribution que nous pourrions donner à un gouvernement d'un autre parti d'opposition, dans quelque Etat que ce soit, ce sera un travail critique de contrôle. Tu sais, il ne suffit pas de participer et d'accepter un secrétariat pour dire que le parti participe réellement au gouvernement. Je crois que cela n'intéresse pas le PT, du moins à mon avis.

Ce que nous devons faire, c'est de l'extérieur du gouvernement, par la

critique et la dénonciation de ce qui est erroné, en organisant le mouvement populaire, pour obtenir plus de ce gouvernement ; on n'a pas besoin pour cela d'accepter quelque charge que ce soit. Cependant, au moment opportun, le PT convoquera une convention au niveau de l'Etat ou au niveau fédéral pour se prononcer à ce sujet. Mais moi, « Lula », en tout cas, je n'accepterais jamais d'entrer dans un gouvernement d'un autre parti d'opposition. Je crois que notre rôle est autre.

Au cas où nous l'emporterions, les postes gouvernementaux ne seraient pas occupés exclusivement par des gens du PT. Mais nous n'allons pas davantage répartir les responsabilités entre les partis d'opposition dans une problématique de coalition. Notre gouvernement nommera

Affiche du PT : « Un parti sans patrons, pour un gouvernement des travailleurs ! » (DR)



à telle ou telle fonction les personnes ayant les capacités requises et en accord avec la ligne générale de notre politique. La répartition ne sert qu'à engendrer la corruption et à affaiblir l'organisation du parti. C'est pourquoi, dans cette hypothèse également, je ne serai pas favorable à des gouvernements de coalition.

« EM TEMPO »
14 juillet 1982.

SANDRA STARLING : « UNE CAMPAGNE DE LUTTE »

« EM TEMPO » : — Comment le PT utilise-t-il la campagne électorale pour impulser et appuyer la lutte des travailleurs ?

Sandra STARLING : — A Santa Vitória, dans le triangle minier, par exemple, nous avons réussi à réunir lundi soir 200 à 250 journaliers agricoles dans la salle municipale. Ce sont des gens qui se lèvent à 4 heures du matin et qui pourtant sont restés là de 19 h 30 jusqu'à 23 heures, à discuter avec nous et à présenter leurs revendications. Notre campagne est une campagne de lutte. Cela veut dire que nous n'allons pas seulement dans les endroits où nous allons avoir des voix. Ainsi,

je suis allée avec Vicente Nica, candidat député fédéral du PT, à Cachoeirinha, au nord-est du Minas, où nous avons formé un directoire municipal du PT. J'étais la seule de tous les candidats au poste de gouverneur présente au meeting de solidarité avec les paysans pauvres expulsés de leur terre, qui a été brutalement réprimé par la police politique du Minas. En plus d'un détachement de la police militaire de 200 hommes, la police politique a envoyé 150 agents armés de mitraillettes, de révolvers et de couteaux pour intimider les travailleurs. Plusieurs camions qui transportaient les travailleurs de la région vers la réunion ont été empêchés d'atteindre Cachoeirinha, sous prétexte qu'ils ne remplissaient pas les conditions de sécurité pour le transport des personnes, préoccupation qui contraste avec les moyens de

transport utilisés quotidiennement pour le déplacement des journaliers agricoles ...

— Et comment se déroule la campagne dans les grandes concentrations ouvrières du Minas ?

— Avant d'organiser de grands meetings, nous avons commencé notre campagne dans la classe ouvrière avec ce que nous appelons le « porte-à-porte » des usines. On attend la sortie ou l'entrée des équipes (l'entrée est préférable) et nous distribuons les bulletins de la campagne. Le premier présente le parti et explique l'importance pour la classe travailleuse d'avoir un parti indépendant. Nous y allons avec les drapeaux du PT, et les militants et candidats font des mini-meetings à la porte des usines. Dans la deuxième phase, nous distribuons le bulletin de présentation des candidats aux charges de gouverneur et sénateur, et un bulletin réfutant la fable du « vote utile » lancée par le PMDB. Et, dans la troisième phase, nous présentons la propagande des candidats à la députation. Ensuite, nous passerons à l'organisation des grands meetings et des manifestations de rue.

Les candidatures du PT sont devenues des moyens de communication ambulants pour populariser d'une région à

l'autre les luttes et les revendications ouvrières, les campagnes syndicales, la dénonciation de la répression. Voilà le rôle du PT dans la campagne.

« EM TEMPO »
25 août 1982.

PERLY CIPRIANO, CANDIDAT GOUVERNEUR DE ESPIRITO SANTO

« INPRECOR » : — Comment se pose la question du « vote utile pour le PMDB », ici, à Espirito Santo ?

Perly CIPRIANO : — Notre pays connaît une conjoncture de récession économique, bien que le gouvernement s'efforce de freiner cette récession le temps de la campagne électorale. Le PT a un programme propre qui prétend réaliser l'unité des travailleurs des villes et des campagnes. Pour cela, nous allons affronter non seulement la dictature militaire, mais aussi les partis d'opposition qui, en pratique, veulent en finir avec le PT sous prétexte du prétendu « vote utile ». Pour nous, il n'y a aucun doute : le seul vote utile est celui qui permet d'organiser les travailleurs.

A Espirito Santo, nous avons un exemple typique de cette hypocrisie du « vote utile ». Le candidat du gouvernement, Carlitos, a été à l'origine l'un des fondateurs du MDB, ensuite il est passé à l'ARENA, et il est aujourd'hui candidat du PDS. Le candidat gouverneur du PMDB, Camata, a été pendant seize ans le représentant du parti de la dictature militaire : du coup d'Etat de 1964 jusqu'à 1980. Pendant la période du gouvernement du général Geisel, il a même été vice-président de la fraction parlementaire du PDS. Enfin, le candidat vice-gouverneur du PMDB est l'un des plus grands latifundiaires de l'Etat d'Espirito Santo, qui vient d'acheter une propriété pour 900 millions de cruzeiros et qui est compromis avec les secteurs les plus conservateurs de l'Etat.

Le gouvernement veut une « adaptation démocratique » à partir du sommet. C'est pourquoi il a besoin d'élections, afin de modeler une nouvelle composition des forces. En apparence, il a perdu au profit du PMDB. Mais ce n'est qu'une apparence : il y a des cadres qui se déplacent du PDS au PP et au PMDB, mais c'est pour le transformer en un parti toujours plus fiable pour la dictature. Le gouvernement va perdre dans certains Etats. Mais avec des gouverneurs comme Camata ici, Tancredo Neves (ancien dirigeant du PP) au Minas, ou Moro Teixeira à Rio de Janeiro, et bien d'autres encore, il ne s'agirait pas d'une défaite mais d'une redistribution des forces dans la perspective de créer de nouveaux partis en 1983. Le gouvernement dispose encore de marges de manœuvre pour traiter avec ces partis prétendument d'opposition.

Le PT est donc le seul parti qui va continuer en 1983. Il est donc facile de comprendre son importance. ■

Propos recueillis par « INPRECOR »
Espirito Santo, septembre 1982.

La faillite économique du "miracle" brésilien

Mauricio LEMOS

De 1974 à 1978, la politique économique de la dictature résilienne s'est caractérisée nettement par le « *stop and go* », les années de ralentissement alternant avec les années d'expansion relative.

De 1976 à 1978, l'inflation s'est élevée au niveau de quelque 40 % par an. Malgré des taux d'intérêts élevés, le développement des dépenses de l'Etat a permis durant cette période de maintenir un taux d'expansion substantiel de la production et de l'emploi.

En apparence, la situation économique était bien maîtrisée en 1978, et la dictature cherchait purement et simplement à maintenir les choses en l'état, en attendant des jours meilleurs pour le capitalisme international.

A posteriori, il est facile de constater que cette stratégie a complètement échoué. Pourtant, certaines raisons de cet échec étaient perceptibles dès 1978.

La première d'entre elles, c'est que l'une des caractéristiques du « modèle brésilien », à savoir la forte imbrication entre l'Etat et le grand capital, ne fut en rien altérée. Elle fut au contraire renforcée par les effets de la crise. Le rôle de l'Etat comme financier, pourvoyeur de subventions et marché du grand capital s'accrut. Le déficit budgétaire, qui avait été réduit à moins de 2 % du produit intérieur brut (PIB) pendant la période du « miracle », grimpa en conséquence à plus de 5 % en 1978.

Le financement du déficit budgétaire provoquait une inflation difficilement contrôlable, que ce soit par les taux d'intérêts élevés, par la montée en flèche des prix des biens et services produits par le secteur d'Etat, ou par la spéculation débridée des secteurs oligopolistiques bénéficiant d'un marché garanti par l'Etat.

La deuxième raison de l'échec de la stratégie du ministre de l'Economie de l'époque, Simonsen, est liée à la première : la contrepartie nécessaire du déséquilibre financier interne se trouve dans le déséquilibre financier externe. Cela s'explique par le fait que le maintien d'un certain rythme de croissance sans apport du grand capital — en particulier du capital multinational — implique la détermination d'un niveau de production artificiel, soutenu seulement par les dépenses et investissements de l'Etat. Ainsi, le mouvement de capital (investissements) et d'exportations devient asymétrique par rapport à la croissance du produit intérieur, du profit et des importations. Il

en résulte un déséquilibre chronique de la balance des paiements, couvert par un flux financier spéculatif, souvent à court et même très court terme. C'est la tendance du processus d'endettement extérieur brésilien, composé aux trois quarts de la dette à court et moyen terme.

La troisième raison de l'échec stratégique de Simonsen, c'est le complet immobilisme de sa politique économique. L'Etat a été contraint de maintenir la même structure de dépenses, paralysant toute possibilité d'un recyclage économique, qu'il s'agisse de la politique énergétique, industrielle, ou même des transports. De ce point de vue, des initiatives du type du Plan Alcool ou du chemin de fer de l'acier, vu leurs effets limités, reflètent bien les vieux intérêts présentés sous la forme d'un pseudo-recyclage.

Dans ces conditions, le prétendu « capitalisme monopoliste d'Etat », malgré le maintien d'une certaine planification étatique, ne parvient pas à maîtriser l'anarchie capitaliste. C'est ce que confirme la paralysie totale de l'appareil d'Etat dans une situation de crise. 1978 représentait le point le plus aigu de la crise, marquée par un taux d'inflation record et une dette extérieure galopante (voir Tableau).

TAUX D'INFLATION, DE VARIATION DU PIB ET D'EVOLUTION DE LA DETTE EXTERIEURE (par année)

Année	Inflation (en %)	Variation du PIB (en %)	Dette extérieure (en millions de dollars)
1971	19	11,3	2 000
1973	24	11,7	5 000
1974	32	8,9	13 000
1977	39	5,0	25 000
1979	78	6,5	40 000
1980	110	8,0	48 000
1981	95	(3,5)	56 000

Sources : FIBGE, *Anuario Estadístico*, et FGV, *Conjuntura Economica*.

LA PÉRIODE D'INFLATION « CORRECTIVE » : 1979-1980

L'année 1979 est marquée par un mouvement gréviste qui prend son point de départ dans la banlieue industrielle de Sao Paulo, l'ABC, et s'étend à diverses régions du pays.

La modification de la politique salariale peut être considérée comme une conquête effective de ce cycle de luttes, dans la mesure où il a abouti à changer la

périodicité des réajustements (désormais semestriels) et à réduire le degré d'arbitraire dans la fixation du réajustement. Même en tenant compte de l'accentuation de la politique de *turn over* de la main-d'œuvre de la part du patronat (qui est cependant limitée par les propres impératifs de fonctionnement des entreprises), il y eut sans aucun doute un gain qui permit au moins d'empêcher une baisse du salaire réel dans un moment de forte inflation.

De fait, au milieu de 1979, les pressions inflationnistes étaient assez fortes, nourries par le nouveau cours à la hausse du pétrole sur le marché international. D'autre part, le déficit budgétaire se révélait de plus en plus profond. Le gouvernement optait pour son financement sur



l'*open market* (marché libre) par des titres de la dette publique dont la forte rotativité les fait habituellement qualifier, sur le marché financier, de « quasi-monnaie ». Cette politique accélérât la spéculation financière et élevait encore les taux d'intérêt.

La recrudescence inflationniste devenait inévitable. La solution, pour le ministre Simonsen, était une politique récessionniste, avec des coupes sombres dans les dépenses de l'Etat et un blocage des salaires. Mais les deux mesures, et en particulier la seconde, n'étaient pas viables. En août 1979, Simonsen démissionnait et il était remplacé par Delfim Neto.

Dès son entrée en fonction, Delfim Neto écarta le dilemme inflation ou récession. D'après lui, la situation économique présentait des similitudes par rapport à la conjoncture de 1967-1968 quand, après une période prolongée de ralentissement industriel, l'ensemble de l'industrie tournait avec une forte marge de capacités inemployées. Le gouvernement bénéficiait, à l'époque, d'une grande expansion des zones agricoles cultivées et du blocage des salaires consécutifs à la défaite infligée aux travailleurs. Grâce à cet ensemble de données, il fut alors possible de mettre en œuvre une réforme fiscale réactionnaire, combinant une forte augmentation des impôts indirects et une réorganisation des prix des produits et services du secteur étatisé.

LA RÉCESSION 1981-1982

En d'autres termes, l'inflation alimentée par la réforme et le réaménagement des prix fut compensée par le blocage

ge des salaires et la baisse des prix agricoles. Partant de cette expérience passée, Delfim Neto définit sa politique autour de trois axes :

a) aide à l'agriculture à travers une politique de crédits subventionnés et la fixation de prix minima ;

b) réajustement des prix du secteur productif public et augmentation de certains impôts indirects ;

c) abandon de la politique de financement du déficit par le recours à l'*open market*, afin de permettre une réduction substantielle des taux d'intérêts réels.

Mais le résultat de l'augmentation des prix du secteur étatique et des impôts, combinée à des comportements fortement spéculatifs, se traduit au contraire par une flambée inflationniste. Dès la fin de 1980, l'inflation approchait les 80 %. A la fin de l'année suivante, elle avait dépassé les trois chiffres, passant de 42 % en 1977 à 78 % en 1979 et à 110 % en 1980.

Les raisons d'un échec aussi éclatant tiennent à la différence structurelle de conjoncture économique entre 1967-1968 et 1979-1980. On peut affirmer, pour être bref, que le rapport de forces entre capital et travail s'est modifié substantiellement (et avec lui la politique salariale). Il faut ajouter à cela les modifications intervenues dans la structure agricole et dans la concurrence au sein du secteur industriel lui-même. Au vu de l'échec de la politique économique, le capital financier (national et international) se mit à opérer comme groupe de pression pour imposer une réorientation.

Le remède préconisé par le Fonds monétaire international (FMI) est simple et consiste en la traditionnelle politique monétariste, avec réduction des dépenses d'Etat et fort taux d'intérêts.

Les effets de l'élévation des taux d'intérêts furent aussitôt ressentis par l'industrie. Dans les premiers mois de 1981, l'industrie automobile enregistra une chute de 50 % des ventes, du fait de la restriction brutale du crédit à la consommation (qui atteignit des taux de 200 %). Il en alla de même pour l'ensemble de l'industrie des biens de consommation durables et des biens intermédiaires.

Il s'agit sans aucun doute de la première récession dans l'histoire du pays depuis 1930. Ses effets sur l'emploi sont alarmants. En décembre 1981, l'emploi industriel marquait officiellement un recul de 13 % par rapport à décembre de l'année précédente. Pour les statistiques officielles, la situation n'aurait rien de catastrophique, dans la mesure où le taux de chômage dans les métropoles s'élevait à « seulement » 8 % de la population active. Mais il ne s'agit là que du chômage ouvert, que les statistiques distinguent du chômage dissimulé, pudiquement qualifié de « sous-emploi ». Or, l'ensemble du chômage ouvert et dissimulé s'élève, dans les principales régions urbaines, à 30 % de la population active ...

Apparemment, la politique de récession aurait produit certains résultats, tels

que l'amélioration de la balance des paiements et la chute du taux d'inflation. La balance des paiements a été, en effet, redressée grâce à une chute de 20 % des importations. Pourtant, le solde positif de la balance commerciale n'a guère dépassé le milliard de dollars, vu le faible développement des exportations au cours de l'année (un peu plus de 23 milliards de dollars au lieu des 25 escomptés). L'indice général d'inflation a été réduit de 110 % à 95 % entre décembre 1980 et décembre 1981, ce qui reste dérisoire par rapport à l'effort récessionniste déployé.

Il y a trois raisons fondamentales à ce nouvel échec. La première, c'est la politique de dévaluation du cruzeiro au-dessus du taux d'inflation (près de 97 % en 1981) qui, ajoutée à la hausse du dollar (12 %), a provoqué une hausse moyenne de 110 % des prix des produits importés en 1981. La deuxième tient au réajustement des prix du secteur d'Etat, dans la continuité de la politique suivie en 1979-1980. Il faut ajouter enfin le comportement des grandes entreprises oligopolistiques. En réalité, le gouvernement libéra leurs prix dès décembre 1980 pour compenser les taux d'intérêts élevés. En conséquence, tous les secteurs industriels dominés par des entreprises oligopolistiques procédèrent à des augmentations de prix bien au-dessus du niveau moyen d'inflation. Le cas le plus clair est celui du secteur du matériel de transport, dont les prix se sont élevés de 149 % en dépit d'une chute des ventes de 35 % en 1981. Tout indique donc que le recul de l'inflation en 1981 a été permis par les secteurs peu concentrés et en particulier par l'agriculture, qui peut compter sur la perspective d'une bonne récolte.

LA REMONTÉE DE L'INFLATION

L'année 1982 s'est ouverte avec les pressions habituelles des secteurs industriels pour obtenir une modification de politique. Le gouvernement a répondu par une légère réduction de l'impôt sur les opérations financières et en faveur du crédit à la consommation.

Ces mesures ont permis une petite reprise du secteur des biens durables, qui a aidé à stabiliser, à partir de février 1982, la baisse d'activité de l'ensemble du secteur industriel. Elle a également permis une stabilisation du niveau de l'emploi. Cependant, rien ne garantit une reprise plus générale, même limitée. Les indices montrent au contraire que la récession continue, si l'on en croit notamment le vieil indice classique de reprise du niveau des investissements. Les investissements continuent à baisser et on n'a pas atteint le fond du puits.

La gravité de la récession actuelle s'ajoute aux difficultés d'exportation liées à la situation internationale. Ainsi, la chute des prix des produits exportés est quasi générale. En même temps, des partenaires commerciaux qui avaient acquis récemment une importance croissante pour le Brésil, comme l'Argentine, le Chili, le Venezuela et le Nigeria, ont réduit substan-

tiellement leurs importations. On estime au bout du compte que la valeur nominale des exportations pour l'année en cours ne doit pas dépasser les 23 milliards de dollars (au cours monétaire de l'an passé), ce qui revient, en termes réels, à une baisse de 10 % dans l'hypothèse où le taux de hausse du dollar resterait stable.

Au vu des maigres résultats de la politique économique au premier semestre 1982, les perspectives pour la fin de l'année sont peu encourageantes pour le gouvernement. En réalité, les technocrates s'en sont tenus cyniquement à l'attente d'un miracle, une fois que leur propre politique eut alimenté directement ou indirectement l'inflation. Directement, parce que la politique d'augmentation du change et des prix du secteur public est devenue une locomotive de l'inflation depuis 1979. Et indirectement, du fait de leur connivence totale avec la politique des prix des grandes entreprises, qui s'est poursuivie au premier semestre 1982, dans la ligne déjà suivie l'année précédente.

L'inflation ne semble pas devoir en rester là. On peut s'attendre à ce que 1982 se termine avec un taux record d'inflation, supérieur à 110 % ...

LES PERSPECTIVES

Conjoncturellement, l'inflation et la récession sont le résultat de la politique du régime. Pour la bourgeoisie brésilienne et internationale, c'est un sérieux indice d'une certaine irréversibilité de la crise au Brésil même. Les hypothèses à ce sujet sont innombrables, mais on peut souligner trois éléments structurels :

a) le relatif « manque de souffle » de l'agriculture comme base d'appui pour une politique de reprise anti-inflationniste (rôle qu'elle a joué à la fin des années 1960). Paradoxalement, la difficulté se trouve dans la modernisation de l'agriculture, qui introduit des coûts (c'est-à-dire un marché pour les multinationales) sans contrepartie de gains de productivité correspondants ;

b) la perte d'importance relative des salaires dans la valeur industrielle ajoutée, par rapport aux profits, aux intérêts et aux impôts. Les effets d'une politique anti-inflationniste de blocage des salaires s'en trouvent limités d'autant ;

c) l'existence d'une crise générale du système capitaliste international qui n'a pas donné pour l'instant de signes de reprise.

Tout indique que ces trois éléments ont été les paramètres incontournables des hauts et des bas que connaissent les politiques de stabilisation bourgeoises. Concrètement, ces difficultés se traduisent par une crise fiscale permanente, qui rend la situation brésilienne comparable à celle de l'Argentine. Voilà qui symbolise bien l'image d'un capitalisme stagnant, en crise permanente et en décadence. ■

Mauricio LEMOS

« Perspectiva Internacional », numéro 3
Sao Paulo, juillet-août 1982

Le testament de Lopez Portillo

Ce que signifie la nationalisation des banques mexicaines

LE mercredi 1er septembre 1982, à l'occasion de son sixième et dernier rapport annuel devant le Congrès mexicain réuni en session extraordinaire, le président Lopez Portillo — qui, à l'issue des élections du dimanche 4 juillet dernier, cédera la place à Miguel de la Madrid, candidat élu du même parti, le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) —, n'a pas raté sa sortie. Mettant le futur gouvernement mexicain devant le fait accompli, il a annoncé comme ultime mesure la nationalisation des banques privées mexicaines et l'institution du contrôle des changes. Dénonçant la fuite des capitaux vers les Etats-Unis, José Lopez Portillo a précisé : « *L'Etat mexicain n'a jamais exproprié pour le plaisir d'exproprier, mais pour des raisons d'utilité publique. En l'occurrence, le gouvernement n'élimine pas seulement un intermédiaire, mais un instrument qui a plus que suffisamment prouvé son manque de solidarité avec les intérêts du pays et de l'appareil productif.* (1) »

Tout en correspondant à des revendications populaires contre la fuite des capitaux, la nationalisation des banques et le contrôle des changes restent néanmoins des mesures partielles incapables de résoudre la crise économique et financière que connaît actuellement le Mexique. Parce qu'elles constituent des mesures tardives, laissant intactes les banques étrangères, proposant une indemnisation des banquiers nationalisés, laissant de côté la nécessaire nationalisation des entreprises importantes dans lesquelles ces banques privées détenaient des actions. Toutefois, la nationalisation des banques constitue sans conteste un coup porté à un secteur de la bourgeoisie mexicaine très lié à l'impérialisme.

En s'en prenant ainsi aux « *sacadolares* » (ceux qui faisaient sortir les dollars du pays), José Lopez Portillo visait sans doute un double objectif. Tout d'abord, donner à l'Etat un poids plus grand sur l'économie du pays, par la maîtrise d'une partie des circuits bancaires, pour lui permettre de trouver les moyens financiers de faire face à sa situation d'endettement important sans s'en prendre trop directement et uniquement au niveau de vie des masses populaires. Le second objectif de ces mesures est de redonner un vernis nationaliste au régime du

PRI empêtré dans l'échec de sa « réforme politique », face au risque d'une crise institutionnelle du système de parti unique de fait qui a fonctionné jusqu'alors. La consultation électorale du 4 juillet dernier a en effet démontré une certaine perte d'influence du PRI au profit de la droite, avec le Parti d'action nationale (PAN) et de la gauche, notamment représentée par le Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT) et le Parti socialiste unifié mexicain (PSUM) (2), qui est la nouvelle dénomination du Parti communiste. José Lopez Portillo, à la veille de la passation constitutionnelle du pouvoir à Miguel de la Madrid, veut en quelque sorte donner un second souffle au populisme déjà bien mal en point du PRI, notamment en resserrant les liens du gouvernement avec la bureaucratie syndicale. Ainsi, quelques jours après l'annonce de la nationalisation des banques, une manifestation de soutien au gouvernement d'un million de personnes avait lieu, tandis que les bureaucrates syndicaux préoyaient une ponction sur le salaire des travailleurs pour payer l'indemnisation des banquiers ...

La nationalisation des banques et le contrôle des changes ne sont toutefois guère susceptibles de maintenir sur une longue période un « état de grâce » en faveur du nouveau gouvernement de Miguel de la Madrid. Déjà, un Front contre la vie chère s'est constitué à Mexico, à l'initiative de nombreuses organisations populaires, la question de la terre reste brûlante pour les paysans, et les revendications salariales — le salaire minimum doit être fixé en janvier 1983 — sont toujours à l'ordre du jour. Le gouvernement ayant peu de marges de manœuvre pour accorder aux masses des concessions économiques significatives, la polarisation sociale, en partie illustrée par le résultat des élections du 4 juillet, ne peut que se développer, d'autant plus que la mesure de nationalisation des banques sera mise au crédit de l'ancien gouvernement de José Lopez Portillo plus qu'à celui de Miguel de la Madrid.

Nous publions ci-dessous de larges extraits d'un article consacré aux mesures prises par José Lopez Portillo, publié dans le numéro 237 du 13 septembre 1982 de *Bandera Socialista*, organe du Parti révolutionnaire des travailleurs, section mexicaine de la IVe Internationale.

« BANDERA SOCIALISTA »

En 1978, l'économie mexicaine a connu une courte période de redressement qui a coïncidé avec un cycle allant dans le même sens au niveau mondial. Mais ce redressement ne s'est jamais consolidé et la croissance économique n'a jamais adopté un rythme accéléré comme le prétendait le gouvernement. La baisse du prix du pétrole sur le marché mondial n'a été que l'annonce du début d'une nouvelle récession internationale, qui allait avoir sur le Mexique des effets catastrophiques. Ainsi, dans la seconde moitié de 1981 a été enregistré le début d'une chute de la production nationale et une croissance accélérée de l'inflation.

En 1982, l'économie est entrée dans une crise telle que l'on n'en avait pas vue depuis longtemps. Dévaluation par deux fois du peso en un an, réduction drastique

de l'utilisation de la capacité de production des entreprises, faillites et fermetures d'usines, chute verticale de la production, croissance accélérée de la dette extérieure, chômage massif, chute vertigineuse du salaire réel et inflation galopante annuelle qui atteint les 100 %, en sont les aspects essentiels.

José Lopez Portillo a tenté, dans son rapport du 1er septembre dernier, de justifier sa politique en expliquant que sous sa présidence, les installations pétrolières et industrielles s'étaient développées, tout comme la production agro-alimentaire, grâce au Système alimentaire mexicain (SAM), et que le salaire réel avait augmenté. D'après lui, il n'y avait pas d'autre possibilité que l'utilisation du pétrole pour le financement d'un développement indépendant. Mais les faits démentent les propos de José Lopez Portillo.

Loin d'être un pas en avant vers l'indépendance, le résultat de cette politique a été une plus grande intégration de l'économie mexicaine à l'économie nord-américaine, la rendant ainsi toujours plus dépendante de la politique US. Le pétrole a fondamentalement été utilisé pour obtenir des devises et non pour développer l'industrie mexicaine. La conséquence de tout cela c'est que Petroleos Mexicanos (PEMEX) est aujourd'hui l'entreprise d'Etat la plus endettée, qui dépend toujours plus pour sa technologie des capi-

1. *Le Monde*, 3 septembre 1982.

2. Sur les résultats des élections du 4 juillet dernier, voir l'interview de Edgardo Sanchez, membre du Bureau politique (BP) du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), section mexicaine de la IVe Internationale, dans *Inprecor* numéro 134, du 11 octobre 1982.

taux impérialistes (3). D'un autre côté, la croissance industrielle a été très inférieure à la croissance de l'industrie pétrolière, provoquant ainsi le phénomène qu'on nomme « la pétrolisation de l'économie ».

Concernant la « croissance » de l'emploi et du salaire réel, la réalité montre que les affirmations de José Lopez Portillo ne sont que mensonges. Entre la dévaluation du peso du 17 février 1982 et aujourd'hui, c'est un million de travailleurs qui ont perdu leur emploi, dépassant ainsi largement le pourcentage de chômage et de sous-emploi qui était de 52 % de la population active. Rien qu'entre 1976 et 1981, le salaire réel a baissé de 26,6 %. Avec les deux dévaluations et l'inflation croissante, ce pourcentage est bien supérieur aujourd'hui.

CROISSANCE ARTIFICIELLE ET « DOLLARISATION »

Fondé sur les revenus pétroliers et la dette extérieure et accompagné d'une faible croissance industrielle, d'une perte de compétitivité des produits nationaux sur le marché mondial, d'un rétrécissement du marché intérieur du fait du chômage et des bas salaires, le développement économique a donné lieu à une croissance artificielle. La récession dans les pays impérialistes, qui a fermé des marchés à la production mexicaine, qui fait monter les taux d'intérêt des crédits financiers, qui oblige à baisser le prix du pétrole et des autres matières premières, a révélé la réalité de l'économie mexicaine.

La crise actuelle n'est pas uniquement due aux problèmes de l'économie mondiale et de son interaction sur l'économie mexicaine. Sa profondeur est également le produit de la politique suivie par le gouvernement de José Lopez Portillo : il a gonflé un ballon qui n'a pas tardé à éclater.



Cette situation a eu pour résultat la perte de valeur du peso sur le marché mondial. A cela s'ajoute le fait que l'inflation au Mexique est nettement supérieure à celle des USA, inflation stimulée de plus artificiellement par le capital monopoliste afin d'accroître ses profits. Ainsi, le peso ne correspondait plus à la parité qu'il voulait maintenir avec le dollar. La spéculation sur le dollar a fait le reste. Il ne s'agit plus seulement d'une économie « pétrolisée » mais aussi d'une « dollarisation » de cette économie. Les capitalistes préfèrent manier des dollars plutôt que des pesos dévalués. La dévaluation de février dernier, plus celle d'août, n'ont fait qu'ajuster le taux de change du peso à la réalité (4).

Cela n'a fait qu'aggraver la situation. Les investissements ont diminué de façon considérable et la spéculation a atteint un niveau vertigineux. Bien évidemment, le secteur qui avait le plus de facilités pour spéculer avec des dollars était celui de la bourgeoisie financière, particulièrement actif au travers des banques. José Lopez Portillo lui-même a pu déclarer que « les comptes bancaires récents des Mexicains à l'étranger atteignent pour le moins les 14 milliards de dollars ». Les biens immobiliers et fonciers aux USA, propriétés des Mexicains, sont estimés à une valeur de 25 milliards de dollars. « Cela a occasionné une sortie de devises supplémentaire (...) de l'ordre de 8,5 milliards de dollars. Les comptes dans les banques mexicaines, qui sont établis en dollars mais qui ont été approvisionnés majoritairement à leur origine en pesos atteignent les 12 milliards. (...) Nous pouvons affirmer en conséquence que sont sortis du circuit de l'économie mexicaine, au cours des deux ou trois dernières années au moins 22 milliards de dollars, qu'il s'est créé une dette privée (...) de l'ordre de 17 milliards de dollars qui s'ajoutent à la dette extérieure du pays. Ces sommes, ajoutées aux 12 milliards de mex-dollars, soit au total environ 50 milliards de dollars US, sont équivalents à la moitié du passif total du système bancaire mexicain dans son ensemble, et représentent autour des deux tiers de la dette publique et privée du pays. (5) ».

NATIONALISATION DE LA BANQUE ET CONTROLE DES CHANGES

Devant cette situation de pillage qui laisse le pays sans devises et réduit à

néant les plans de financement et le contrôle des changes partiel que le gouvernement avait instauré en août 1982, José Lopez Portillo a recours à des mesures radicales : nationalisation de la banque et contrôle généralisé des changes.

Cette mesure, sans aucun doute l'une des plus importantes prise par un gouvernement mexicain au cours des dernières années, a pour but de poser les jalons de la sortie du chaos financier actuel et d'une réactivation de l'économie. Dans son rapport du 1er septembre, José Lopez Portillo affirme vouloir repousser les remèdes classiques utilisés dans des situations semblables (« priver le patient de nourriture, le soumettre au repos forcé », c'est-à-dire la récession, les bas salaires, le chômage). Mais ce qu'il ne dit pas, c'est que c'est sa politique d'austérité qui a provoqué la situation dont il essaie aujourd'hui de sortir.

La banque, c'est le cœur du système capitaliste moderne. Elle concentre le capital-argent et, dans des circonstances déterminées comme celle que nous avons connue, elle est le canal de la spéculation et du pillage des devises. Dans les pays arriérés, qui ont un secteur capitaliste industriel faible, la banque ne peut impulser un développement capitaliste productif, car elle doit en premier lieu répondre aux nécessités de profit des capitalistes privés et les intérêts de ces derniers ne se trouvent pas dans l'industrialisation mais, comme cela a été démontré, dans la spéculation, dans l'investissement immobilier, dans les investissements financiers à taux fixes.

Un autre recours utilisé par le gouvernement pour relancer l'économie a été l'endettement extérieur qui atteint actuellement les 85 milliards de dollars, le plus élevé du monde.

C'est sur ces deux piliers — l'exploitation et l'exportation du pétrole et l'endettement extérieur — que s'est basé le développement de l'économie. Avec cela a été appliquée une politique d'austérité, fixant des plafonds aux salaires afin d'abaisser le coût de la main-d'œuvre, et de maintien des subventions au développement industriel et agricole, grâce aux matières premières et à l'énergie à bon marché, aux exemptions d'impôts et aux crédits d'Etat. Les bénéficiaires en ont été les grandes entreprises industrielles, notamment celles à capitaux impérialistes.

Par rapport à la campagne, c'est la même politique qui a été suivie. On a

3. La PEMEX est l'entreprise d'Etat qui contrôle la prospection, l'extraction et le raffinage du pétrole ainsi que le secteur de la pétrochimie de base.

4. Le peso mexicain a connu une première dévaluation de fait le 17 février 1982. Le dollar est alors passé d'un peu plus de 25 pesos à près de 50. L'inflation s'est aussitôt accélérée (+ 39 % dans les seuls sept premiers mois de l'année). En quelques jours, 800 millions de dollars ont été achetés par des Mexicains et l'équivalent de 240 millions de dollars ont passé la frontière. Le 5 août, le gouvernement décidait de donner une double parité au peso par rapport au dollar, un taux de change préférentiel pour financer les importations non somptuaires et un taux libre pour les autres transactions. En quelques jours, le dollar était coté à 90 pesos

sur le marché libre, enregistrant ainsi une hausse de 300 % en six mois (cf. *le Monde*, 12 août 1982).

5. Les 22 milliards de dollars sortis du Mexique l'ont été essentiellement pour l'acquisition à crédit de biens immobiliers. Cela a entraîné à son tour une dette privée sur laquelle l'Etat a peu de prise directe. Les mex-dollars correspondent, quant à eux, aux 12 milliards de dollars US déposés dans les banques mexicaines. Dans son discours du 1er septembre, José Lopez Portillo n'a pas hésité à déclarer qu'« un groupe de Mexicains, conseillés et appuyés par les banques privées, a sorti plus d'argent du pays que les empires qui nous ont exploités depuis le commencement de notre histoire » (*le Monde*, 3 septembre 1982).

favorisé la croissance des industries agro-alimentaires produisant pour l'exportation, généralement à capitaux monopolistiques, et on a frappé durement le paysan, en lui enlevant des terres, en le mettant au chômage ou en le convertissant en salarié sur sa propre parcelle. Et s'il est vrai que la production agro-alimentaire a augmenté et a dépassé sa situation de crise aiguë, cela l'a été aux dépens des paysans et par un rétrécissement du marché intérieur. C'est précisément quand le gouvernement annonce avoir atteint une autosuffisance dans la production du grain que le prix du pain et de la *tortilla* (galette de maïs) augmente de 100 %, pour ne prendre que ce seul exemple.

Seule une banque d'Etat et un contrôle généralisé des changes orientés vers des plans productifs, peuvent obliger les capitalistes à canaliser leurs excédents financiers vers l'investissement productif. C'est pour cela que les deux mesures doivent être appliquées simultanément et doivent encore être complétées par d'autres qui empêchent la fuite des capitaux. (...)

La nationalisation de la banque est très importante économiquement, car elle place dans les mains de l'Etat le principal instrument pour orienter les investissements capitalistes. Le contrôle de la banque permet à l'Etat de faire en sorte que les excédents produits par tous les secteurs de l'économie soient investis dans des secteurs déterminés par les intérêts de l'ensemble du capital et non pas par ceux de chaque capitaliste individuellement. Ainsi, l'Etat dispose d'un instrument formidable pour réorienter l'économie sur une base productive plus large, comme il le fait déjà dans les branches économiques qu'il contrôle (pétrole, pétrochimie de base, électricité, sidérurgie, engrais, etc.). Cela est particulièrement important dans un régime économique où presque les deux tiers des devises sont apportées au système financier précisément par l'action de l'Etat et où l'endettement extérieur est également à 80 % étatique. Si le gouvernement reçoit des devises du pétrole et des crédits, le plus normal c'est que ce soit lui qui les contrôle. C'est ce qu'il voulait faire de manière limitée avec le taux préférentiel de change établi avant la nationalisation.

Politiquement, la nationalisation de la banque est encore plus importante. Les banquiers constituaient le secteur le plus largement développé de la bourgeoisie mexicaine, le plus puissant. Son pouvoir exorbitant, qui vient de l'industrialisation et de la modernisation du capitalisme mexicain d'après-guerre, s'est paradoxalement consolidé dans les années 1960. Durant ces années, la fusion des banques, l'achat par ces dernières d'actions de multiples entreprises et de branches industrielles, la concentration des capitaux et leur lien aux principaux groupes économiques du pays, les ont transformées en colonne vertébrale du capitalisme privé au Mexique et en courroie de transmission de l'action financière étatique vers le capitalisme privé.

La nationalisation ne les détruit pas, mais elle les expulse du centre privilégié de l'accumulation du capital. Leurs fabuleux profits de ces dernières années (14,5 milliards de pesos en 1981), leur immense pouvoir économique (52 billions de pesos maniés par le système bancaire en 1981) font que cette mesure n'est en aucune façon secondaire. Elle a touché la principale fraction bourgeoise du pays et cela change tout. Elle l'oblige à s'adapter à d'autres activités économiques, elle la déplace du centre du pouvoir économique et met l'Etat à sa place.

C'est pour cela que, tant économiquement que politiquement, la nationalisation de la banque est aussi importante que la nationalisation du pétrole et la réforme agraire de Lazaro Cardenas (6). On touchait alors la fraction bourgeoise impérialiste qui occupait le centre du pouvoir économique, mais qui avait perdu avec la révolution mexicaine son hégémonie politique. Aujourd'hui, José Lopez

que se polarise. (...) Dans une situation de ce genre, malgré les coups qu'elle a reçus, la droite s'est renforcée, notamment dans les couches de la petite bourgeoisie désillusionnée. Et cela constitue une menace pour la gauche, qui n'est pas encore suffisamment implantée dans la majorité de la population pour offrir une alternative révolutionnaire.

UNE MESURE INÉVITABLEMENT PARTIELLE

La façon dont le système bancaire a été nationalisé affaiblit d'autant plus la bourgeoisie financière que le paiement des indemnisations se fera sur dix ans. Avec la dévaluation croissante du peso, cette indemnisation sera minime, même si elle s'effectue comme le gouvernement l'a annoncé. Mais en nationalisant la banque, comme l'a dit cyniquement le président de l'Association des banquiers, la seule chose que le gouvernement a natio-



Manifestation du PRT mexicain durant la campagne électorale. (DR)

Portillo touche la bourgeoisie financière qui occupait le centre du pouvoir économique et qui, comme c'est manifeste, manquait de capacité politique pour s'opposer à une mesure gouvernementale comme celle qui a été prise le 1er septembre.

L'autre aspect de cette mesure est en rapport à la situation politique. Comme nous l'avons dit dans d'autres occasions, lors des élections qui viennent de se dérouler, le PRI a fait un score électoral très inférieur à ce qu'il espérait. En revanche, le PAN a augmenté considérablement son score électoral, tout comme la gauche. Face à la crise du PRI et à l'incapacité du gouvernement à la résoudre, de larges secteurs de la population ont cherché une autre solution. Le PAN a profité le plus de cette situation face à la faiblesse de la gauche. Avec les mesures prises par José Lopez Portillo, le PRI et le gouvernement se redonnent une image « nationaliste » et retrouvent une nouvelle capacité de réponse pour tenter de reconstituer le consensus social.

Mais même si cette bourgeoisie financière a été durement frappée, elle ne demeurera pas passive. (...) A l'intérieur du PRI, où milite cette bourgeoisie, l'empoignade interne s'envenime et, à un niveau plus général, l'affrontement politi-

calisé, ce sont les dettes de ces banques, puisque l'argent est depuis longtemps parti à l'étranger. Pour cette seule raison, il ne faut pas leur donner un seul peso d'indemnisation.

Le contrôle généralisé des changes est établi pour éviter la fuite des devises au travers de la spéculation. Néanmoins, ce contrôle s'effectue sur la circulation des capitaux, mais pas sur leur source ou leur affectation. Pour cela, c'est une mesure partielle. D'autre part, les secteurs directement affectés par cette mesure sont les secteurs frontaliers avec les Etats-Unis. On a essayé de remédier à cela en payant en dollars les *maquiladoras* (usines de sous-traitance) et en établissant un quota mensuel de devises par personne résidant dans la zone frontalière.

La nationalisation a d'indubitables limites. C'est une mesure tardive prise alors que le pillage des ressources économiques était déjà effectué. On hérite donc d'un système bancaire faible financièrement, dans lequel il faudra réinvestir des capitaux. Mais qu'elle soit tardive ne veut pas dire qu'elle soit inutile. Les effets de cette

6. Lazaro Cardenas, président de la République de 1934 à 1940, procéda à des réformes sociales et à des nationalisations d'entreprises étrangères. Il entreprit notamment en 1938 la « mexicanisation » du pétrole.

mesure commencent à être perçus dans les décisions prises par la Banque du Mexique, en terme de crédits pour appuyer l'industrie, d'augmentation des taux d'intérêts pour les petits épargnants, des taux de change préférentiels, etc. Ils s'inscrivent ainsi dans une gestion des finances capitalistes certes, mais qui tend à desserrer le nœud par lequel le capital financier privé étranglait les travailleurs et même de larges secteurs de la petite bourgeoisie, voire la bourgeoisie et le gouvernement lui-même.

Ces mesures déjà tardives (« ils ont déjà tout pillé ») sont inévitablement partielles. Les principales fuites de capitaux ne se font pas par la spéculation mais par le biais des multinationales. Ces entreprises, qui ne sont affectées en rien par la mesure de nationalisation, comme les banques étrangères d'ailleurs, sont responsables des plus importantes sorties de capitaux du pays à travers leurs profits, les paiements des brevets, les transferts technologiques, l'importation de biens et de matières premières et l'exportation de leurs produits.

De plus, elles exploitent une main-d'œuvre bon marché et profitent de crédits et subsides versés par le gouvernement. Le contrôle des changes ne les affecte pas plus car, s'il existe bien un contrôle de l'Etat sur les capitaux, il existe également une vente de devises à un taux préférentiel à certains secteurs de la production, qui favorise ces entreprises. Et surtout, comme nous l'avons déjà signalé, il n'existe pas de contrôle sur l'origine et l'affectation des capitaux.

Il y a aussi deux questions supplémentaires. Avant ce rapport, le secrétaire d'Etat aux Finances a passé une semaine à New York en réunion avec les banquiers nord-américains. Ceux-ci ont exigé que l'Etat mexicain se porte garant des banques privées qui avaient perdu toute crédibilité, pour lui accorder un prêt. Le gouvernement a opté pour la nationalisation du secteur bancaire mexicain, lui donnant ainsi une plus grande solvabilité et un meilleur capital de confiance. C'est pour cela que si certains banquiers impérialistes ont poussé de grands cris, d'autres plus lucides voient avec un certain optimisme cette mesure, car elle garantit leurs investissements, l'Etat appuyant ainsi leur remboursement.

L'autre question concerne la proposition du gouvernement de relancer l'économie en maintenant les dépenses publiques et en favorisant les investissements productifs. Ainsi, aux avantages existants, tels le combustible et l'énergie électrique à bon marché, les bas tarifs de transport, les exemptions d'impôts, les crédits et toute une série de facilités, vont s'en ajouter maintenant d'autres, à travers l'octroi de devises à un taux préférentiel pour que les entreprises règlent leurs achats et fassent leurs investissements. Si les mesures déjà prises ne sont pas complétées par d'autre, le Mexique continuera d'être le paradis de l'investissement étranger, et plus encore maintenant qu'un concurrent local — la bourgeoisie mexicaine — se trouve affaibli.

C'est pour cela que, même si l'impérialisme ne voit jamais d'un bon œil toute mesure nationaliste, cela n'implique pas que les relations avec lui ne pourront pas se resserrer. Si le secteur bancaire et les entreprises d'Etat sont utilisés comme une infrastructure qui subventionne le capital impérialiste, le redressement correspondra à une plus grande intégration de l'économie mexicaine à l'économie nord-américaine.

DÉNONCIATION DE LA DETTE EXTÉRIEURE, RÉFORME FISCALE

Pour éviter ce danger, il est nécessaire de prendre d'autres mesures qui complètent celles qui sont déjà prises. L'une d'entre elles est de refuser de payer la dette extérieure, y compris la dette des banquiers qui revient maintenant à l'Etat. Les multinationales et la Banque mondiale ont suffisamment gagné d'argent pour se dédommager avec profits de ce qu'elles ont investi. Leurs gains dépassent la dette extérieure du pays, et il n'y a rien à rajouter à ce qu'ils ont déjà pillé.

L'autre mesure à prendre est le contrôle sur les banques étrangères qui sont restées à l'écart de ces mesures, ce qui permet aujourd'hui la poursuite des fuites de capitaux et de la spéculation. Le problème n'est pas tant la bourgeoisie nationale que l'impérialisme, ses banques et ses industries, premières sangsues du pays.

Pour empêcher que cette situation se poursuive, il faut continuer la lutte pour une réforme fiscale qui touche les grandes entreprises, les plus favorisées par la politique du gouvernement, lutter contre la politique suivie par le gouvernement d'augmenter les impôts directs et indirects qui pèsent sur les travailleurs. La même chose vaut pour les subventions. Il faut en finir, en faisant payer aux capitalistes les différents tarifs à leur prix réel.

De plus, il est important de définir l'utilisation des ressources acquises par la banque d'Etat. Contre le projet qui vise à continuer à subventionner le capital, particulièrement le capital impérialiste, il faut élaborer un projet d'intérêt social, qui élève le niveau de vie et de travail de la population, et s'attaque réellement au chômage et aux bas salaires.

Contre la volonté du gouvernement de mettre en vente les actions d'entreprises détenues par les banquiers expropriés, il faut les maintenir au pouvoir de l'Etat. Les seuls qui puissent acheter ces actions sont les capitalistes nationaux et impérialistes. Cela signifierait un retour en arrière dans l'étatisation de l'économie.

Ce qu'il faut, au contraire, c'est avancer dans cette étatisation en expropriant totalement toutes les industries importantes dont les banquiers possédaient des actions. De plus, il est nécessaire que l'Etat prenne en charge la totalité des entreprises clés pour la production et la distribution de biens fondamentaux, et celles qui ont rapport avec les communications. Pour résoudre le problème de la chute du pouvoir d'achat de la majorité de la population, il est urgent de nationaliser les in-

dustries pharmaceutiques, le textile, la confection vestimentaire, l'alimentation et de geler les rentes.

CONTROLE OUVRIER, ÉCHELLE MOBILE DES SALAIRES

La nationalisation de la banque a une signification immense pour les travailleurs des banques. La constitution d'un syndicat des banques est une grande conquête qui changera qualitativement leur condition de travail (7). Ce n'est pas non plus une concession du gouvernement, mais le fruit d'années de lutte des travailleurs des banques.

Mais, dès maintenant, il faut lutter pour que, premièrement, se constitue un syndicat national unique, pour que ce syndicat soit démocratique, que la base élise ses représentants et qu'on établisse dès le départ un fonctionnement démocratique de ses structures, qu'il soit indépendant de la politique de l'Etat et du PRI. Mais il faut lutter également pour que les travailleurs aient un contrôle réel sur la banque. Le contrôle ouvrier de la banque sera un obstacle important à l'enrichissement du capital sur les ressources du pays. Contrôle ouvrier, c'est-à-dire droit de veto, est un mot d'ordre pour lequel doivent lutter non seulement les travailleurs de la banque, mais aussi les travailleurs des entreprises étatisées, pour empêcher qu'elles continuent d'être l'infrastructure d'une accumulation de profits pour les grandes entreprises.

Les mesures annoncées par le gouvernement, même si nous les appuyons, ne signifient pas pour le mouvement ouvrier et populaire l'apogée de la lutte, mais le début d'une autre lutte de plus grande envergure qui a pour but l'unité et l'indépendance des travailleurs, pour être en mesure d'apporter une solution ouvrière à la crise.(...)

Aujourd'hui plus que jamais, il est nécessaire d'unifier toutes les forces pour lutter pour une augmentation urgente des salaires de tous les travailleurs, qu'ils soient syndiqués ou non, pour l'augmentation des pensions et des retraites, pour le paiement de bons aux chômeurs, et pour l'arrêt des licenciements dans les entreprises en répartissant le travail entre toutes les mains disponibles, pour que personne ne soit licencié. Face à la perspective de l'approfondissement de la crise, il faut également une lutte unifiée pour l'échelle mobile des salaires, qui augmente automatiquement ces derniers à chaque augmentation des prix.

Le mouvement ouvrier et populaire doit être le défenseur le plus conséquent de la nationalisation des banques et du contrôle des changes, fermant la voie à la réaction de la bourgeoisie financière et luttant pour ses revendications les plus immédiates et pour multiplier les nationalisations. ■

« BANDERA SOCIALISTA »
Mexico, 13 septembre 1982.

7. Dès l'annonce de la nationalisation des banques privées mexicaines, des sections syndicales ont pu se créer dans ces banques.

Vers la première épreuve de force de l'après-titisme

La direction yougoslave et le "nouvel ordre économique mondial"

UNE « grande campagne contre la corruption » vient d'être lancée par les dirigeants yougoslaves (1). Ce n'est pas la première ! Tito avait impulsé sa « révolution culturelle » à partir de 1971, tout en réprimant les opposants de tous bords et avant que ne soit pris un ensemble de mesures constitutionnelles.

On ne peut considérer de telles campagnes simplement comme de la poudre aux yeux — car ce n'est pas cette austérité là que souhaitait le Fonds monétaire international (FMI) —, ni pleurer sur les boucs-émissaires. Mais il ne s'agira que de boucs-émissaires si rien ne vient d'autre ... qu'un gel des salaires.

Comme au cours des années 1970, de telles campagnes ne règlent rien : les mêmes causes produisant les mêmes effets, tant que les revenus seront déterminés essentiellement par le marché et par la position dans l'appareil bureaucratique, il y aura des gens qui s'enrichiront sur la base du travail des autres. La corruption, les détournements de fonds et leur exportation

sous des cieux plus sereins où on les apprécie comme capital, sont les « produits naturels » d'un tel système. Quand la « chasse aux milliardaires » fut lancée en 1978, il y eut en Croatie des milliers d'entreprises qui ne trouvaient plus de volontaires pour être directeurs. Depuis, elles en ont trouvé ... On a également supprimé les fonds anonymes des banques. Mais, aujourd'hui, les devises s'entassent dans les bas de laine ou de soie.

La Yougoslavie aborde un nouveau tournant de son histoire, sa première grande épreuve après la mort d'Edvard Kardelj le 10 février 1979, et celle de Tito le 4 mai 1980. On annonce des « mesures radicales » et des réformes du système politique (2). C'est pourquoi, alors que la dette extérieure yougoslave approche des 20 milliards de dollars, il vaut la peine d'étudier la vulnérabilité du système aux pressions du capitalisme mondial, et les conditions dans lesquelles la Yougoslavie pourrait connaître des « troubles polonais (3) ».

Catherine VERLA

Le « nouvel ordre économique mondial », c'est celui pour lequel la Yougoslavie, à la tête du Mouvement des non-alignés, s'est battue dans les institutions des Nations Unies au cours des années 1970. Un « ordre » qui, par dessus les barrières de classe, devait permettre aux « petits » d'obtenir des « grands » qu'ils les entraînent sur la voie d'un développement égalitaire. Un « ordre » où régnait l'illusion que la saine compétition entraînerait les plus « retardataires » dans le sillon de ceux qui avaient quelques foulées d'avance sur le plan technologique.

Pour la bourgeoisie, toute une partie du globe a commencé à lui échapper, un très beau jour d'octobre 1917. Mais elle n'a pas renoncé à y faire pénétrer ses capitaux et ses marchandises, par instinct de recherche du profit, mais aussi pour affaiblir un ordre qui lui est profondément étranger, en espérant un jour y voir rétablis des rapports de production effectivement capitalistes. Or, les pays capitalistes développés disposent — et pour longtemps, vu les impasses de la gestion bureaucratique — d'une très grande supériorité de productivité. Toute compétition « pacifique » avec eux est donc dangereuse, parce que le capitalisme est gagnant si on l'affronte en ordre dispersé, sans protection. Mais croire que tout rapport avec ce monde « diabolique » est par avance voué à se transformer en pacte de soumission est tout aussi erroné. Un Etat ouvrier doit-il renoncer aux crédits bourgeois, aux investissements des capitalistes dans son économie, à l'importation d'une technologie moderne qui lui fait défaut ? Evidemment non, mais pas à n'importe quel prix.

Détaillons plus précisément quelles ont été les politiques adoptées par les dirigeants titistes à l'égard du capital étranger, et par quels biais ont joué — et peuvent jouer aujourd'hui — les pressions que celui-ci exerce sur le régime yougoslave.

DE LA POLITIQUE ETRANGERE ...

L'attitude des dirigeants titistes face au plan Marshall en 1947 — ils le rejetèrent immédiatement, recevant les louanges de Staline, alors que la Tchécoslovaquie l'acceptait — témoignait d'une défiance évidente de leur part envers une « aide » américaine aux intentions subversives.

La rupture avec le Kominform en 1949 signifia un isolement dramatique, l'arrêt de toute relation économique avec les pays « frères » devenus ennemis. Staline escomptait bien que la dépendance obligée du régime yougoslave à l'égard des capitaux impérialistes ferait que la réalité rejoindrait rapidement la calomnie, le « titisme » passant au camp adverse.

Il est clair qu'en accordant son aide à la Yougoslavie, le capitalisme mondial faisait d'abord une opération politique. Mais il n'était en mesure ni d'intervenir directement, ni de trouver en Yougoslavie des forces de reconstitution de l'Etat bourgeois démantelé, ni même d'imposer à un régime disposant d'un puissant soutien populaire anticapitaliste des réformes qui reconstitueraient les conditions d'existence d'une bourgeoisie « nationale ».

C'est en matière de politique étrangère que la dépendance de la Yougoslavie à l'égard de ses nouveaux « alliés » a été la plus nocive : traité d'« amitié » avec la Grèce et la Turquie, qui impliquait l'ar-

rêt de toute aide à la résistance en Grèce. Neutralité pendant la guerre de Corée.

Dans un discours fait en 1958, Tito a évalué l'aide américaine depuis 1949 à 4 % du revenu national yougoslave (4). Elle porta sur des crédits, voire des dons, et des livraisons d'armes ... tant que la Yougoslavie n'eut aucun rapport avec le Kremlin : « A la suite de nos visites en URSS, en été et fin septembre 1956 (...), le président Eisenhower a arrêté la livraison d'avions et d'armes lourdes à la Yougoslavie. (5) » Le gouvernement yougoslave a lui-même décidé à cette époque la remise en cause de tout accord militaire (avec les USA comme sur le plan balkanique) ne maintenant que les seules relations économiques et diplomatiques. Celles-ci ont subi par la suite des fluctuations conjoncturelles toujours liées à des questions politiques : par exemple, frictions avec l'Allemagne de l'Ouest, après la reconnaissance de la République démocratique allemande (RDA) ; avec la France, à la suite de l'arraisonnement du cargo yougoslave *Slovenia*, qui transportait du matériel militaire au Front de libération nationale (FLN) algérien, puis de la reconnaissance du Gouvernement provisoire de la république algérienne (GPRA) ; avec les USA, compte tenu de la condamnation de leur intervention au Vietnam, etc.

1. Cf. *Le Monde*, 26 octobre 1982.

2. Cf. *Le Monde*, 26-27 septembre 1982.

3. Cf. *Politika*, Belgrade, 14 septembre 1982.

4. Cf. « La politique extérieure de la Yougoslavie (1945-1972) », *Problèmes politiques et sociaux*, Documentation française, 17-24 novembre 1982, p. 17-18.

5. *Ibid.*

Parce que les dirigeants titistes craignaient la dépendance envers l'impérialisme, ils avaient jusqu'au bout cherché à se concilier Staline (sans renoncer à être maîtres chez eux). Pour la même raison, ils rétablirent dès que possible des relations économiques et diplomatiques avec les pays du « camp socialiste » après la mort de Staline en 1953. Il est sûr qu'un certain « dosage des dépendances » a élargi les marges de leur politique étrangère et intérieure.

... A LA POLITIQUE INTÉRIEURE

Le « cours droitier » de la politique extérieure au début des années 1950 n'a pas son correspondant sur le plan intérieur : personne ne peut soutenir que l'introduction de l'autogestion visait à satisfaire le Fonds monétaire international (FMI), dont la Yougoslavie est restée membre depuis sa fondation en 1945 (6). Quant à la restitution des terres aux paysans privés, il faut être aveugle pour ne pas voir l'effet dramatique de la collectivisation imposée en 1949 pour satisfaire Staline. Les paysans yougoslaves avaient connu l'effet de la domination capitaliste dans les campagnes avant la révolution : la propriété féodale avait elle-même été largement démantelée par ce processus, et ce dont avait souffert la masse des petits paysans, c'était de l'endettement terrible qui en faisait rapidement une « armée » de chômeurs. La politique agraire des dirigeants titistes fut de laisser les petits paysans libres d'être, s'ils le voulaient, propriétaires de leurs terres, tout en empêchant le développement d'une classe de koulaks, par une limitation des terres à 10 ha et une très lourde imposition sur les moyens de production privés. Toute leur politique d'investissements, de prix, de crédits et d'avantages sociaux visait au développement de la productivité du secteur socialisé et à inciter les paysans privés à coopérer avec lui. Les petits paysans avaient été les alliés décisifs du prolétariat dans la révolution. L'autogestion et la décollectivisation des terres au début des années 1950 ont été les mesures qui ont permis au régime yougoslave de consolider sa base sociale contre les pressions impérialistes. Un tel cours intérieur permet à son tour de comprendre que la politique extérieure ait également affirmé sa dimension anti-impérialiste (guerre d'Algérie, Vietnam) assez rapidement, quand a diminué l'isolement de la révolution yougoslave.

Et la réforme économique de 1965 ? Peut-elle être analysée comme un *diktat* tardif du FMI ?

Dans sa logique, la réforme économique de 1965 n'est pas qualitativement différente de celles débattues dans les pays de l'Est dans les années 1960 et aujourd'hui à Cuba... Parce que, quelles qu'aient été les spécificités de la Yougoslavie, elle a connu les impasses de la planification administrative, tout comme ses voisins. Et ce sont les contradictions propres à de tels systèmes, insolubles sans démocratie ouvrière, qui conduisent à étendre les mécanismes de marché pour

tenter d'accroître la productivité. De même, c'est le conservatisme profond de tout l'appareil bureaucratique qui pousse à une dépendance croissante à l'égard des technologies et d'un « savoir-faire » importés. Qu'en retour — et pour autant qu'aucune mesure de protection ne soit prise — les capitalistes exploitent une telle situation de faiblesse, que leurs banques et autres FMI puissent davantage aujourd'hui faire pression pour que s'étendent les mécanismes de marché, voilà qui est certain. De même qu'ils ont tout intérêt à soutenir un certain type de remèdes à la crise économique yougoslave et ailleurs, pour montrer à leur propre classe ouvrière que des politiques d'austérité s'impo-

investis (sinon, il ne les apporterait pas), ceux-ci perdent une bonne partie de leur substance de « capital » en se plaçant en Yougoslavie. Ils sont obligatoirement associés à des fonds yougoslaves (jusqu'à 49 % de l'ensemble) et soumis aux règles de l'autogestion en vigueur, ainsi qu'aux objectifs de développement déterminés par le plan social (secteurs et régions prioritaires, réglementation du commerce extérieur).

Dès lors qu'ils sont associés, les fonds deviennent « propriété sociale », c'est-à-dire qu'ils ne peuvent être ni « revendus » ni mis en faillite par le groupe qui les gère. S'il y a une bénéfice, et l'autogestion en détermine largement la part, il est réparti



Nasser, Nehru et Tito, les fondateurs du Mouvement des non-alignés. (DR)

sent partout, même sous l'azur du « socialisme réel »... Encore faut-il analyser le degré d'application de ces politiques de réformes, les résistances qu'elles rencontrent n'y obéissant pas aux mêmes contraintes que les économies capitalistes.

Voyons de plus près quelles ont été les ouvertures du régime yougoslave au capital étranger, à partir de la deuxième moitié des années 1960.

LES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS

Les investissements étrangers ont été autorisés à partir de 1967. Depuis lors, une série de lois ont, en fonction de l'expérience, modifié la législation, à la fois pour offrir plus de garanties aux capitaux étrangers — assez « découragés », comme l'écrit l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), par des rapports de production pour le moins inhabituels — et pour protéger la cohérence du système. Il s'agit en effet d'une réglementation qui fut d'autant plus étroite que le danger d'investissements capitalistes était évident. En pratique, si l'étranger tire évidemment un profit des fonds

sur une base contractuelle. Mais les droits de l'investisseur étranger s'achèvent lorsqu'au travers de ce transfert de bénéfice, il a récupéré l'équivalent des fonds avancés plus un intérêt. La partie partagée avec l'investisseur étranger sur une base contractuelle correspond à la part résiduelle restant une fois distribués les revenus personnels des travailleurs et la part qu'ils ont décidé d'attribuer à la consommation collective.

Il faut ajouter, bien sûr, que le capitaliste étranger est soumis à un impôt sur ses bénéfices et à une réglementation sur les devises qui limite la possibilité de les exporter. Laissons l'OCDE commenter « les facteurs qui pourraient décourager — et ont souvent découragé — l'éventuel investisseur étranger » (7) :

6. La Pologne et la Tchécoslovaquie en étaient également membres fondateurs. Elles l'ont quitté au moment de la guerre froide au début des années 1950, après y avoir observé une attitude « passive ». La Tchécoslovaquie s'est faite expulser pour avoir décidé de façon unilatérale la dévaluation de sa monnaie...

7. Les investissements étrangers en Yougoslavie, OCDE, Paris, 1970 et 1974.

a) la règle limitant la participation étrangère à 49 % (...);

b) l'autogestion : de prime abord, cette notion d' "autogestion" par les travailleurs risque de rebuter nombre d'investisseurs étrangers et leur inquiétude n'est peut-être pas apaisée lorsqu'ils lisent dans l'article 9 de la Constitution, que les "travailleurs ont le droit et le devoir de gérer l'organisation du travail, directement ou par l'entremise des organes de gestion qu'ils élisent eux-mêmes, d'organiser la production ou toute autre activité, de statuer sur les échanges de produits et de services ..., de répartir le revenu", et de statuer en fin de compte sur diverses questions qui, dans l'optique occidentale, sont considérées comme faisant partie des prérogatives de ceux qui fournissent les capitaux des entreprises et non des "travailleurs";

c) transfert des bénéfices : (...) la limitation du transfert des bénéfices — aussi libérale soit-elle — est l'obstacle essentiel qui s'oppose à une expansion plus rapide et plus importante des investissements étrangers. »

En pratique, entre 1967 et 1974, selon les rapports de l'OCDE, le montant total des investissements dans ces entreprises mixtes s'élevait à 13 milliards de dinars (800 millions de dollars US), dans lesquels seulement 17 % (2,2 milliards de dinars, soit environ 133 millions de dollars US) étaient étrangers. A titre de comparaison, le produit social yougoslave était, pour la seule année 1974, de 407,3 milliards de dinars (environ 25 milliards de dollars US). Ce n'est pas ainsi que le capitalisme sera restauré en Yougoslavie ...

LES ACCORDS PORTANT SUR LES BREVETS TECHNOLOGIQUES

Il faut évoquer les accords portant sur les brevets technologiques parce que, contrairement à ce que l'on pourrait croire — et à ce que croyaient les dirigeants yougoslaves —, ils ont été plus perturbateurs pour l'économie de ce pays que les capitaux investis, parce qu'au départ moins réglementés. Dans la mesure où l'Etat yougoslave tendait à remettre en cause son propre monopole sur les échanges internationaux, c'est en ordre dispersé que les contrats ont été signés, d'entreprises à entreprises ... jusqu'à ce que l'expérience pousse à rectifier le tir. Une étude officielle publiée à Belgrade en 1979 fait le point des problèmes rencontrés et de la nouvelle législation établie en 1978.

Laissons parler le commentateur yougoslave (8) : « Les idées qui sous-tendaient les propositions d'un "nouvel ordre économique mondial" étaient certainement les plus louables dans l'esprit du législateur (...), mais leur réalisation fut laissée aux parties concernées (les entreprises). Dans cette situation, les partenaires étrangers exploitèrent très adroitement la préparation insuffisante des représentants yougoslaves face à des négociations complexes. (...) »

Le but de la nouvelle loi est « d'interdire explicitement un certain nombre de clauses typiquement injustes ». Il précise que, sur 100 contrats étudiés, 98 comportent ce type de clauses « injustes ». Les mesures prises par la nouvelle loi parlent d'elles-mêmes pour souligner quels étaient les problèmes rencontrés :

Mesures de protection de l'autogestion : si un contrat lui est contradictoire, il pourra être considéré comme nul et non avenu, et même avec effet rétroactif.

Mesures de protection de l'économie yougoslave dans son ensemble :

— mise en place de « communautés d'intérêt autogestionnaires pour les relations économiques avec l'étranger » au niveau des Républiques et des provinces (appartenance obligatoire de toute organisation établissant des liens avec l'étranger ; délégués des organisations de travail, des syndicats, des chambres commerciales, des Républiques ou des provinces, etc.). Une coordination est établie à l'échelle de toute la Yougoslavie.

— liste des clauses désormais interdites par la loi : un contrat de coproduction ne doit pas être contradictoire avec les plans sociaux de la Yougoslavie, des Républiques et des provinces, ni être en désaccord avec les projets relatifs à la balance des paiements et du commerce extérieur ; les contrats doivent assurer le transfert d'une technologie moderne et efficace et permettre au partenaire yougoslave d'être informé de toute amélioration survenue pendant la durée du contrat ; les contrats ne doivent pas amoindrir le développement technologique de la partie autochtone mais la stimuler ; sont interdites à cet égard les clauses qui empêcheraient d'acquiescer des produits similaires auprès d'un tiers (entre autres, un tiers ... yougoslave) ; qui empêcheraient d'utiliser la technologie acquise, après l'expiration du contrat ; qui empêcheraient le transfert de cette technologie à une autre partie (yougoslave, par exemple ...) ; qui restreindraient les droits autochtones de décider de l'achat ou de l'usage de matières premières, de biens intermédiaires et d'équipement.

« Il s'agit d'éliminer tout danger qui puisse émerger si la partie autochtone dépend de la partie étrangère pour la four-niture des biens » ...

Le commentateur considère que ce qui était en cours relevait d'une véritable « colonisation » de l'économie yougoslave, accentuant encore son extrême compartimentation, et donc l'irrationalité des choix et des gaspillages qui s'ensuivent, réalisés dans de telles conditions. L'expérience est intéressante parce qu'elle montre l'effet d'un démantèlement du monopole du commerce extérieur sur un aspect des échanges. Mais elle démontre également qu'il n'y a là rien d'irréversible. La reconstitution d'une cohérence d'ensemble de la politique économique yougoslave est loin d'être acquise. Mais il est certain que, pour autant qu'elles fonctionnent en concordance avec les plans

sociaux (indicatifs), les « communautés d'intérêts » mises en place pour le commerce extérieur peuvent assurer la même fonction, sous d'autres formes, qu'un monopole d'Etat. Mais les échanges de technologie ne sont qu'un des aspects des échanges internationaux. Le déficit commercial s'est constamment détérioré au cours des années 1970. Le problème n'est pas seulement celui d'un endettement extérieur considérable, il est aussi celui d'une structure de production, de choix d'investissements et d'échange qui n'ont pas de cohérence globale : c'est le « chacun-pour-soi » des entreprises, des communes et des Républiques, puisque le revenu dépend des résultats sur le marché ... en particulier sur le marché international. Celui-ci exerce donc ses pressions, sans donner sa propre cohérence. En effet, il n'y a toujours pas de mécanismes de faillites liées aux résultats de la concurrence (les « experts » s'en plaignent, pas nous). Les fonds au niveau de la commune, de la localité, des Républiques, etc., sont toujours là pour soutenir les entreprises qui travaillent à perte. En même temps, toute l'expérience depuis l'application de la réforme de 1965, a été celle d'interventions multiples des autorités à tous les niveaux pour « rectifier » au coup par coup les effets nocifs de leur propre politique. Les prix et les échanges devaient être « libérés ». Ils ont été en fait, souvent et de façon peu efficace, contrôlés à des degrés divers. On devait aussi tendre vers une convertibilité du dinar.

UN DINAR CONVERTIBLE ... ?

Une des clauses de l'adhésion au FMI est « normalement » la convertibilité de la monnaie, c'est-à-dire que les mécanismes du marché doivent permettre une libre confrontation des productivités des diverses économies, et régler ainsi le taux de change des monnaies, « sans intervention administrative ». On est évidemment loin de cette « pureté », même pour les économies capitalistes en proie au désordre monétaire. Mais les monnaies jouent un rôle qualitativement différent dans les pays à économies planifiées, et sont aux antipodes de la convertibilité. Le FMI a pourtant accepté leur adhésion, quand elle était demandée, comme ce fut le cas, récemment, pour la Hongrie (9). Mais,

8 Nikola Balog et Tibor Varady, *Joint ventures and long-term economic cooperation with foreign firms*, Belgrade, 1979, notamment la deuxième partie sur les transferts de technologie, p. 69 et s.

9 Cf. RFE sur la Hongrie, du 2 avril 1981 et du 14 juillet 1982. Notons que le FMI reste dénoncé au sein du COMECON comme un « instrument de l'impérialisme ». La demande d'adhésion de la Hongrie s'est faite dans la période où la Pologne formulait la même demande, et alors que les crédits soviétiques sont devenus insuffisants pour assurer les arrières de sa dette. La Roumanie est membre depuis décembre 1972, et s'en est trouvée suspendue pendant six mois l'an passé, suite à des désaccords sur les mesures d'austérité à prendre. Le Vietnam a pris le siège du Sud-Vietnam en 1976. La Chine a pris le siège antérieurement occupé par Taïwan en avril 1980.

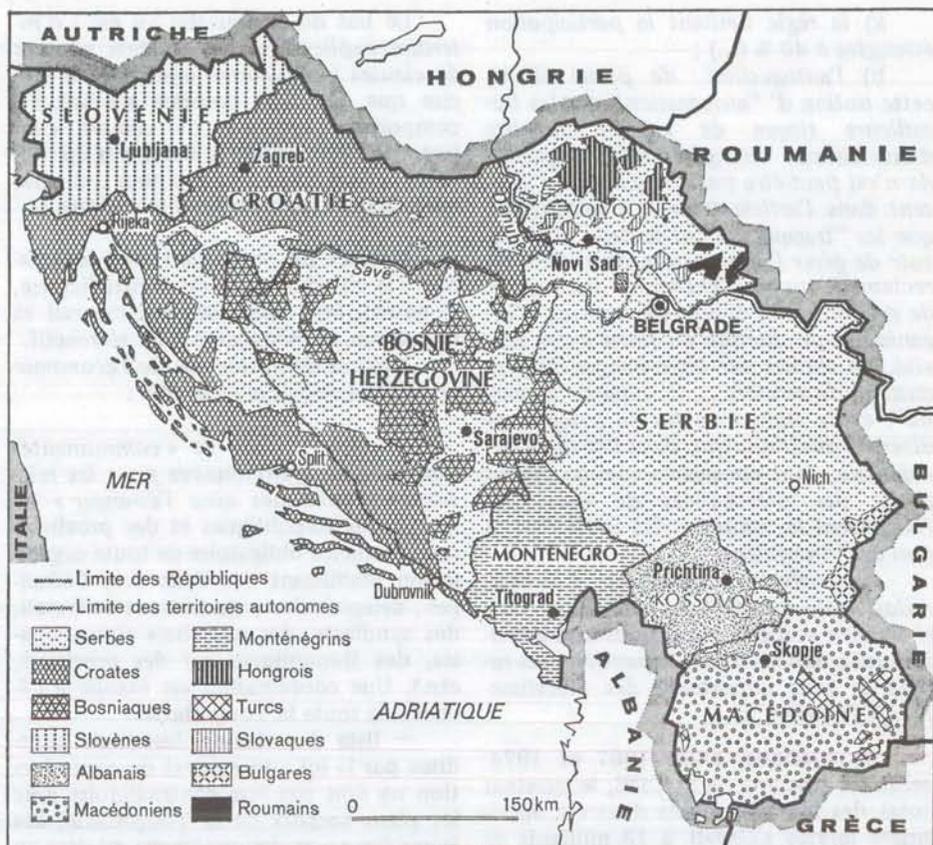
apparemment, parmi les membres du FMI, ni le Vietnam, ni la Chine, ni la Roumanie et la Hongrie, et pendant vingt ans la Yougoslavie, ne se sont pratiquement engagés sur la voie d'une convertibilité de leur monnaie. Même les promesses de la Hongrie à ce sujet, si on les étudie dans leur substance, ne suppriment pas en fait le monopole d'Etat du commerce extérieur. Il n'y a guère qu'en Yougoslavie que le monopole d'Etat dans les échanges internationaux et de détention des devises ait été démantelé. On a déjà vu que certains aspects des échanges sont à nouveau sous contrôle. De même, il n'y a pas automaticité entre le fait de tolérer une décentralisation des décisions d'échanges, et le fait de laisser aux entreprises les devises qu'elles retirent de leur propre commerce : une des raisons du conflit avec les Croates en 1971 était précisément que, jusqu'alors, l'essentiel des ressources en devises restait centralisé dans la Banque nationale en Serbie et étaient redistribuées selon des choix globaux. La revendication des Croates (qui recueillent pas mal de devises du tourisme de la côte Dalmate), était de pouvoir conserver « le fruit de leur travail ». Après avoir durement réprimé les « excès nationalistes », les autorités yougoslaves ont octroyé d'en haut tout ce qui avait été demandé.

Les années 1970 ont en effet été marquées par une extrême décentralisation, malgré la volonté de freiner certains mécanismes de marché.

Des mesures ont donc été beaucoup débattues et partiellement prises pour empêcher que ne se réalisent des « extra-profits » ou rentes de situation provenant d'une bonne position sur le marché et non pas des résultats du travail : on a également renforcé le poids des syndicats et de la Ligue des communistes yougoslaves (LCY) à tous les échelons économiques ; on a enfin démantelé les fonds bancaires anonymes qui s'étaient accumulés, et on a restructuré banques et entreprises pour y atténuer le poids des technocrates.

Mais on a, en même temps, décentralisé les institutions de l'Etat (sauf l'armée) en renforçant les pouvoirs économiques des Républiques et des provinces, et décentralisé à l'extrême la gestion des fonds sociaux : en particulier dans le domaine des échanges extérieurs. Les entreprises et les particuliers ont donc eu le droit d'avoir des comptes en devises et d'y conserver leurs ressources sans contrôle de leur origine. Ceux qui, en Croatie et en Slovénie, étaient en bonne position pour exporter ont donc eu beaucoup de devises. Mais les entreprises agricoles de l'intérieur de la Serbie, par exemple, qui fournissaient la viande et le pain aux hôtels de la côte Dalmate, n'en avaient pas... Moralité : ils ont exporté du blé, alors que d'autres régions de la Yougoslavie en avaient besoin...

La compétitivité de l'économie yougoslave, inférieure à celle des « partenaires occidentaux », s'est notamment traduite par l'accroissement de sa dette extérieure (10) et la détérioration de sa monnaie. Les particuliers comme les entreprises ont commencé à effectuer leurs



transactions, même internes, en devises fortes et à les stocker chez eux au lieu de les déposer dans les banques, de peur de ne pouvoir les récupérer. Un trafic éfréné s'est instauré. Les bureaux de change officiels, au lieu de remettre les devises aux banques, les écoulent « au noir ». On évalue, pour la seule Dalmatie, à 200 000 dollars par jour les devises ainsi soustraites au contrôle de l'Etat (11). Conclusion : le marché intérieur des devises est au bord du gouffre et le dinar de moins en moins convertible, faute de devises dans les banques.

Les mesures de contrôle ont commencé à tomber. Déjà en mai 1982, une loi « provisoire » obligeait à une recentralisation partielle des devises au détriment des Républiques les plus riches — Slovénie et Croatie —, pour aider les autres à payer leur dette extérieure. Loi de compromis, elle ne centralise que les devises provenant du tourisme et des services, dans l'attente de nouvelles mesures pour limiter l'exportation de devises par les particuliers.

La décentralisation a été poussée si loin, au nom même de l'autogestion, qu'une politique en sens inverse se heurtera à des intérêts très consolidés. Les devises fortes de l'« ordre économique mon-

dial » en sont devenues un des enjeux. Leur possession, selon la logique du marché, n'a pu qu'accentuer la désintégration de l'économie yougoslave, le développement de la corruption, et les antagonismes d'intérêt entre Républiques (et nationalités) riches et pauvres...

LA CRISE QUI VIENT ...

L'OCDE a complimenté les autorités yougoslaves pour les premiers résultats des mesures d'austérité introduites en 1979 afin de réduire la dette extérieure et de résorber une inflation galopante (13) : la croissance réelle du produit social qui était de 7 % en 1979 est tombée à 1,25 % en 1981. La réduction de la demande intérieure et les dévaluations successives du dinar, ainsi que les restrictions aux importations, ont réduit le déficit extérieur courant à 750 millions de dollars en 1981 (contre 2,25 milliards en 1980). Mais le taux d'inflation, qui a atteint des sommets de l'ordre de 50 % début 1981 a encore été de 40 %, rapportés à une moyenne annuelle, pour l'année 1982. Le chômage touche 800 000 personnes (14) et les salaires réels ont baissé en 1980 et 1981, ainsi que la consommation des

10. Pour contrer les effets nocifs de la recession capitaliste mondiale sur le commerce extérieur yougoslave, et pour contrebalancer un peu le déficit à l'égard de la zone OCDE, la Yougoslavie a intensifié son commerce avec les pays du COMECON et des pays producteurs de pétrole. En 1981, les ventes à l'URSS ont progressé de près de 50 % et celles à destination de certains pays du Moyen-Orient et d'Afrique producteurs de pétrole, de près de 90 %.

11. *Le Monde*, août 1982.

12. *Le Monde*, 19 octobre 1982.

13. Cf. *Etudes économiques. Yougoslavie 1981-1982*, OCDE, Paris, juillet 1982.

14. Les mises en faillite restent rares et le chômage économique pour rentabilisation est contraire aux législations en vigueur. Par contre sont inscrits au chômage les demandeurs d'un premier emploi (plus de la moitié des chômeurs sont des jeunes) et ceux qui ne sont pas satisfaits de leur emploi actuel (paysans pauvres, beaucoup de femmes, mais aussi des travailleurs dont l'emploi ne correspond pas à la qualification). Il y a en outre plus d'un million de travailleurs yougoslaves à l'étranger.

ménages, pour la première fois depuis plus de dix ans.

Mais en 1982, les salaires ont à nouveau augmenté à un rythme supérieur à l'inflation. Les experts de l'OCDE s'en plaignent et préconisent un « *contrôle plus drastique* ». On parle de gel des salaires. Pour l'instant, les syndicats s'y sont explicitement opposés, comme mesure évidemment contraire à tout droit autogestionnaire.

Certaines divergences au sein de la LCY sont publiques et croissantes. Un délégué (15) avait proposé en vain, au dernier Congrès du parti, qu'elle soit totalement réorganisée sur la base des entreprises, pour reconstituer une unité de classe contre les actuelles tendances centrifuges accentuant les différences nationales. Les dirigeants de la LCY le taxent aujourd'hui de « *stalinien* » et « *centraliste* », et il a dû abandonner ses responsabilités. L'orientation « libérale » des principaux dirigeants actuels — entre autre de Mme Planinc, nouveau chef du gouvernement — est opposée en principe à tout retour vers une centralisation étatique. Mais lors du dernier Comité central (public) de la Ligue des communistes, en septembre 1982, il a été dit que des mesures seraient prises contre tous ceux qui s'enrichiraient sans travailler. Dans sa conclusion, Ribicic, président du présidium du Comité central a également affirmé qu'il fallait savoir prendre « *des mesures administratives pour défendre l'autogestion et la révolution* (16) ».

Chaque nationalité se dit « exploitée ». Les riches parce qu'elles ne conservent pas toutes leurs ressources. Les pauvres parce qu'elles sont de plus en plus pauvres et que de réels transferts de valeurs continuent à favoriser les entreprises et les Républiques qui disposent, pour des raisons historiques et géographiques, d'avantages naturels ou technologiques. Les tensions très graves survenues au Kosovo ne sont pas résorbées (17).

En même temps, la société yougoslave n'est pas sans capacité de résistance à son éclatement. Il y a également, dans toute la dernière période, par exemple, le fait que l'éventail des salaires se soit réduit, au profit des travailleurs productifs et au détriment des secteurs des banques et de l'administration. Ou encore, le fait qu'un nombre croissant de citoyens (plus de 260 000 personnes, soit 5,4 % de la population totale) ont voulu s'enregistrer comme « Yougoslaves » dans le dernier recensement (c'est la seule nationalité qui ne soit pas reconnue officiellement) ...

Si l'on réfléchit aux conditions dans lesquelles des « *troubles polonais* » pour-

raient surgir aujourd'hui en Yougoslavie, elles jouent incontestablement dans des directions contradictoires.

DIFFÉRENCES AVEC LA POLOGNE

Les différences « négatives » avec la Pologne sont réelles. Citons pêle-mêle :

— l'absence de cible unifiée ; le marché, les nombreux rouages intermédiaires de l'autogestion, font que les grèves sont à la fois bien plus nombreuses en Yougoslavie que dans les pays de l'Est, mais que leur dynamique est bien moins politique, moins subversive ;

— l'extrême différenciation nationale et sociale qui divise les intérêts : jusqu'à quel point cela affecte-t-il la solidarité de classe des travailleurs ? Le racisme anti-albanais existe, par exemple. Il a certainement pesé dans l'absence de solidarité envers les manifestations des travailleurs du Kosovo ;

— l'accumulation d'expériences peut jouer dans le sens d'une désillusion profonde. L'attrait de l'« Occident » et l'idée que l'autogestion est incapable de résoudre la crise, a fait son chemin au moins dans certaines couches sociales, les plus élitistes, et celles qui tirent leurs privilèges de l'extension des lois du marché.

Les différences « positives » sont tout aussi réelles :

— l'accumulation d'expériences est aussi riche de leçons et elle pèse sans aucun doute également dans le sens d'un attachement profond à l'autogestion. Les courants existent, qui refusent à la fois le *diktat* du marché et celui d'un Etat bureaucratique au profit d'un système d'autogestion démocratique intégrée. Ils se sont exprimés dans les milieux intellectuels, y compris membres de la LCY (18) ;

— le socialisme, le marxisme ne sont pas des mots autant dévalorisés qu'en Pologne, non plus que l'internationalisme bien que la « normalisation » introduite après 1971 ait certainement produit ses effets désastreux, similaires à ceux que l'on connaît dans les pays de l'Est. Les intellectuels les plus brillants en Yougoslavie sont marxistes et connaissent tout ce que le marxisme vivant a pu produire « à Occident (19) ». Les manifestations étudiantes contre la guerre au Vietnam, contre l'assassinat de Salvador Allende au Chili, contre les massacres des Palestiniens et contre la normalisation en Pologne (20), font chaud au cœur, quand on les compare à l'absence de préoccupation internationaliste en Pologne.

Les origines révolutionnaires du nouveau régime et la rupture avec Staline

sont évidemment une « différence positive » qui pèse dans les consciences. Elles marqueront encore les capacités de profonde mobilisation populaire contre tout « agresseur » étranger.

Plus encore qu'en Pologne, en Hongrie et en Tchécoslovaquie, l'appareil d'Etat et du parti sera profondément ébranlé et divisé face à une crise. C'est à son épreuve seulement qu'il sera possible d'apprécier la transformation subie par ce parti à l'épreuve du temps, du carriérisme et des différenciations sociales qui le pénètrent. Il ne fait aucun doute que toute une partie de ses membres — à côté des cyniques et autres bureaucrates —, entre autres parmi les vieux cadres de la révolution, sont toujours profondément attachés aux idéaux du socialisme. Plusieurs d'entre eux (comme Vukmanovic-Tempo) se sont ouvertement prononcés pour une démocratisation de la vie politique donnant sa substance à l'autogestion : comment trancher face à des choix complexes d'orientation qui s'amoncellent en paperasse souvent illisible pour chaque autogestionnaire-travailleur ? Comment, en l'absence de visions globales et alternatives clairement présentées, ne pas se retrancher sur des égoïsmes étroits, sur le « chacun pour soi et tout de suite » qui conduit évidemment à des choix économiques désastreux ? Si l'horizon des travailleurs ne s'élargit pas de façon décisive grâce à un pluralisme d'options possibles défendues par des tendances et partis au sein de l'autogestion, celle-ci ne peut que se vider de sa substance, quels que soient les droits acquis. Le grand piège est de remplacer la démocratie ouvrière par le libéralisme économique, contradictoire avec des idéaux égalitaires, avec le plein emploi pour tous, avec une détermination consciente des grandes options d'avenir. Bien des forces, internationales et intérieures poussent dans ce sens aujourd'hui. La Yougoslavie est à la veille de très graves tensions. ■

Catherine VERLA
Paris, octobre 1982.

15. Cf. RFE, 28 septembre 1982 : il s'agit de Rade Koncar, fils d'un partisan du même nom qui fut tué par les fascistes italiens en 1942. Il était mandaté pour intervenir en ce sens par le comité communal du Parti à Belgrade.

16. Cf. RFE, 12 octobre 1982.

17. Cf. Catherine Verla, « Après les émeutes du Kosovo », *Inprecor* numéro 104, du 22 juin 1982.

18. C'est vrai parmi les philosophes de la revue *Praxis* qui a organisé pendant de longues années des séminaires de critique marxiste internationaux à Korçula. C'est également le cas d'économistes de la LCY comme Kosta Mihalovic, qui a récemment publié une étude très critique de la réforme économique, qui a été très discutée dans les revues yougoslaves.

19. Ernest Mandel, notamment, a pu y faire des conférences et est traduit dans des éditions légales en Yougoslavie. On trouve également Trotsky en librairie ... Mais on a réprimé tous ceux qui ont tenté de s'organiser de façon indépendante de la LCY.

20. Catherine Verla, « La lutte de Solidarité, une "affaire intérieure" yougoslave », *Inprecor* numéro 135, 25 octobre 1982.

INPRECOR
INTERCONTINENTAL PRESS

ABONNEZ-VOUS
A "INPRECOR"

COLOMBIE

IVe congrès du Parti socialiste révolutionnaire

Des drapeaux rouges le long des rues fléchaient le chemin dans le quartier Maria Cano à Cartagène jusqu'à l'endroit où s'est tenu, les 20, 21 et 22 août dernier, le IVe Congrès du Parti socialiste révolutionnaire (PSR), section colombienne de la IVe Internationale. Et, lors du meeting public d'ouverture des travaux du Congrès, nombre de voisins étaient présents et entonnèrent l'Internationale.

C'est en présence de 24 délégués de tout le pays, d'un représentant du Socialist Workers Party (SWP) des Etats-Unis et de militants observateurs de la région, que s'est ouvert ce Congrès, prévu depuis un an. Les événements politiques récents avaient imposé deux points supplémentaires à l'ordre du jour : la construction d'une organisation de jeunesse révolutionnaire et l'attitude du PSR par rapport au nouveau gouvernement de Belisario Betancour, issu des élections présidentielles du dimanche 30 mai dernier (cf. *Inprecor* numéro 31, du 26 juillet 1982).

Deux tendances se sont exprimées autour de questions centrales : la situation politique nationale et les questions organisationnelles. Comme l'écrit *Combate Socialista*, organe du PSR (numéro 43, octobre 1982), en rendant compte de ce Congrès, « cela a naturellement permis que la discussion soit plus riche et, en même temps, que les divergences apparaissent plus clairement ».

Un aspect essentiel de la discussion organisationnelle a tourné autour de l'importance pour le PSR « de prendre des mesures nécessaires pour commencer le tournant vers l'industrie ». Quant à la discussion politique, elle a abordé le bilan de la participation du PSR aux élections, de son appui critique à la candidature de Gerardo Molina, et de l'attitude à adopter face au gouvernement de Belisario Betancour. Une Conférence syndicale du PSR est prévue pour le mois de décembre.

Un autre débat important a concerné l'analyse du mouvement en cours pour la construction d'un Parti socialiste (PS), dont la proposition a été faite lors des élections du printemps dernier par Gerardo Molina. Sur ce sujet, *Combate Socialista* précise les positions du PSR : « Nous sommes pour un Parti socialiste ni réformiste ni social-démocrate, c'est-à-dire pour un parti léniniste, ouvrier dans sa composition, avec un programme révolutionnaire et qui lutte pour l'instauration de la dictature du prolétariat en Colombie. »

Conscient de l'importance de la création d'une organisation de la jeunesse révolutionnaire, les congressistes ont décidé de convoquer en avril 1983 un Congrès pour définir la ligne d'intervention du PSR sur ce point. Il y sera aussi abordé le problème des femmes et de leurs revendications spécifiques. Par ailleurs, le Congrès a voté le lancement d'une campagne centrale pour régulariser la parution de *Combate Socialista* avec comme objectif une souscription d'un demi-million de pesos. Plusieurs motions internationales ont été adoptées, dont un fraternel salut à la campagne électorale menée par le Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), section mexicaine de la IVe Internationale, présentée par *Combate Socialista* comme « un fait sans précédent dans l'histoire de ce pays et de l'Amérique latine ».

RFA

Solidarité avec Alexander Schubart

Au courant du mois d'octobre 1982, peu après les élections parlementaires du Land de Hesse devait s'ouvrir, devant le tribunal de grande instance de Francfort, le procès d'Alexander Schubart, porte-parole du « Groupe de travail pour le référendum plébiscite *Keine Startbahn West* (Pas de piste d'envol ouest à l'aéroport de Francfort) ». Accusé de « violation de l'état de paix dans le Land de Hesse, dans un cas particulièrement grave » par le procureur général fédéral Rebmann, par ailleurs spécialisé dans les procès contre les « terroristes », Alexander Schubart risque dix années de prison.

Ancien membre du Parti social-démocrate (SPD), haut fonctionnaire de l'administration de Francfort ayant pris position contre les interdictions professionnelles, les *Berufsverbote*, Alexander Schubart est un démocrate.

Il y a un an et demi, et comme lui en donne le droit la Constitution du Land de Hesse qui prétend qu'un « plébiscite peut être organisé si 1/5 des électeurs en déposent la demande en l'appuyant d'un projet de loi », Alexander Schubart a pris l'initiative d'une pétition réclamant une autorisation de plébiscite au gouvernement du Land de Hesse concernant l'extension de la piste ouest de l'aéroport de Francfort à laquelle s'oppose le « Mouvement des citoyens contre la piste d'envol ouest

de l'aéroport de Francfort ». Il faut savoir que l'extension de cette piste d'envol constitue un important projet de l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord (OTAN), puisqu'elle doit servir de relais à la Force de déploiement rapide (RDF) américaine en direction d'éventuelles interventions au Moyen-Orient. Plus de 300 000 personnes signaient alors cette demande de plébiscite, première étape des trois phases du processus de plébiscite référendum qui reconnaît le droit à la population de modifier ainsi la législation en vigueur.

Mais, alors que ce processus légal était en cours, les travaux de la piste d'envol ouest de l'aéroport de Francfort s'accéléraient pour mettre les gens devant le fait accompli. A l'occasion de la remise officielle des signatures de la pétition, le 14 novembre 1981, 150 000 personnes, en provenance de toute la région participaient à une manifestation à Wiesbaden. Alexander Schubart y exigea du gouvernement régional qu'il fasse cesser les travaux avant le lendemain midi. Et ce jour-là, le 15 novembre 1981, le « Mouvement des citoyens contre la piste d'envol ouest » avait appelé à une manifestation pacifique à l'aéroport pour protester contre le refus du Land de Hesse de concéder un moratoire. Du fait de l'attitude de la police, des affrontements eurent lieu avec des manifestants. Et, dès le 16 novembre, Alexander Schubart, qui n'était pas présent à la manifestation de la veille, était suspendu de ses fonctions de magistrat par le maire de Francfort, qui outrepassait ainsi ses prérogatives.

La condamnation d'Alexander Schubart s'inscrit dans une vaste opération de criminalisation des citoyens en lutte contre l'extension de l'aéroport de Francfort, dont un millier sont déjà l'objet de procédures judiciaires. Mais elle représente aussi la volonté du nouveau gouvernement chrétien-démocrate - libéral (CDU-FDP) de donner un coup d'arrêt à tout le mouvement contre l'installation des missiles et au combat antinucléaire. De ce fait, ce procès constitue un enjeu de taille, et une lourde condamnation serait un grave précédent sur la manière dont seront traités les opposants à la politique militariste et nucléaire du nouveau gouvernement de Bonn et des dirigeants du Land de Hesse.

Le mouvement antinucléaire et contre l'installation des *Cruise Missiles* en RFA étant l'une des plus puissantes composantes du mouvement pacifiste européen, le procès contre Alexander Schubart revêt donc aussi une dimension internationale. Une campagne de sensibilisation internationale est lancée par un Comité allemand de soutien à Alexander Schubart. Pour réclamer le non-lieu pour Alexander Schubart, le retrait de la mesu-

re de suspension de son travail et le refus d'interdiction professionnelle à son égard, des messages et des télégrammes de protestation doivent être envoyés au maire de Francfort, à l'adresse suivante : An den Oberbürgermeister der Stadt Frankfurt-am-Main, Herrn Walter Wallmann, Römer, D-6000 Frankfurt-am-Main 1. Des protestations peuvent également être adressées au président de la cour de grande instance : An den Präsidenten des IV Strafsenats, Herrn Adalbert Schäfer, Gerichtsstrasse, D-6000 Frankfurt-am-Main 1.

Les doubles doivent être adressés au Komitee « Solidarität » für Alexander Schubart, Hamburgerallee 49, D-6000 Frankfurt-am-Main 1.

FRANCE

Recul gouvernemental partiel face à la mobilisation des femmes

Le samedi 23 octobre, près de 15 000 personnes, en grande majorité des femmes, venues de toutes les régions de France, ont manifesté à Paris pour le droit à l'avortement. La première partie du cortège rassemblait, derrière une banderole unitaire, les organisations et associations qui appelaient à manifester : groupes femmes, Planning familial (MFPF), Union de la région parisienne (URP) de la CFDT, « Choisir » ... En fin de cortège, les organisations politiques qui soutenaient la manifestation, notamment la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), Lutte ouvrière (LO), les Jeunes communistes révolutionnaires (JCR).

Au-delà de l'aspect coloré, dynamique, des chansons humoristiques raillant les positions de certains personnages politiques, au-delà de l'aspect gai et insolent spécifique aux mobilisations de femmes, la manifestation prenait une signification particulière. Elle était, en fait, la première manifestation de la gauche interpellant le gouvernement depuis le 10 mai 1981. Depuis cette date, exceptées les mobilisations de solidarité internationale (Pologne, Palestine, ou contre Reagan), seule la droite a occupé la rue.

Ce n'est pas un hasard si ce sont les femmes qui ont osé. En remettant en cause le remboursement de l'avortement, considéré comme acquis par les femmes, le gouvernement a provoqué une réaction de masse, publique, contre sa politique. Il aurait dû s'en méfier. Depuis la renaissance du féminisme dans les années 1970, l'avortement est le terrain sur lequel les luttes du mouvement des femmes ont été les plus massives. Depuis les mobilisations du Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception (MLAC) à partir de 1973 jusqu'aux manifestations lors de la modification de la loi en 1979, c'est toujours la même exigence qui est réaffirmée : choisir d'avoir ou non des en-

fants, et le droit pour les femmes à disposer librement de leur corps.

Lors des Etats généraux sur l'emploi des femmes, en avril 1982 (cf. *Inprecor* numéro 126, du 17 mai 1982), la commission « Avortement et contraception » constatait la dégradation des conditions de l'avortement, prévoyait de se mobiliser pour obtenir le droit réel à l'avortement et envisageait une manifestation pour la rentrée. L'annonce du report du remboursement de l'avortement par la Sécurité sociale, en plein été, par Pierre Bérégovoy, ministre de la Solidarité nationale et de la sécurité sociale, n'a fait que confirmer l'urgence d'une mobilisation unitaire, la plus large possible, pour obliger le gouvernement à tenir les promesses faites lors du 8 mars 1982.

Les organisations parties prenantes des Etats généraux, en liaison avec des associations féministes et familiales, réagissaient rapidement en lançant une pétition nationale et en appelant à des manifestations à Paris et en province pour le samedi 23 octobre.

Les réactions les moins nettes venaient du Parti communiste (PC) et du Parti socialiste (PS), qui ont pourtant accordé une bonne place, dans leurs programmes respectifs, au droit des femmes à l'avortement et à son remboursement par la Sécurité sociale. Si ces deux partis ne se sont pas joints à la mobilisation (solidarité gouvernementale oblige), les positions gouvernementales ont provoqué de vifs remous dans leurs rangs, notamment dans le PS.

Devant l'ampleur des réactions et redoutant la mobilisation qui se préparait, le gouvernement annonçait précipitamment, trois jours avant le 23 octobre, le remboursement de l'avortement par l'intermédiaire de la Sécurité sociale, mais financé par un budget exceptionnel.

Si la décision gouvernementale a changé, c'est que les femmes s'en sont mêlées. A cet égard, les mots d'ordre lors de la manifestation étaient clairs. Ce n'était ni pour remercier le gouvernement, ni pour lui apporter leur soutien que les femmes manifestaient, mais pour montrer qu'elles étaient conscientes d'avoir obtenu une demi-victoire et qu'il fallait continuer. Les adversaires de l'avortement n'ont d'ailleurs pas désarmé. Déjà le 15 mai, ils avaient manifesté contre le remboursement de l'interruption volontaire de grossesse (IVG). Le 23 octobre, le groupe réactionnaire « Laissez-les-vivre » affrontait les CRS devant l'Elysée.

Dans un contexte économique où tous les porte-parole du gouvernement appellent à la rigueur, à la patience, à la « solidarité », les femmes savent bien ce que cela veut dire pour elles : c'est la remise en cause des droits acquis par leurs luttes, tant dans le domaine de leur droit à disposer d'elles-mêmes que dans celui de leur insertion dans la vie active. Elles savent bien qu'elles sont toujours les premières touchées en période de crise.

La mobilisation a déjà forcé le gouvernement à reculer, mais la bataille n'est pas gagnée. Le remboursement de l'avortement n'est qu'un premier pas. Il n'est

qu'une étape dans la reconnaissance réelle du droit pour les femmes à disposer de leur corps. Ce droit ne deviendra effectif que lorsque toutes les clauses restrictives qui frappent les mineures et les femmes immigrées seront abolies, lorsque la Loi Veil-Pelletier sera abrogée et que l'avortement sera inscrit au Code de la santé publique. Seule une mobilisation des femmes et des travailleurs pourra l'obtenir. Et la bataille de l'avortement n'est qu'un aspect de la lutte plus globale que les femmes entendent continuer à mener contre leur oppression et leur exploitation, entre autres le droit à l'emploi et à l'égalité professionnelle.

ILE MAURICE

Première mini-crise gouvernementale

Une vague de différences d'appréciation a agité le nouveau gouvernement mauricien formé par la coalition électorale constituée par le Mouvement militant mauricien (MMM) et le Parti socialiste mauricien (PSM) au pouvoir depuis sa victoire écrasante aux élections législatives du 11 juin dernier (cf. *Inprecor* numéro 130, du 12 juillet 1982). Un premier débat a eu lieu entre le ministre de l'Information, Harrish Boodhoo, dirigeant du PSM, et des députés MMM, dont Paul Bérenger, actuel ministre des Finances et de l'Economie, concernant un projet de loi établissant un contrôle gouvernemental sur la radio-télévision nationale jugé trop étroit par le leader du MMM. En toile de fond de cette discussion se trouvait l'importante offensive de la droite locale contre l'introduction du créole à la radio et à la télévision. Il semble que, sur cette loi, les choses se soient réglées autour d'un compromis.

Paul Bérenger, qui s'affiche ouvertement partisan d'un « socialisme de management qui tire pleinement les leçons des échecs d'un certain type de nationalisations effectuées ailleurs », et s'affirme également partisan du « consensus social », a eu, semble-t-il, plus de mal à convaincre les membres du gouvernement, y compris ceux du MMM comme le ministre des Prix, de la nécessité de l'application immédiate des mesures d'austérité réclamées par le Fonds monétaire international (FMI), à savoir le flottement des taux d'intérêts et une limitation immédiate des subventions d'Etat aux produits de base, ce qui entraînerait une hausse du prix de la farine et du riz.

Des élections municipales se profilant pour le mois de décembre 1982, certains dirigeants du MMM voient d'un mauvais œil l'adoption prématurée de telles mesures impopulaires qui pourraient, comme par le passé, entraîner de vives réactions de la population.

Pour obtenir gain de cause, Paul Bé-

renger a donc utilisé un procédé de chantage dont il est coutumier. Le 19 octobre, il remettait sa démission du gouvernement. Paul Bérenger avait déjà utilisé, au sein du MMM, le chantage à la démission de tout le Bureau politique du parti pour ne pas se retrouver minoritaire lors du débat sur le bien-fondé de l'alliance avec le petit parti bourgeois PSM, alliance dont il était le ferme partisan. Aujourd'hui, paradoxe de l'histoire, c'est contre une partie du gouvernement MMM-PSM que l'« apprenti-Rocard des mers du Sud » utilise le procédé.

Néanmoins, cette mini-crise gouvernementale a connu un dénouement rapide. Dès le 21 octobre, Paul Bérenger se déclarait « disposé à réintégrer le gouvernement, mais seulement si celui-ci est remanié, si certaines choses changent, et si un gouvernement homogène, sincère et courageux émerge » (le Monde, 23 octobre 1982). Et le 25 octobre, il reprenait son poste de ministre des Finances et de l'Economie pour mener des pourparlers avec la Banque Mondiale.

Il est impossible de savoir dès maintenant si Paul Bérenger a obtenu satisfaction du gouvernement sur le rythme d'application des mesures d'austérité envisagées. Il est clair cependant que le gouvernement MMM-PSM est d'ores et déjà, en moins de six mois d'activité, pieds et poings liés face au FMI. Et déjà s'élèvent des voix ouvrières pour dénoncer ce fait. Quelques grèves ont éclaté que le gouvernement n'a pu ni interdire ni réprimer comme le faisait le Parti travailliste au pouvoir jusqu'en juin dernier. Mais la timidité des réformes de la coalition MMM-PSM, les pressions de la droite, inquiète de la radicalisation ouvrière maintenue, et l'action de militants révolutionnaires et de courants « lutte de classe » dans le mouvement ouvrier mauricien, pourraient conduire assez rapidement à de sérieux problèmes sociaux. ■

IRLANDE DU NORD

Les élections au nouveau "Stormont"

Gerry Adams, vice-président de l'organisation Sinn Fein (provisoire), la branche politique de l'Armée de libération irlandaise (IRA), a remporté, dans la circonscription où il se présentait, les élections à la nouvelle Assemblée d'Irlande du Nord, qui se sont déroulées le 21 octobre dernier. C'est là une confirmation éclatante du rejet massif de cette Assemblée par la communauté nationaliste.

Cette Assemblée est la deuxième tentative des autorités britanniques pour mettre sur pied, dans les Six comtés d'Irlande du Nord, un organe législatif de « partage du pouvoir ». La première tentative avait eu lieu en 1974, sur la base de l'Accord dit de Sunningdale. Elle avait été

abandonnée à cause de l'opposition déterminée des dirigeants protestants les plus extrémistes, qui refusaient toute concession à la population catholique, même d'un caractère purement tactique ou formel.

Jusqu'en 1972, le Nord était dirigé par son propre Parlement, le Stormont. Ce dernier fut dissous après le « Dimanche rouge » au cours duquel 13 civils ont été tués dans la ville de Derry par les forces locales de maintien de l'ordre. Le gouvernement direct à partir de Londres fut alors institué et présenté comme une mesure « temporaire ».

A l'automne 1981, le gouvernement britannique chercha à stabiliser la situation en Irlande du Nord en instituant une Assemblée comprenant des représentants de la majorité protestante et de la minorité catholique. Cette Assemblée, composée de 78 membres, n'aurait aucun pouvoir sur la vie sociale, économique ou politique. Cependant, sous réserve d'une demande faite par 70 % de ses membres, ou par un nombre suffisant de représentants des deux communautés, des pouvoirs plus étendus pourraient lui être accordés concernant certains aspects des affaires locales, sauf la police, la loi et l'ordre, et les affaires extérieures.

Toute proposition d'imposer un organe législatif local est ressentie par la population catholique nationaliste comme une tentative de réinstaurer le régime haï du Stormont, qu'elle considère comme totalement illégitime, car elle n'accepte pas le partage de l'Irlande en Nord et Sud, qui l'enferme dans un statut de minorité au sein du mini-Etat d'Irlande du Nord.

Le mouvement anti-impérialiste était divisé sur la question de la participation aux élections. Sa base de masse, celle qui avait été active dans la campagne contre les Blocks H, était très méfiante à cet égard et ne voulait pas paraître accorder une quelconque légitimité à cette Assemblée. Cependant, le Sinn Fein (provisoire) a fini par décider de participer aux élections au cas où le Parti social-démocrate travailliste (SDLP - parti nationaliste bourgeois) y participerait. En dépit des efforts des forces du mouvement qui s'opposent à l'impérialisme britannique, y compris « People's Democracy » (PD - section irlandaise de la IVE Internationale) et de Bernadette Devlin-Mac Aliskey pour arriver à organiser une campagne de boycott unitaire, le Sinn Fein et le SDLP se sont présentés aux élections, tout en promettant de ne pas occuper leurs sièges s'ils avaient des élus.

Les résultats des élections, où le Sinn Fein a obtenu 10 % des votes et où 5 de

ses 12 candidats ont été élus, tandis que le SDLP obtenait à peu près son score habituel, et 14 candidats élus, montrent à quel point la polarisation entre les deux communautés reste forte. Ils montrent également que ceux qui disaient que l'élection du militant gréviste de la faim, Bobby Sands, en mai 1981, ou de son successeur Owen Carron, un peu plus tard, n'étaient qu'une réponse émotionnelle à l'appel à « sauver les vies des grévistes de la faim », avaient tort.

Par son vote, la communauté nationaliste a montré son rejet écrasant de l'Assemblée, et également que le Sinn Fein pouvait la mobiliser du fait de son opposition sans compromis à l'impérialisme britannique. La population nationaliste reste prête à combattre si on donne un cadre à sa mobilisation.

Malheureusement, le Sinn Fein ne se comporte pas suffisamment comme une direction de ces masses. Le résultat des élections montre qu'un boycott unitaire contre la présence impérialiste aurait eu un grand succès et aurait permis d'organiser à nouveau les militants de la campagne contre les Blocks H. Mais le Sinn Fein a gâché cette occasion en présentant ses propres candidats sur une plate-forme qui n'offrirait guère de perspectives.

« People's Democracy », comprenant qu'un boycott partiel n'aurait eu aucun succès, a décidé de présenter deux candidats à Belfast, John MacAnulty et Fergus O'Hare, qui avaient été élus tous les deux au Conseil de la ville de Belfast l'an dernier. Leur but, en se présentant, était d'expliquer le plus largement possible la nécessité de reconstruire l'unité du mouvement anti-impérialiste. Bien que les quelques centaines de voix qu'ils ont obtenues soient un score décevant, le message était clair : « La question clé de ces élections est celle de l'unité. Construire à nouveau une force unie et confiante qui jette à bas le vieux Stormont et qui rende impraticable sa nouvelle version.

« Cela aurait pu être réalisé si tous les partis anti-unionistes avaient soutenu un boycott total. PD a lutté de toutes ses forces pour obtenir qu'une telle politique soit adoptée. L'intransigeance de la direction du SDLP, et son enthousiasme pour les manœuvres politiciennes qui mettent en jeu l'unité future de l'Irlande, ont empêché qu'une telle politique soit suivie.

« Dans cette situation, un boycott partiel serait inefficace. "People's Democracy" se présente à ces élections pour aider à reconstruire l'unité anti-impérialiste et une nouvelle lutte de masse qui permette le renversement de ce nouveau Stormont. » ■



ABONNEZ-VOUS,
REABONNEZ-VOUS
A « INPRECOR » !

ESPAGNE

Majorité absolue pour le PSOE aux Cortes

C'est à un véritable raz-de-marée électoral en faveur des candidats du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) que l'on a assisté lors des élections anticipées aux Cortes (Parlement et Sénat) le 28 octobre (1). La formation de Felipe Gonzalez, le prochain chef de gouvernement qui sera désigné par le roi Juan Carlos dans les semaines à venir, remporte, avec 46 % des suffrages, 201 sièges au Congrès (Parlement) sur un total de 350, soit 25 de plus que la majorité absolue. Le score du PSOE est en nette augmentation (plus de 16 % des voix et 80 élus supplémentaires) par rapport aux élections législatives de 1979. Le 28 octobre 1982, ce sont 8,5 millions d'électeurs qui ont voté pour les candidats du PSOE, ce qui constitue, sept ans après la mort du général Franco et pour la première fois depuis la guerre civile espagnole, un événement historique.

Les réactions populaires à ce succès ont été importantes. Des manifestations de joie ont eu lieu dans plusieurs villes, regroupant, notamment à Madrid, plusieurs dizaines de milliers de personnes. Mais le PSOE avait tenu à limiter le contenu politique de ces manifestations.

Les gouvernements socio-démocrates européens se sont empressés de se féliciter de la victoire du PSOE, ainsi que nombre de gouvernements conservateurs. Le département d'Etat américain a lui-même indiqué que les USA « soutiennent fermement le processus démocratique en Espagne et prévoient de travailler en étroite collaboration avec le prochain gouvernement » (le Monde, 31 octobre 1982).

La signification générale du scrutin du 28 octobre est l'accentuation de la bipolarisation politique de l'électorat. Le phénomène du « vote utile » a joué à gauche en faveur du PSOE, et au sein des forces bourgeoises en direction de l'Alliance populaire (AP) de l'ancien ministre de Franco, Manuel Fraga Iribarne. L'AP obtient un résultat supérieur à celui indiqué par les sondages d'opinion, avec 25 % des voix et 105 élus, contre un peu plus de 5 % des voix et une dizaine d'élus en 1979. Le parti au gouvernement, l'Union du centre démocratique (UCD) de Landelino Lavilla, et le Centre démocratique et social (CDS) de l'ancien Premier ministre Adolfo Suarez, sont totalement marginalisés. La débâcle de l'UCD, qui passe de 35 % des voix et 168 députés à 7 % des voix et 11 élus seulement, est un phénomène sans précédent pour un parti au gouvernement dans l'Europe de l'après-guerre. Même le président du gouvernement, Calvo Sotelo, et son ministre de l'Intérieur, n'ont pas été élus ...

De son côté, le Parti communiste espagnol (PCE) a connu, lui aussi, un échec cinglant, en perdant 1,2 millions d'électeurs par rapport à 1979. Passant de 9 % des voix et 23 élus en 1979 à 3,8 % et seulement 5 députés en 1982, le PCE va se trouver confronté maintenant à une aggravation considérable de sa crise interne. Déjà, le résultat des élections régionales d'Andalousie, au printemps dernier, où le PCE était passé de 13 % à 8 % des voix, avait conduit deux dirigeants connus, le vice-secrétaire général, Nicolas Sartorius, et le secrétaire général des Commissions ouvrières (CCOO), Marcelino Camacho, à démissionner de leurs responsabilités au sein du Comité exécutif du PCE. Face à un PCE dont le programme électoral se démarquait très peu de celui du PSOE et dont la direction multipliait les exclusions bureaucratiques à l'encontre de tous les opposants à la ligne de Santiago Carrillo, cette sanction électorale ne faisait pas de doute. Mais son ampleur illustre le degré de l'échec de l'orientation eurocommuniste de Santiago Carrillo. La crise du Parti socialiste unifié de Catalogne (PSUC - PCE en Catalogne) a aussi porté ses fruits amers, puisque les élus communistes passent de 8 en 1979 à 2, à l'issue du scrutin du 28 octobre. Mais ce sera surtout au sein des Commissions ouvrières que le sombre résultat du PCE aura les répercussions les plus profondes.

Dans les nationalités, le PSOE obtient généralement des résultats en progression par rapport au précédent scrutin, du fait notamment de l'effondrement de l'UCD. Mais, au Pays basque comme en Catalogne, les résultats des partis nationalistes bourgeois marquent aussi une progression en nombre de voix par rapport à 1979. La Convergence et Union (CIU) de Catalogne gagne 4 députés supplémentaires et 300 000 voix et passe de 8 à 12 élus. Le Parti nationaliste basque (PNV) augmente aussi ses suffrages et obtient un député supplémentaire, ce qui porte sa représentation au Parlement à 8 élus. Quant aux nationalistes radicaux de Herri Batasuna (HB), s'ils augmentent le nombre de leurs électeurs, ils perdent néanmoins un député par rapport à 1979, et n'ont que deux élus.

Les résultats des listes unitaires de la gauche révolutionnaire constituées à l'initiative de la Liga comunista revolucionaria (LCR), section de la IVe Internationale dans l'Etat espagnol, et du Mouvement communiste d'Espagne (MCE), ont largement souffert de la bipolarisation de toute la campagne électorale. Ainsi, les médias ont-ils principalement rendu compte de la campagne des grands partis. Nos camarades de la LCR, qui ont eu droit à deux interventions à la télévision et à la radio nationale, se sont vus supprimer leur troisième passage car, là où ils présentaient leurs propres listes, ils ont retiré leurs candidats au terme de la campagne pour appeler à voter, dans ce scrutin à un tour, pour des formations nationalistes radicales comme Herri Batasuna au Pays basque, ou pour les organisations ouvrières de la gauche réformatrice dans le reste

du pays. Aussi, les résultats électoraux de leurs listes unitaires sont-ils très modestes : quelques milliers de voix seulement à Madrid, 5 000 en Catalogne, et une dizaine de milliers pour la coalition « Gauche unie du Pays valencien ». Ces listes se sont aussi trouvées confrontées à la difficulté de populariser, en quelques semaines seulement, les nouveaux sigles adoptés par les différents fronts électoraux mis en place à travers le pays.

Aujourd'hui, nos camarades de la LCR vont néanmoins profiter des quelques points d'appuis unitaires qui existent dans certains endroits, pour mettre en place des regroupements unitaires de base de la gauche révolutionnaire. De plus, prenant acte de l'ample majorité absolue du PSOE au Congrès et de sa proposition d'un référendum sur le retrait de l'Espagne de l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord (OTAN), la LCR va mener campagne pour obtenir que cette décision soit directement prise par un vote de cette majorité parlementaire. ■

1. Pour l'analyse de la situation pré-électorale, voir l'interview de Jaime Pastor, dirigeant de la LCR, dans *Inprecor* numéro 135, du 25 octobre 1982.



Communiqué de la LCR

La majorité absolue obtenue par le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), lors des élections du 28 octobre, constitue sans aucun doute une défaite historique de la droite, et ouvre de ce fait de nouvelles et meilleures perspectives pour la mobilisation ouvrière et populaire. Le regroupement de la droite autour d'un personnage aussi réactionnaire que Manuel Fraga Iribarne, dirigeant de l'Alianza Popular (AP), va rendre encore bien plus nécessaire cette mobilisation.

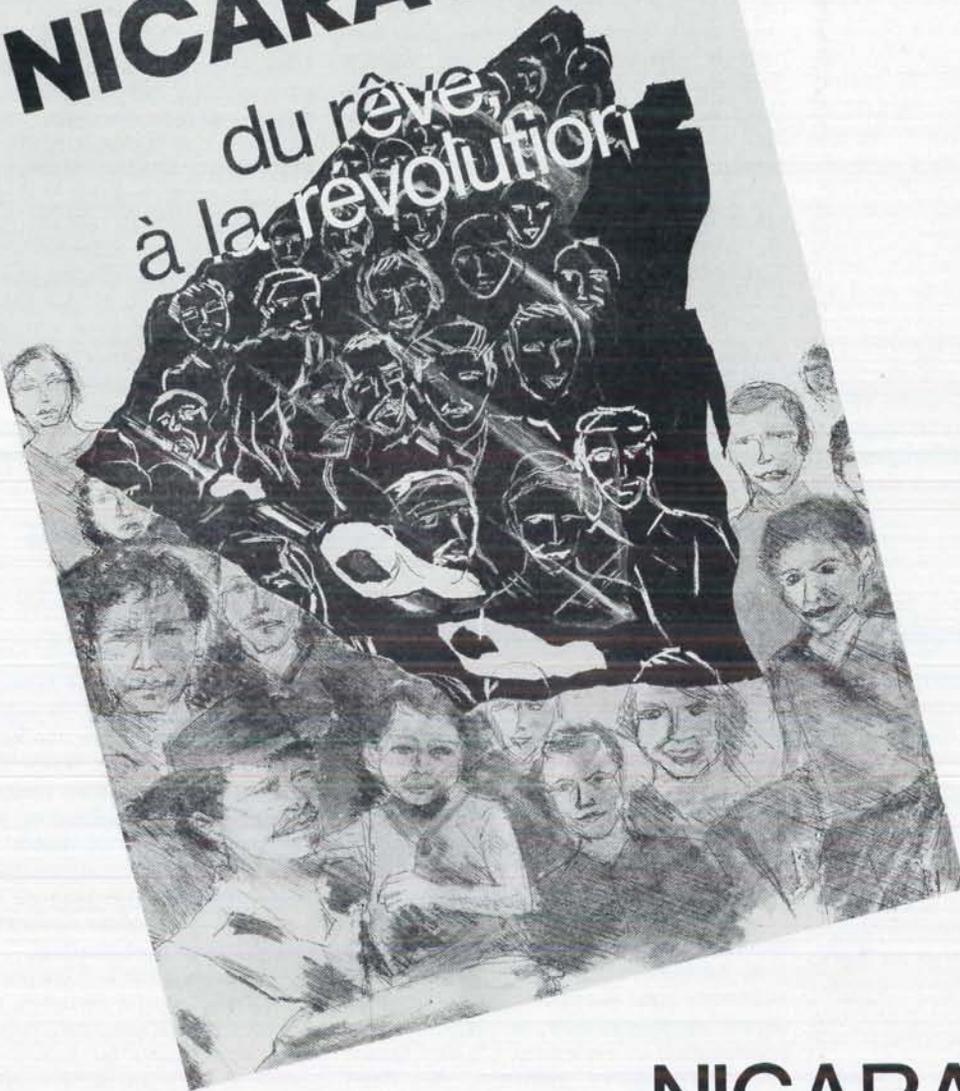
Pour sa part, la Liga comunista revolucionaria, section de la IVe Internationale dans l'Etat espagnol, tient à rappeler que dans toutes les provinces où elle a présenté ses propres listes, elle a retiré ses candidatures au terme de sa campagne électorale en appelant à voter pour les formations de la gauche. Mais, comme elle l'a manifesté tout au long de sa campagne électorale, la LCR n'a aucune confiance dans la capacité des dirigeants du PSOE à répondre aux espoirs de changement exprimés lors du vote du 28 octobre, puisque le PSOE continue à être toujours plus disposé à passer de nouveaux pactes avec les « pouvoirs de fait » qu'à défendre les intérêts des travailleurs et des nationalités.

C'est pourquoi la LCR, qui a recherché l'unité de la gauche la plus combattive lors de ces élections, va s'efforcer de poursuivre cette même orientation, consciente qu'avec le renforcement de l'unité de cette gauche, il sera possible d'offrir une nouvelle alternative de lutte à la mesure des attaques qui viendront du patronat, de la droite et des secteurs « golkpistes ». ■

Bureau politique de la LCR
Madrid, 29 octobre 1982.

NICARAGUA

du rêve,
à la révolution



NICARAGUA

Du rêve à la révolution

Sous le titre *Nicaragua : du rêve à la révolution*, le Comité de solidarité avec le Nicaragua de France vient de publier une brochure de 152 pages. Ce véritable livre est le document le plus complet qui existe en français à ce jour sur ce sujet. Très documenté, il dresse le bilan de trois années de pouvoir révolutionnaire au Nicaragua.

Cette brochure constitue donc un outil indispensable pour tous ceux et celles qui sont engagés dans le travail de solidarité internationaliste avec la révolution nicaraguayenne. Elle peut être aussi un document enrichissant pour les bibliothèques des Comités d'entreprise, des sections syndicales, ou des différents comités d'information et de solidarité internationalistes, notamment avec les peuples d'Amérique latine.

Le prix unitaire est de 45 FF (35 FF pour les commandes groupées).

Pour toute commande, s'adresser au Comité de Solidarité avec le Nicaragua, 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris, tél. : 531 43 38 (tous les lundis soirs), ou à la Bourse du travail, esplanade Benoît-Fraçon, 93100 Montreuil, tél. : 585 91 82 (poste 375).

Ce livre est aussi en vente à la librairie la Brèche, 9, rue de Tunis, 75011 Paris, métro Nation.